



2016

L'INDICE CSI DES DROITS DANS LE MONDE

**LES PIRES ENDROITS AU MONDE POUR LES
TRAVAILLEURS ET LES TRAVAILLEUSES**



ITUC CSI IGB

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE

L'Indice CSI des droits dans le monde 2016

**LES PIRES
PAYS DU MONDE
POUR LES
TRAVAILLEURS
ET LES
TRAVAILLEUSES**

L'Indice CSI des droits dans le monde 2016

La Confédération syndicale internationale (CSI) est une confédération de centrales syndicales nationales, dont chacune rassemble les syndicats dans son pays. Fondée le 1^{er} novembre 2006, elle regroupe les organisations anciennement affiliées à la CISL et à la CMT (toutes deux désormais dissoutes) ainsi que des centrales syndicales nationales qui ne comptaient aucune affiliation internationale à cette époque. La nouvelle Confédération représente 180 millions d'adhérents, dont 40 pour cent de femmes, au sein de 333 organisations affiliées dans 162 pays et territoires sur les cinq continents. Elle est également partenaire du groupement Global Unions, conjointement avec la Commission syndicale consultative auprès de l'OCDE et les Fédérations syndicales internationales (FSI) qui regroupent les syndicats nationaux d'une branche ou industrie particulière à l'échelle internationale. La CSI compte des bureaux spécialisés dans plusieurs pays dans le monde entier et est dotée du statut consultatif général auprès du Conseil économique et social des Nations unies.

Table des matières

Avant-propos.....	7	Honduras.....	64
Partie I.....	11	Inde.....	65
Les résultats 2016.....	12	Indonésie.....	66
L'Indice CSI des droits dans le monde..	17	Iran.....	67
Les classements.....	19	Kenya.....	68
La pire région du monde.....	21	Liban.....	69
Les dix pires pays pour les travailleuses et les travailleurs.....	23	Madagascar.....	70
Les droits les plus bafoués.....	29	Malaisie.....	71
Changements notables.....	33	Mali.....	72
Liste des indicateurs.....	39	Maroc.....	73
Partie II.....	49	Mauritanie.....	73
Arabie Saoudite.....	50	Mexique.....	74
Algérie.....	51	Monténégro.....	75
Argentine.....	52	Népal.....	76
Bangladesh.....	52	Nouvelle-Zélande.....	76
Belarus.....	53	Pakistan.....	77
Bénin.....	54	Paraguay.....	78
Cameroun.....	55	Pérou.....	78
Chili.....	55	Philippines.....	79
Chine.....	56	Royaume-Uni.....	80
Colombie.....	57	Serbie.....	81
Corée, République de.....	58	Swaziland.....	82
Égypte.....	59	Suisse.....	83
Espagne.....	60	Thaïlande.....	83
Fédération de Russie.....	61	Tunisie.....	84
Fidji.....	61	Turquie.....	85
France.....	62	Ukraine.....	87
Géorgie.....	63	Zambie.....	88
Guatemala.....	63	Zimbabwe.....	88
Haïti.....	64		

Avant-propos

L'Indice CSI 2016 des droits dans le monde montre que dans presque toutes les régions du monde, les droits des travailleuses et des travailleurs se sont affaiblis, notamment du fait des fortes restrictions des droits à la liberté d'expression et de réunion.

Une fois encore, le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord sont les pires régions pour la main-d'œuvre. L'absence totale de liberté syndicale et le système de la *kafala*, qui expose des millions de travailleurs migrants au risque de travail forcé, sont toujours omniprésents dans les États du Golfe.

Certains pays d'Europe et d'Asie centrale continuent d'offrir la meilleure protection des droits syndicaux, mais c'est aussi chez eux que l'on note la pire détérioration de ces droits – une tendance qui se prolonge.

Même dans des pays aux traditions démocratiques solides, les gouvernements ont fait des propositions pour tenter d'établir des barrières législatives pour étouffer la voix des salariés lors des négociations collectives et en matière de politiques gouvernementales. Au Royaume-Uni, en France et en Finlande, les organisations syndicales se battent contre des changements législatifs régressifs.

Cette année, les dix pires pays pour les travailleuses et les travailleurs sont le Qatar, les Émirats arabes unis, la Turquie, la Chine, l'Inde, le Cambodge, le Bélarus, l'Iran, le Guatemala et la Colombie. En outre, d'autres pays ont vu leur classement diminuer cette année ; c'est notamment le cas de l'Indonésie (de la catégorie 4 à la 5), du Paraguay (de 3 à 4) et de la Belgique (qui passe de la catégorie 1 à 2).

Même si l'on compte un pays de moins dans lequel des travailleurs ont été tués pour leurs activités syndicales, le nombre de nations où ils sont exposés à la violence a augmenté de 36 en 2015 à 52 en 2016.

Les pays où la main-d'œuvre subit les pires formes de violence, dont des assassinats, des menaces, des enlèvements et des agressions physiques sont l'Égypte, la Colombie, le Guatemala, le Honduras, l'Indonésie et l'Ukraine. Luttant pour obtenir de meilleures conditions de travail, les travailleurs sont des cibles à la fois pour les forces de sécurité de l'État et pour les voyous engagés par les entreprises.

Une autre tendance cette année est la hausse spectaculaire des actes d'ingérence et des restrictions de la liberté d'expression et du droit de se réunir pacifiquement. Les gouvernements se servent de la menace du terrorisme pour mettre en avant des programmes de sécurité qui affaiblissent les droits à la liberté d'expression et de réunion qui sont non seulement des piliers des sociétés démocratiques, mais qui permettent aussi aux travailleurs et aux citoyens de participer aux prises de décisions.

Dans 46 pays, soit neuf de plus que l'année dernière, des manifestations ont été arrêtées et des personnes ont subi des mesures de représailles pour avoir exprimé leurs points de vue.

Certaines catégories de travailleurs sont exclues de la liberté syndicale dans 58 pour cent des pays et des salariés n'ont pas le droit de faire grève dans 68 pour cent des nations, alors que dans 57 pour cent des États, certains n'ont pas le droit de négocier collectivement pour obtenir de meilleures conditions de travail.

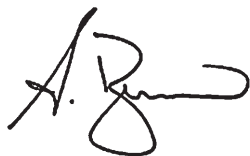
Ces constatations proviennent toutes de l'Indice CSI des droits dans le monde. Tout au long de 2015 et en 2016, la CSI a fait des recherches et recueilli des documents sur les actes de répression et les abus dont étaient victimes les travailleuses et les travailleurs qui défendent les droits et les libertés démocratiques, l'égalité et la justice sociale. Nous appuyant sur les preuves collectées, nous avons élaboré le troisième Indice des droits dans le monde qui classe 140 pays en fonction du niveau de respect des droits au travail.

L'Indice des droits dans le monde porte sur des normes fondamentales du travail reconnues à l'échelle mondiale, plus précisément sur les droits civils, le droit de négocier collectivement, le droit de faire grève, celui de s'associer librement et d'avoir accès à une justice équitable.

Ces droits sont protégés dans des instruments internationaux relatifs aux droits humains, comme la Déclaration universelle des droits de l'homme, et ont été reconnus en tant que condition préalable à la réalisation du travail décent.

La capacité des travailleurs de s'organiser leur permet d'exercer leur force collective pour parvenir à de meilleurs droits au travail au niveau planétaire, notamment la sécurité et la santé sur le lieu de travail, le droit de ne pas subir de discriminations et de ne pas être victimes du travail forcé et du travail des enfants. L'Indice CSI des droits dans le monde se concentre donc sur les droits collectifs au travail en tant que référence pour la réalisation du travail décent.

La première partie de la présente publication fournit une analyse plus détaillée de l'Indice CSI 2016 des droits dans le monde, ainsi qu'un aperçu de la méthodologie. La deuxième partie contient des exemples tirés des preuves recueillies tout au long de l'année. Vous trouverez davantage d'informations sur le site web de la CSI (<http://survey.ituc-csi.org/?lang=fr>).

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'A. Burrow'.

Sharan Burrow, secrétaire générale

L'Indice CSI des droits dans le monde 2016

PARTIE I

L'Indice CSI des droits dans le monde décrit les pires pays du monde pour les travailleurs, en classant 141 pays dans des catégories de 1 à 5 en fonction du degré de respect des droits des travailleurs dans ce pays. Faisant entendre au niveau mondial la voix des travailleurs et des travailleuses, la CSI s'occupe depuis trente ans de recenser, documenter et d'exposer les violations des droits des travailleurs. Cela s'est fait par le biais de la publication du Rapport annuel de la CSI, lequel contient des informations descriptives. L'Indice CSI des droits dans le monde a été élaboré afin d'accroître la visibilité et la transparence concernant les résultats de chaque pays en matière de droits des travailleurs. En outre, l'Indice CSI des droits dans le monde est un outil qui permettra de détecter les tendances émergentes dans le monde entier, dès que des changements dans les politiques ou dans la législation surviendront.

LES RÉSULTATS 2016

Classement 5+

Les droits ne sont pas garantis du fait de l'absence de l'État de droit

Burundi	5+
Érythrée	5+
Irak	5+
Libye	5+
Palestine	5+
République centrafricaine	5+
Soudan du Sud	5+
Somalie	5+
Soudan	5+
Syrie	5+

5+

Classement 5

Les droits ne sont pas garantis

5	Algérie	5
	Arabie saoudite	5
	Bangladesh	5
	Belarus	5
	Cambodge	5
	Chine	5
	Colombie	5
	Corée, République de	5
	Égypte	5
	Émirats arabes unis	5
	Grèce	5
	Guatemala	5
	Hong Kong	5
	Inde	5

Indonésie	5
Iran	5
Pakistan	5
Philippines	5
Qatar	5
Swaziland	5
Turquie	5
Ukraine	5
Vietnam	5
Zambie	5
Zimbabwe	5

Classement 4

Violation systématique des droits

Bahreïn	4
Bénin	4
Cameroun	4
Côte d'Ivoire	4
Djibouti	4
États-Unis d'Amérique	4
Fidji	4
Île Maurice	4
Haïti	4
Honduras	4
Jordanie	4
Kenya	4
Koweït	4
Liban	4
Malaisie	4
Mali	4
Mauritanie	4
Mexique	4
Nigeria	4
Oman	4
Panama	4
Paraguay	4
Pologne	4
Roumanie	4
Serbie	4



Sierra Leone	4
Thaïlande	4
Trinité-et-Tobago	4
Tunisie	4
Yémen	4

Classement 3

Violations régulières des droits



Albanie	3
Angola	3
Argentine	3
Australie	3
Bahamas	3
Belize	3
Bolivie	3
Bosnie-Herzégovine	3
Botswana	3
Bulgarie	3
Burkina Faso	3
Chili	3
Croatie	3
Congo, République démocratique du	3
Équateur	3
El Salvador	3
Espagne	3
Éthiopie	3
Fédération de Russie	3
Géorgie	3
Hongrie	3
Israël	3
Jamaïque	3
Kazakhstan	3
Lesotho	3
Madagascar	3
Monténégro	3
Maroc	3
Myanmar	3
Népal	3
Ouganda	3

Pérou	3
Rwanda	3
Sénégal	3
Singapour	3
Sri Lanka	3
Taïwan	3
Tanzanie	3
Tchad	3
Royaume-Uni	3
Venezuela	3

Classement 2

Violations réitérées des droits



Afrique du Sud	2
Barbade	2
Belgique	2
Brésil	2
Canada	2
Congo, République du	2
Costa Rica	2
Ghana	2
Irlande	2
Japon	2
Lettonie	2
Lituanie	2
Macédoine, ancienne	
République yougoslave de	2
Moldavie	2
Mozambique	2
Namibie	2
Nouvelle-Zélande	2
Portugal	2
République tchèque	2
République dominicaine	2
Suisse	2
Togo	2

Classement 1

Violations des droits sporadiques



Allemagne	1
Autriche	1
Danemark	1
Estonie	1
Finlande	1
France	1
Islande	1
Italie	1
Norvège	1
Pays-Bas	1
Slovaquie	1
Suède	1
Uruguay	1

L'INDICE CSI DES DROITS DANS LE MONDE EN 4 ÉTAPES¹

1. Recensement documenté des violations

La CSI recense et documente les violations des droits collectifs du travail internationalement reconnus, commises par des gouvernements ou des employeurs. Nous envoyons un questionnaire à 333 syndicats nationaux de 162 pays, et leur demandons de notifier toutes les violations des droits des travailleurs recensées, en indiquant tous les détails nécessaires.

Des réunions régionales ont lieu avec des experts des droits humains et syndicaux, au cours desquelles des questionnaires sont distribués, expliqués puis remplis.

Dès qu'elle est mise au courant d'une violation, la CSI prend contact directement avec les syndicats par téléphone ou par courrier électronique, afin de confirmer les faits.

Des juristes analysent la législation nationale et identifient tout texte de loi qui ne protège pas suffisamment les droits collectifs du travail internationalement reconnus.

2. Publication des violations dans le Rapport de la CSI

L'information documentée est résumée et consolidée sous forme de texte par le personnel de la CSI. Cette information est librement accessible au public sur la page web du Rapport de la CSI.

3. Codification du texte

Le texte correspondant à chaque pays dans le Rapport de la CSI est relu à la lumière d'une liste de 97 indicateurs découlant des Conventions et de la jurisprudence de l'OIT, représentant chacun une violation des droits des travailleurs dans la loi ou dans la pratique. Un point est assigné au pays chaque fois qu'une information textuelle correspond à un indicateur. Chaque point a une valeur de 1. Après avoir procédé à la codification du texte entier pour un pays, les points sont ajoutés et l'on arrive à la note finale du pays.

4. Classement des pays

La note finale du pays détermine la catégorie dans laquelle celui-ci va être classé. Il existe cinq catégories, de 1, la meilleure, à 5, le pire classement qu'un pays puisse obtenir. Une note élevée signifie qu'un nombre élevé de violations ont été commises, ce qui se traduit par le classement du pays dans une des catégories les plus faibles.

LES CLASSEMENTS

1

// Violations des droits sporadiques

Les droits collectifs du travail sont généralement garantis. Les travailleurs et travailleuses peuvent librement constituer des syndicats ou y adhérer et défendre leurs droits collectivement face aux pouvoirs publics et/ou aux entreprises et peuvent améliorer leurs conditions de travail par le biais de la négociation collective. Des violations à l'encontre des travailleurs sont commises, mais de manière sporadique.

2

// Violation réitérées des droits

Dans les pays classés dans la catégorie 2, les droits collectifs sont un peu plus faibles que dans ceux de la catégorie 1. Certains droits sont soumis à des atteintes répétées par les pouvoirs publics et/ou les entreprises, ce qui compromet la lutte pour de meilleures conditions de travail.

3

// Violations régulières des droits

Les pouvoirs publics et/ou les entreprises s'ingèrent régulièrement dans les droits collectifs du travail ou ne parviennent pas à pleinement garantir des aspects importants de ces droits. Des défaillances dans la législation ou certaines pratiques rendent possible des violations fréquentes.

4

// Violations systématiques des droits

Les travailleurs et travailleuses des pays classés dans la catégorie 4 ont signalé des violations systématiques. Les pouvoirs publics et/ou les entreprises s'efforcent vigoureusement de faire taire la voix collective des travailleurs, ce qui menace constamment les droits fondamentaux de ces derniers.



// Les droits ne sont pas garantis

Les pays auxquels le classement 5 est attribuée sont ceux où la situation des travailleurs et travailleuses est la pire. Si la législation peut stipuler certains droits, les travailleurs n'y ont pas accès dans les faits et sont par conséquent exposés à des régimes autocratiques et à des pratiques du travail iniques.

// Les droits ne sont pas garantis du fait de l'absence de l'État de droit



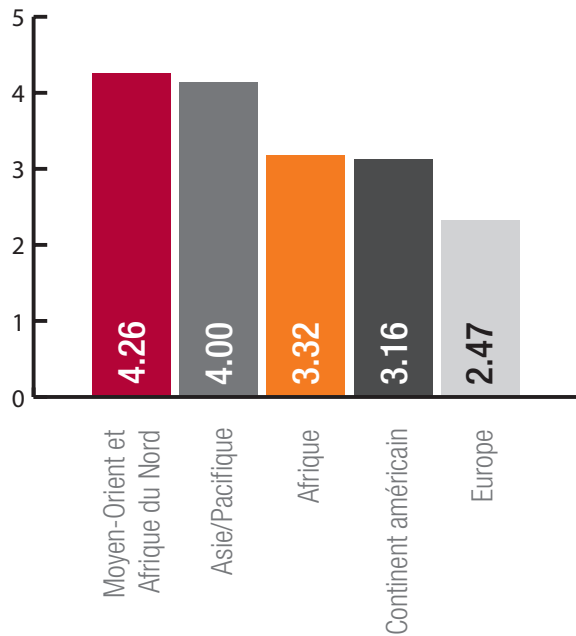
Les travailleurs et travailleuses des pays classés dans la catégorie 5+ voient leurs droits tout aussi limités que ceux des pays de la catégorie 5. Cependant, dans les pays auxquels l'on a attribué le classement 5+, cet état de fait découle du dysfonctionnement des institutions suite à un conflit au sein du pays et/ou à une occupation militaire. Dans ces cas, le pays se voit classé par défaut dans la catégorie 5+.

LA PIRE RÉGION AU MONDE

Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord restent la pire région au regard des droits fondamentaux du travail. La vaste majorité des travailleuses et des travailleurs des pays du Golfe, les migrants, sont exclus des protections de base de la législation du travail, dont le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective. Cette situation, combinée à des lois de parrainage répressives, expose systématiquement ces travailleurs au travail forcé. Dans d'autres pays, comme en Égypte, les travailleurs font face à de graves répercussions lorsqu'ils font entendre leur voix pour défendre le travail décent et pour s'opposer au régime autocratique. En Algérie, le gouvernement refuse toujours d'enregistrer des syndicats indépendants ou de veiller à la réintégration de militants syndicaux renvoyés.

Si certains pays d'Europe et d'Asie centrale continuent d'offrir la meilleure protection des droits syndicaux, ce sont aussi les régions ayant enregistré la détérioration la plus marquée de ces mêmes droits – une tendance qui se prolonge. Le classement moyen de la région européenne a augmenté, passant de 2,32 en 2015 à 2,47 en 2016. En 2014, le classement moyen était de 1,84, ce qui reflète une érosion évidente de la législation et un affaiblissement des institutions qui auparavant garantissaient les droits et la démocratie sur les lieux de travail.

Sous couvert de mesures d'austérité, les droits du travail font toujours l'objet d'attaques dans des pays comme la Grèce. Dans plusieurs pays comme la Bosnie, la Serbie et l'Ukraine, les gouvernements ont prévu des changements importants à leur législation du travail qui iraient à l'encontre des normes internationales et sans aucune consultation des syndicats. Du reste, les menaces terroristes et l'importance accrue accordée à la sécurité servent à justifier les limites imposées aux droits fondamentaux, surtout en Turquie, mais également dans des pays d'Europe occidentale, comme la Belgique.



LES DIX PIRES PAYS POUR LES TRAVAIL- LEUSES ET LES TRAVAILLEURS

Bélarus

Depuis l'accession au pouvoir du président Alexander Lukashenko, souvent nommé le dernier dictateur d'Europe, l'exercice des droits fondamentaux des travailleuses et des travailleurs s'est considérablement restreint. Le Rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'homme au Bélarus, Miklós Haraszti, a une fois de plus confirmé la continuation des « violations systématiques des droits de l'homme, en particulier les droits civils et politiques » et la suppression des syndicats indépendants. Outre de graves infractions à la liberté d'association, impliquant des emprisonnements et des renvois de travailleurs pour avoir adhéré à des syndicats indépendants, le gouvernement encourage désormais le travail forcé. Le décret n° 9 transformé en loi en décembre 2012

précise que les personnes employées dans des entreprises de transformation du bois ne peuvent mettre fin à leur contrat sans l'approbation de leur employeur. Cette année, le gouvernement a aussi adopté le décret n° 3 « sur la prévention du parasitisme social » qui précise que tous les résidents qui sont au chômage pendant plus de six mois doivent payer une amende à l'État.





Cambodge

Ces dernières années, les travailleurs cambodgiens subissent des mesures de représailles, des violences et des emprisonnements, surtout lorsqu'ils font campagne en faveur d'un salaire minimum qui leur permettrait de couvrir leurs besoins de base. Pourtant, en approuvant cette année la nouvelle loi relative aux syndicats, le gouvernement a encore restreint les possibilités de négocier les conditions de travail et les salaires. Malgré une implacable opposition de la part des syndicats, de l'OIT et de plusieurs marques textiles internationales, les autorités ont approuvé la loi qui impose notamment de nouvelles limitations au droit de grève, facilite l'intervention du gouvernement dans les affaires internes des syndicats et autorise des tiers à demander la dissolution d'organisations syndicales, tout en n'imposant que des amendes insignifiantes aux employeurs coupables de pratiques de travail injustes. Le gouvernement, par l'intermédiaire de ses forces de sécurité, a aussi poursuivi ses répressions violentes des mouvements de protestation des syndicats. Des travailleurs qui manifestaient pacifiquement et qui scandaient des slogans à proximité de l'Assemblée nationale pour s'opposer à la nouvelle loi ont été passés à tabac, et un dirigeant syndical a été frappé à la tête et avait le visage ensanglanté.



Chine

En 2015, des travailleurs ont organisé plus de 2.700 grèves en raison de violations des droits au travail, dont le non-paiement de salaires et de la sécurité sociale. Dans la plupart des cas, des employeurs ont menacé les travailleurs pour avoir enfreint les règles de l'entreprise, des responsables gouvernementaux ont harcelé des travailleurs et la police a physiquement agressé des salariés, invoquant le besoin de préserver la sécurité publique. Ces incidents résultent de l'absence du droit de grève qui permet aux autorités provinciales, municipales et cantonales d'imposer leurs propres règles pour gérer des événements de masse. Plusieurs juristes qui soutenaient les activités syndicales ont été emprisonnés vers la fin de 2015, ce qui a poussé la CSI à déposer une longue plainte auprès du Comité de la liberté syndicale de l'OIT.

Colombie

Depuis des décennies, des syndicalistes sont assassinés en toute impunité en Colombie. En 2015, 20 syndicalistes ont été tués dans le pays, le nombre le plus élevé de tous les pays. Par exemple, Oswaldo Hernández Gutiérrez, président de la section locale de San Sebastián du *Sindicato Nacional de la Salud y Seguridad Social* (SINDESS), a été victime de plusieurs tirs dans la tête et au cou alors qu'il rentrait chez lui. Gravement blessé, il a été emmené à l'hôpital de la ville de Valledupar où il a subi une intervention, mais a succombé à ses blessures. En outre, il est très difficile pour les travailleurs de mener des

négociations collectives à cause de la prévalence de pactes dits collectifs que les employeurs utilisent pour amoindrir la véritable négociation des conditions de travail et salariales. Ces accords sont négociés avec des travailleurs non syndiqués qui ne sont pas capables de présenter des revendications collectives. Les conditions sont alors unilatéralement imposées par les employeurs. Les travailleurs continuent d'être engagés sous de faux programmes d'emploi qui les privent de leur capacité à exercer leurs droits au travail fondamentaux.



Émirats arabes unis

Aucun travailleur, en ce compris les travailleurs migrants, ne bénéficie des droits à la liberté syndicale et la négociation collective. Aux Émirats arabes unis, les travailleuses et les travailleurs migrants constituent environ 88,5 pour cent de la main-d'œuvre. De récentes réformes ont amélioré le système de la *kafala*, mais, dans la pratique, les travailleurs continuent de subir des conditions de travail abusives. En mars 2016, un comité tripartite de l'OIT a confirmé l'existence de problèmes graves et étendus liés aux frais exorbitants de recrutement des migrants, à la confiscation des passeports qui augmente la vulnérabilité des travailleurs migrants aux abus et au non-paiement des salaires qui contribue à la prévalence du travail forcé.



Guatemala

Depuis plusieurs années, le Guatemala est l'un des pays les plus violents pour les travailleurs. L'Organisation internationale du Travail, les Nations unies et d'autres institutions internationales ont fait des rapports détaillés sur des infractions extrêmement graves et systématiques du droit à la liberté d'association pouvant aller jusqu'à des menaces de mort et des assassinats. Pourtant, en dépit de promesses répétées du gouvernement, les travailleurs sont toujours exposés aux violences physiques, aux intimidations, aux assassinats, aux enlèvements et aux menaces de mort. Le 24 septembre 2015, le syndicaliste Mynor Rolando Ramos Castillo, un membre du *Sindicato de Trabajadores de la Municipalidad de Jalapa* (SITRAMJ), a été assassiné. Le travailleur municipal avait été renvoyé pour ses activités syndicales et avait pris part à des mobilisations pour exiger du maire de Jalapa, Elmer Leónidas Guerra, qu'il respecte la décision du tribunal du travail de réintégrer les travailleurs injustement licenciés. Étant donné les violences antisyndicales brutales et les infractions incontrôlées des droits des travailleurs, il n'est pas étonnant que l'adhésion syndicale actuelle se situe à 1,6 pour cent de la population active.





Inde

La police a eu recours à une violence exagérée à l'encontre de travailleurs manifestant pour réclamer le paiement de salaires dus et des salariés ont été arrêtés pour avoir exercé leurs droits garantis par la législation nationale. Des gardes de sécurité privés, engagés par des sociétés, se sont également montrés violents à l'encontre de travailleurs qui avaient organisé un piquet pour exiger le paiement de leurs salaires. Il est probable que la situation empire encore dans la mesure où le gouvernement a suggéré des changements à la législation du travail qui amoindrirait encore les droits fondamentaux. Le projet de loi prévoit un seuil de 10 pour cent minimum du nombre total du personnel ou d'au moins 100 travailleurs pour former un syndicat. Une autre disposition permettrait aux sociétés employant plus de 300 personnes de licencier leur personnel sans l'autorisation du gouvernement ; ce seuil était précédemment fixé à 100. En Inde, 85 pour cent des entreprises manufacturières emploient moins de 50 personnes et environ la moitié de ces travailleurs sont engagés avec des contrats à court terme, ne gagnant que 5 ou 6 USD par jour. Les propositions du gouvernement les priveraient de protections juridiques vitales, rendant leur situation encore plus précaire.

Iran

Les syndicats indépendants sont interdits en Iran. Les seules organisations qui sont autorisées à représenter la main-d'œuvre sont les « maisons des travailleurs », une entité mise en place et soutenue par les autorités et les employeurs. Le gouvernement recourt à de lourdes peines d'emprisonnement pour les travailleurs qui mènent des activités pacifiques. Par exemple, Mahmoud Salehi, un membre fondateur du syndicat des boulangers dans la ville de Saqez, dans la province du Kurdistan, n'a cessé d'être emprisonné et libéré ces 20 dernières années et vient encore d'être condamné à neuf ans de prison l'année dernière. Il a perdu un rein lors de sa précédente période d'incarcération. Dans le secteur privé, les travailleurs sont souvent renvoyés pour avoir exigé leurs droits fondamentaux, comme le paiement des salaires. Le 26 janvier 2016, 20 personnes ont été arrêtées au complexe minier de cuivre de Khattoon Abad, à

Kerman, pour avoir pris part à des manifestations. Les travailleurs ont été interpellés après s'être rassemblés pour protester contre les salaires impayés et le renvoi de 130 travailleurs contractuels à la suite d'une série de tests annoncés en septembre 2015.





Qatar

La totalité de la main-d'œuvre migrante, soit 94 pour cent de la population active, ne peut bénéficier des droits à la liberté syndicale et à la négociation collective, et même les travailleurs qataris rencontrent d'importantes difficultés à les exercer. Ils ne peuvent donc pas créer de syndicats et sont obligés d'accepter des conditions de travail et de vie inhumaines qui peuvent conduire à des formes modernes d'esclavage. Bien que « réformé » en 2015, le système de la *kafala* continue de conférer aux employeurs et au gouvernement le quasi-contrôle des relations de travail et, en général, d'empêcher les travailleuses et les travailleurs de changer d'emploi.

Le nombre de travailleurs migrants devrait encore augmenter avec les préparatifs de la Coupe du monde de 2022. Récemment, un groupe d'experts dirigé par le professeur John Ruggie a rédigé un rapport dans lequel il apparaît clairement qu'il incombe à la FIFA et aux entreprises partenaires de veiller au respect des droits humains, indépendamment de la responsabilité du gouvernement de garantir de tels droits dans la législation. De plus, l'Organisation internationale du Travail a envoyé une mission au Qatar en 2016 et a prévenu les autorités du pays qu'une Commission d'enquête serait établie d'ici un an si aucune amélioration n'était accomplie d'ici là.

Turquie



La Turquie figure dans la catégorie 5 de l'Indice 2016 des droits dans le monde. Il convient néanmoins de noter que les attaques à l'encontre de la main-d'œuvre se sont intensifiées depuis l'année dernière justifiant la place du pays parmi les dix pires pays au monde. Actuellement, au moins 1.390 agents du secteur public, membres du syndicat KESK, font l'objet d'enquêtes pour avoir mené des activités syndicales pacifiques. Environ 284 ont été transférés, 403 ont dû prendre leur retraite, 102 ont été arrêtés et 97 ont été poursuivis pour « insultes au président ». Plus de 100 personnes sont mortes lors d'une attaque terroriste visant un rassemblement de masse sous le slogan « Travail, paix et démocratie » organisé par des syndicats et des associations professionnelles à Ankara, le 10 octobre 2015. Des employeurs du secteur privé continuent de discriminer les salariés qui émettent des revendications collectives par la voix de leur syndicat. À la fin du mois de février 2016, de violents affrontements ont eu lieu entre la police et des travailleurs renvoyés qui manifestaient pacifiquement pour récupérer leur emploi et pour défendre le droit de s'organiser dans l'usine automobile Oyak de Renault, dans la ville de Bursa. Plus de 60 personnes ont perdu leur emploi et 54 autres ont été priées de quitter l'entreprise moyennant des indemnités de départ lorsqu'elles ont exigé le droit d'élire leurs représentants.



LES DROITS LES PLUS BAFOUÉS

Exclusion d'amples pans de la main-d'œuvre

Toutes les travailleuses et tous les travailleurs, sans distinction, ont le droit à la liberté syndicale. Pourtant, 82 pays sur 141 excluent certaines catégories de travailleurs de ce droit. L'exclusion peut être liée au statut d'emploi du personnel, laissant ainsi les travailleurs informels ou précaires en dehors du champ d'application du droit du travail. Cette situation a des effets dévastateurs sur les salariés de pays où ce type d'emploi est en hausse. Par exemple, en Afrique subsaharienne, la majorité de la main-d'œuvre travaille dans l'économie informelle et neuf travailleurs ruraux et urbains sur dix auraient des emplois informels. Dans 96 pays sur 141, plusieurs catégories de travailleurs sont exclues du droit de grève.

Le droit de négocier collectivement

La négociation collective de bonne foi est essentielle à l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre, et permet la mise en place de relations professionnelles mûres. Toutefois, dans au moins 89 pays sur 141, certains employeurs et gouvernements ont refusé de négocier avec des syndicats représentatifs ou ont retardé les négociations jusqu'à leur faire perdre presque entièrement leur pertinence.

Liberté d'expression et protestations publiques

Le nombre de cas où la liberté d'expression et le droit de mener des protestations publiques ont été réprimés par la police et les forces de sécurité est en nette augmentation. En 2016, 50 pays ont imposé des restrictions pratiques à ces droits, soit neuf pays de plus que l'année dernière. Par exemple, le 21 mars 2016, en Algérie, des enseignants ont été violemment dispersés lors d'un sit-in devant le ministère de l'Éducation. Au Zimbabwe, la police a réprimé des travailleurs qui demandaient le paiement de leurs salaires. Le 8 août 2015, les forces de l'ordre ont assiégé les bureaux du *Zimbabwe Congress Trade Union* (ZCTU) à Harare et ont arrêté ses dirigeants pour empêcher qu'une manifestation prévue ait lieu. Des salariés qui réclamaient qu'une enquête soit menée sur la mort d'un employé d'une entreprise de démolition de navires ont été passés à tabac par la police au début de 2016. Le 14 novembre 2015, le gouvernement coréen a interdit un rassemblement, a fait arrêter des participants et perquisitionner le bureau du syndicat. Dans certaines régions de Russie, des travailleurs n'ont pas pu organiser de défilés pour le Premier mai sous le prétexte que les manifestations perturberaient le trafic. Le droit à la liberté d'expression et de réunion est non seulement un élément essentiel d'une gouvernance démocratique, mais il est aussi fondamental en permettant aux travailleurs de discuter, de définir et d'exprimer librement leurs intérêts collectifs. Au vu des nombreuses restrictions du droit de grève, les protestations publiques sont souvent l'unique moyen pour les travailleuses et les travailleurs de se faire entendre.

Hausse de la violence

Les menaces et la violence en représailles de l'exercice de la liberté syndicale privent les travailleurs de leurs droits et engendrent un climat de crainte qui réfrène d'autres d'exercer ce droit. Pourtant, dans un grand nombre de pays, des travailleurs risquent leur vie en menant des activités syndicales. Des travailleurs ont été tués dans 11 pays, soit un de moins que l'année dernière, mais on note une hausse nette du nombre de pays – de 36 en 2015 à 52 en 2016 – où la main-d'œuvre a subi des violences physiques, des enlèvements, des menaces et des intimidations.

Les exemples sont nombreux, mais la Colombie, l'Égypte, le Guatemala, le Honduras, l'Indonésie et l'Ukraine se sont démarqués l'année dernière en termes de type et de fréquence des cas de violence avérée. Comptabilisant 20 assassinats, la Colombie est à nouveau le pays où le nombre de meurtres est le plus élevé. Plus de 2.500 syndicalistes y ont trouvé la mort ces 20 dernières années, soit plus que dans tout le reste du monde. L'Égypte a aussi connu des violences contre le syndicalisme indépendant. La disparition de Giulio Regeni et les actes de torture cruels qu'il a subis sont un exemple révélateur. En juin 2015, des soldats ont ouvert le feu sur des travailleurs qui se réunissaient devant le bureau de la direction après qu'un employé a été gravement blessé lors d'un accident du travail ; une personne est morte et trois autres ont été blessées. Le 24 septembre 2015, le syndicaliste Mynor Rolando Ramos Castillo, un membre du Sindicato de Trabajadores de la Municipalidad de Jalapa (SITRAMJ), a été assassiné au Guatemala. Le 17 juin 2015, Héctor Orlando Martínez, président de la section 66 du *Sindicato de Trabajadores de la Universidad Autónoma de Honduras* (SITRAUNAH) au centre universitaire régional de la côte Pacifique (CURLP-UNAH) de la ville de Choluteca, a été tué. Le 3 février 2016, Anatoliy Mukhamedzhanov, à la tête du syndicat de la mine de Novovolynska en Ukraine, a été battu dans le bureau du directeur de la société minière. En Indonésie, en octobre 2015, des travailleurs ont subi de violentes attaques dans tout le pays, y compris dans la province de Sumatra du nord où sept militants ont dû être hospitalisés.



CHANGEMENTS NOTABLES



Indonésie

Le nombre d'infractions aux droits fondamentaux des travailleurs a considérablement augmenté depuis l'année dernière, justifiant que le pays passe de la quatrième à la cinquième catégorie. Ce changement est principalement dû à la forte répression des manifestations pour le salaire minimum. Depuis des décennies, l'Indonésie utilisait un système complet de fixation du salaire minimum qui s'était révélé compatible avec une croissance forte, une augmentation du nombre d'emplois, de hauts niveaux d'investissement et une pauvreté en diminution. Toutefois, en octobre 2015, les autorités ont annoncé des changements au système entraînant une diminution de la participation des travailleurs lors de consultations relatives au salaire minimum. Les syndicats ont fait campagne contre ces modifications, mais ont dû faire face à une répression brutale. Les organisations syndicales ont organisé une manifestation légale et pacifique devant le palais présidentiel à laquelle plus de 35.000 travailleuses et travailleurs ont participé. En dépit du caractère calme du rassemblement, la police a utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes pour disperser les manifestants et a arrêté et maintenu en détention pendant 30 heures 23 travailleurs qu'elle accusait d'être à l'origine de la manifestation. Peu de temps après, le bureau local du KPBI (Komite Politik Buruh Indonesia) du Nord-Jakarta a été occupé par la police, le bureau central de la KSPI et tous les bureaux locaux de la fédération des métallurgistes, *Federasi Serikat Pekerja Metal Indonesia* (FSPMI) ont été gardés par la police et d'autres autorités, et un militant syndical a été battu par la police dans la province de Java orientale. Plusieurs dirigeants syndicaux ont aussi fait savoir que leur voiture personnelle avait été endommagée.



Paraguay

Le gouvernement n'a eu de cesse de refuser l'enregistrement de syndicats ou, au mieux, en a retardé la procédure, bien au-delà des limites prévues dans la législation, laissant ainsi tout le temps aux employeurs de renvoyer des dirigeants et des militants syndicaux. Par conséquent, la croissance du mouvement syndical

a été limitée et les travailleurs n'ont pas pu choisir leurs représentants au travail et dans la société. Les dirigeants et les militants syndicaux font souvent l'objet d'une discrimination antisyndicale et la législation prévoit peu de recours efficaces. De même, lorsque des syndicalistes ont protesté contre ces infractions, ils ont été victimes de représailles violentes de la part d'agents de l'État, qu'il s'agisse de subir des coups ou d'être la cible de tirs. En 2015, des salariés de la ligne 49m de la société de bus La Limpeña SRL ont entamé une longue procédure de reconnaissance et de réintégration de 37 militants syndicaux licenciés. Les travailleurs ne disposaient que de contrats informels depuis des années, leurs heures de travail étaient extrêmement longues et leurs salaires faibles. Lors d'une grève pour obtenir la reconnaissance syndicale, certains travailleurs ont été gravement blessés à la suite de passages à tabac et de tirs de la part de la police. Les dirigeants syndicaux n'ont toujours pas été réintégrés. À Asunción, au moins trois personnes ont été sérieusement blessées lorsque la police antiémeute a attaqué des agents aéroportuaires qui manifestaient pour l'amélioration des conditions de travail.



Belgique

La Belgique dispose de lois et d'institutions à tous les niveaux, permettant aux travailleurs d'influencer à la fois les politiques nationales et les conditions de travail. La négociation collective a lieu aux niveaux interprofessionnel, sectoriel et des entreprises, et des consultations des syndicats sur les politiques économiques, la politique sociale et la sécurité et la santé au travail sont régulièrement organisées. L'année passée, le pays se situait dans la catégorie 1 et pouvait être considéré comme l'un des meilleurs pays pour les travailleurs. Néanmoins, récemment certains responsables gouvernementaux se sont mis à attaquer ces dispositions de sauvegarde en suggérant des modifications au Conseil national du travail qui affaibliraient les fondations du système actuel des relations de travail. De plus en plus de policiers en civils, vêtus comme des militants syndicaux, participent aux manifestations syndicales et arrêtent parfois des manifestants. Plusieurs manifestations syndicales ont été annulées ou interdites dans les semaines qui ont suivi les attentats de Paris du 13 novembre 2015, les autorités arguant le besoin « d'unité nationale ». Lors de manifestations, la police n'hésite pas à recourir à la force pour gérer les troubles d'une minorité et empiète sur les droits des manifestants pacifiques. Les employeurs sont toujours libres de se débarrasser des représentants syndicaux en payant une indemnité pour leur licenciement et le refus de les réintégrer. En 2015, au moins 64 représentants syndicaux de la FGTB ont été renvoyés et en tout, sur l'année, au moins 100 représentants syndicaux auraient été licenciés. Les syndicats ont assisté à un nombre croissant de constructions juridiques permettant le renvoi de syndicalistes sans avoir à payer les indemnités légales.



Serbie

La Serbie est passée de la catégorie 2 l'année dernière à la catégorie 4 pour cette édition. Le nombre d'infractions commises dans le pays a considérablement augmenté, mais cela pourrait être lié au fait que les possibilités pour les travailleurs de rapporter des cas de violation se sont améliorées. Cette année, nous avons établi que la main-d'œuvre ne pouvait pas accéder efficacement à des recours judiciaires lorsque leurs droits sont bafoués. Les importants coûts légaux imposés par les lois sur les frais judiciaires et sur les honoraires du barreau, ainsi que le manque de possibilités offertes aux travailleurs d'être représentés par une autre personne qu'un avocat, comme un représentant syndical, font qu'il est très difficile pour un individu de porter plainte. Les procès relatifs aux questions liées au travail peuvent durer jusqu'à 8 ans. Les syndicats ont réclamé la création de tribunaux du travail spécialisés pour améliorer l'accès à la justice, sans résultat jusqu'à présent. Il est aussi fréquent que les négociations se prolongent sans raison au niveau sectoriel ou des entreprises, ce qui mène à l'impossibilité de conclure un accord. De plus, les syndicats serbes ne sont pas suffisamment protégés contre l'ingérence dans leurs activités. Par exemple, dans l'entreprise publique Skjalista Srbije, créée et détenue par l'État, l'employeur a constamment essayé d'annuler les dernières élections syndicales et de nommer des membres de la direction en tant que représentants syndicaux élus. Cet acte d'ingérence date de février 2015.



Monténégro

Les lois sur la faillite monténégrines ont été interprétées de telle sorte que la législation du travail est suspendue dans les entreprises en liquidation judiciaire. Les curateurs ont alors le droit de prendre des décisions incombant normalement au ministère du Travail et le personnel perçoit le salaire minimum plutôt que le salaire convenu dans une convention collective valable ; il ne peut en outre plus exercer ses droits syndicaux. La question a pris une ampleur indéniable ces cinq dernières années puisque 2.363 sociétés monténégrines ont entamé des procédures de faillite. En réponse à une plainte déposée par la CSI à propos du renvoi d'un dirigeant syndical dans une entreprise d'aluminium en liquidation judiciaire, le Comité de la liberté syndicale de l'OIT a prié le gouvernement de « veiller à ce que la procédure de faillite n'entraîne pas de situation rendant impossible tout examen des allégations de licenciement antisyndical ». La société n'a toujours pas réintégré le dirigeant syndical. Lorsque des travailleurs de la société d'extraction de bauxite à Niksic ont protesté pour exiger le paiement des salaires dus, la police est intervenue brutalement. Trois manifestants ont été condamnés à trois mois de prison et deux autres à 184 heures de service communautaire. Le classement du pays est passé de 1 à 3 cette année.



Irlande

L'Irlande a amendé sa loi sur les relations professionnelles en introduisant de nombreuses mesures de sauvegarde pour les travailleuses et les travailleurs. Avant ces modifications, rien n'empêchait spécifiquement les employeurs de discriminer les responsables syndicaux. Désormais, la législation prévoit des protections solides, y compris une procédure pour obtenir une injonction judiciaire pour éviter les renvois, les mutations, les actes de harcèlement ou d'intimidation. Même si les employeurs ne sont toujours pas légalement obligés de reconnaître les syndicats et de négocier avec eux, les amendements autorisent maintenant les organisations syndicales à tenter d'obtenir une décision de justice légalement contraignante lorsque la totalité des conditions dans un établissement non syndiqué n'est pas conforme aux normes sectorielles. Malgré ces réformes cruciales, le pays se situe dans la catégorie 2 surtout à cause du refus d'accorder le droit de négociation collective aux travailleurs indépendants. Selon l'Autorité en charge de la concurrence, toute personne indépendante qui s'accorde avec d'autres indépendants pour établir des salaires ou d'autres rémunérations est coupable de pratiques anticoncurrentielles. En pratique, cela signifie qu'une grande partie de la main-d'œuvre, dont les acteurs, les journalistes indépendants, les écrivains, les photographes, les musiciens, les danseurs, les artistes, les modèles, les maçons et d'autres artisans du secteur de la construction sont exclus du droit de négocier collectivement.



Canada

Le classement du Canada s'est amélioré cette année, passant de 3 à 2. Cette amélioration est en partie due au fait qu'au début de 2016, le nouveau gouvernement fédéral a annulé trois lois antisyndicales précédemment établies : la loi C-377 obligeant les syndicats à publier des informations sensibles qui exposeraient les travailleurs à de possibles actes de discrimination de la part des employeurs, la loi C-525 qui facilitait la procédure pour révoquer un syndicat et la loi C-59 autorisant le gouvernement à quitter unilatéralement le processus de négociation collective. De plus, la Cour suprême du Canada a reconnu le droit de grève d'agents du secteur public en janvier 2015. La Cour a invalidé la loi sur les services publics essentiels de 2008 de la province du Saskatchewan, estimant qu'elle bafouait le droit constitutionnel des agents de la fonction publique de faire grève en donnant le pouvoir aux employeurs de déterminer unilatéralement quelles personnes et quelles activités sont « essentielles » et ne sont donc pas concernées par les grèves. La loi ne prévoyait pas non plus d'arbitrage ni d'autre alternative valable à la grève.



Liste des indicateurs²

I. LIBERTÉS CIVILES

A. Violations dans la loi

1. Arrestation, détention, emprisonnement, inculpation et imposition d'amendes à des syndicalistes
Recueil de l'OIT³, § 61-95
Étude d'ensemble⁴, § 31-32
2. Violation de la liberté d'expression et du droit de réunion
Recueil de l'OIT, §. 130-174
Étude d'ensemble, § 35-39
3. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
Recueil de l'OIT, § 48-57, 75-83, 89-90, 96-120
Étude d'ensemble, § 29, 31-32

B. Violations en pratique

4. Assassinat ou disparition de syndicaliste
Recueil de l'OIT, § 42-60
Étude d'ensemble, § 28-30
5. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (4) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
6. Gravité
La violation relevant du (4) est généralisée ou systématique
7. Autres types de violence physique
Recueil de l'OIT, § 42-60
Étude d'ensemble, § 28-30, 33
8. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (7) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
9. Gravité
La violation relevant du (7) est généralisée ou systématique
10. Menaces et intimidation
Recueil de l'OIT, § 35, 44, 58, 60
11. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (10) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
12. Gravité
La violation relevant du (10) est généralisée ou systématique

13. Arrestation, détention, emprisonnement, inculpation et imposition d'amendes à des syndicalistes
Recueil de l'OIT, § 61-95
Étude d'ensemble, § 31-32
14. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (13) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
15. Gravité
La violation relevant du (13) est généralisée ou systématique
16. Infraction au droit de circuler librement
Recueil de l'OIT, § 122-124
Étude d'ensemble, § 34
17. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (16) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
18. Gravité
La violation relevant du (16) est généralisée ou systématique
19. Infraction à la liberté d'expression et au droit de réunion
Recueil de l'OIT, § 130-174
Étude d'ensemble, § 35-39
20. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (19) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
21. Gravité
La violation relevant du (19) est généralisée ou systématique
22. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
Recueil de l'OIT, § 48-57, 75-83, 89-90, 96-120
Étude d'ensemble, § 29, 31-32

II. DROIT DE CONSTITUER UN SYNDICAT OU D'Y ADHÉRER LIBREMENT

A. Violations dans la loi

23. Exclusion du droit de constituer un syndicat ou d'y adhérer
Recueil de l'OIT, § 210-271
Étude d'ensemble, § 45-67
24. Conditions d'enregistrement d'un syndicat
Recueil de l'OIT, § 272, 275-293
Étude d'ensemble, § 68-70

- 25. Enregistrement de syndicats
 - Recueil de l'OIT, § 273, 294-308
 - Étude d'ensemble, § 71
- 26. Restrictions à la liberté de choisir la structure et la composition du syndicat
 - Recueil de l'OIT, § 333-337, 360-362
 - Étude d'ensemble, § 79-90
- 27. Monopole syndical
 - Recueil de l'OIT, § 311-332
 - Étude d'ensemble, § 91
- 28. Favoritisme/discrimination entre syndicats
 - Recueil de l'OIT, § 339-345
 - Étude d'ensemble, § 104
- 29. Dissolution/suspension d'un syndicat fonctionnant légalement
 - Recueil de l'OIT, § 677-709
 - Étude d'ensemble, § 180-188
- 30. Licenciement ou suspension de syndicalistes
 - Recueil de l'OIT, § 769-781, 789-798, 799-802, 804-812, 658-666, 674
 - Étude d'ensemble, § 199-210, 213
- 31. Autres types de discrimination antisyndicale
 - Recueil de l'OIT, § 769-781, 782-788, 799-803, 654-657, 658, 660, 675
 - Étude d'ensemble, § 199-212
- 32. Garanties juridiques efficaces contre les mesures discriminatoires antisyndicales
 - Recueil de l'OIT, § 813-836
 - Étude d'ensemble, § 214-224
- 33. Droit d'établir des fédérations et de s'y affilier
 - Recueil de l'OIT, § 710-768
 - Étude d'ensemble, § 189-198
- 34. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
 - Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations (23)- (33)

B. Violations en pratique

- 35. Graves obstacles à l'exercice de ce droit dans la pratique
 - La grande majorité de la population est exclue de ce droit dans la pratique
- 36. Exclusion du droit de constituer un syndicat ou d'y adhérer
 - Recueil de l'OIT, § 210-271
 - Étude d'ensemble, § 45-67
- 37. Conditions d'enregistrement d'un syndicat
 - Recueil de l'OIT, § 272, 275-293
 - Étude d'ensemble, § 68-70

- 38. Enregistrement de syndicats
 - Recueil de l'OIT, § 273, 294-308
 - Étude d'ensemble, § 71
- 39. Restrictions à la liberté de choisir la structure et la composition du syndicat
 - Recueil de l'OIT, § 333-337, 360-362
 - Étude d'ensemble, § 79-90
- 40. Monopole syndical
 - Recueil de l'OIT, § 311-332
 - Étude d'ensemble, § 91
- 41. Favoritisme/discrimination entre syndicats
 - Recueil de l'OIT, § 339-345
 - Étude d'ensemble, § 104
- 42. Dissolution/suspension d'un syndicat fonctionnant légalement
 - Recueil de l'OIT, § 677-709
 - Étude d'ensemble, § 180-188
- 43. Licenciement ou suspension de syndicalistes
 - Recueil de l'OIT, § 769-781, 789-798, 799-802, 804-812, 658-666, 674
 - Étude d'ensemble, § 199-210, 213
- 44. Autres types de discrimination antisyndicale
 - Recueil de l'OIT, § 769-781, 782-788, 799-803, 654-657, 658, 660, 675
 - Étude d'ensemble, § 199-212
- 45. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
 - La violation relevant du (43) et/ou (44) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
- 46. Gravité
 - La violation relevant du (43) and/or (44) est généralisée ou systématique
- 47. Garanties juridiques efficaces contre les mesures discriminatoires antisyndicales
 - Recueil de l'OIT, § 813-836
 - Étude d'ensemble, § 214-224
- 48. Droit d'établir des fédérations et de s'y affilier
 - Recueil de l'OIT, § 710-768
 - Étude d'ensemble, § 189-198
- 49. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
 - Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations (23)- (33)

III. ACTIVITÉS SYNDICALES

A. Violations dans la loi

- 50. Exclusion du droit d'entreprendre des activités syndicales
 - Recueil de l'OIT, § 210-271
 - Étude d'ensemble, § 45-67
- 51. Droit de gérer librement un syndicat
 - Recueil de l'OIT, § 369-387, 454-494
 - Étude d'ensemble, § 108, 109-112, 124-127
- 52. Critères d'éligibilité pour les représentants
 - Recueil de l'OIT, § 405-426
 - Étude d'ensemble, § 121
- 53. Ingérence dans les procédures électorales
 - Recueil de l'OIT, § 392-404, 427-453
- 54. Droit d'organiser des activités et des programmes
 - Recueil de l'OIT, § 495-519;
 - Étude d'ensemble, § 108, 128-135
- 55. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
 - Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations (50)-(54)

B. Violations en pratique

- 56. Exclusion du droit d'entreprendre des activités syndicales
 - Recueil de l'OIT, § 210-271
 - Étude d'ensemble, § 45-67
- 57. Droit de gérer librement un syndicat
 - Recueil de l'OIT, § 369-387, 454-494
 - Étude d'ensemble, § 108, 109-112, 124-127
- 58. Critères d'éligibilité pour les représentants
 - Recueil de l'OIT, § 405-426
 - Étude d'ensemble, § 121
- 59. Ingérence dans les procédures électorales
 - Recueil de l'OIT, § 392-404, 427-453
- 60. Droit d'organiser des activités et des programmes
 - Recueil de l'OIT, § 495-519
 - Étude d'ensemble, § 108, 128-135
- 61. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
 - Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations (56)-(60)

IV. DROIT DE NÉGOCIATION COLLECTIVE

A. Violations dans la loi

- 62. Exclusion du droit de négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 885-911
 - Étude d'ensemble, § 261-264
- 63. Exclusion/restriction de thèmes relevant de la négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 912-924
 - Étude d'ensemble, § 250
- 64. Arbitrage obligatoire de la négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 925-928, 992-997, 566-567
 - Étude d'ensemble, § 254-259
- 65. Reconnaissance aux fins de la négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 944-983
 - Étude d'ensemble, § 238-243
- 66. Entraves ou promotion insuffisante de la négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 925-943, 988-991, 998-1000, 924-1043, 1058
 - Étude d'ensemble, § 244-249
- 67. Ingérence dans les conventions collectives
 - Recueil de l'OIT, § 940-943, 1001-1023, 1047-1053
 - Étude d'ensemble, § 251-253
- 68. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
 - Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations (62)-(67)

B. Violations en pratique

- 69. Graves obstacles à l'exercice de ce droit dans la pratique
 - La grande majorité de la population est exclue de ce droit dans la pratique
- 70. Exclusion du droit de négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 885-911
 - Étude d'ensemble, § 261-264
- 71. Exclusion/restriction de thèmes relevant de la négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 912-924
 - Étude d'ensemble, § 250
- 72. Arbitrage obligatoire de la négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 925-928, 992-997, 566-567
 - Étude d'ensemble, § 254-259
- 73. Reconnaissance aux fins de la négociation collective
 - Recueil de l'OIT, § 944-983
 - Étude d'ensemble, § 238-243

- 74. Entraves ou promotion insuffisante de la négociation collective
Recueil de l'OIT, § 925-943, 988-991, 998-1000, 924-1043, 1058
Étude d'ensemble, § 244-249
- 75. Ingérence dans les conventions collectives
Recueil de l'OIT, § 940-943, 1001-1023, 1047-1053
Étude d'ensemble, § 251-253
- 76. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations
(69)-(75)

V. DROIT DE GRÈVE

A. Violations dans la loi

- 77. Exclusion du droit de grève
Recueil de l'OIT, § 572-594
Étude d'ensemble, § 154-160, 169
- 78. Exclusion/restriction selon l'objectif ou le type de grève
Recueil de l'OIT, § 526-544, 545-546
Étude d'ensemble, § 165-168, 173
- 79. Garanties compensatoires pour les restrictions licites
Recueil de l'OIT, § 595-627
Étude d'ensemble, § 161-162, 164
- 80. Arbitrage obligatoire
Recueil de l'OIT, § 564- 569
Étude d'ensemble, § 153
- 81. Conditions préalables à la tenue d'une grève
Recueil de l'OIT, § 547-563
Étude d'ensemble, § 170-172
- 82. Ingérence dans une action de grève
Recueil de l'OIT, § 628-653
Étude d'ensemble, § 174-175
- 83. Sanctions imposées aux actions de grève légitimes
Recueil de l'OIT, § 667-674
Étude d'ensemble, § 176-179
- 84. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations
(77)-(83)

B. Violations en pratique

85. Graves obstacles à l'exercice de ce droit dans la pratique
La grande majorité de la population est exclue de ce droit dans la pratique
86. Exclusion du droit de grève
Recueil de l'OIT, § 572-594
Étude d'ensemble, § 154-160, 169
87. Exclusion/restriction selon l'objectif ou le type de grève
Recueil de l'OIT, § 526-544, 545-546
Étude d'ensemble, § 165-168, 173
88. Garanties compensatoires pour les restrictions licites
Recueil de l'OIT, § 595-627
Étude d'ensemble, § 161-162, 164
89. Arbitrage obligatoire
Recueil de l'OIT, § 564- 569
Étude d'ensemble, § 153
90. Conditions préalables à la tenue d'une grève
Recueil de l'OIT, § 547-563
Étude d'ensemble, § 170-172
91. Ingérence dans une action de grève
Recueil de l'OIT, § 628-653
Étude d'ensemble, § 174-175
92. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (91) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
93. Gravité
La violation relevant du (91) est généralisée ou systématique
94. Sanctions imposées aux actions de grève légitimes
Recueil de l'OIT, § 667-674
Étude d'ensemble, § 176-179
95. Commis à l'encontre de dirigeants syndicaux
La violation relevant du (94) a été commise à l'encontre d'un dirigeant syndical
96. Gravité
La violation relevant du (94) est généralisée ou systématique
97. Absence de garanties de la régularité des procédures juridiques
Absence de procédures juridiques régulières concernant les violations (85)-(96)

Extraits du Rapport

PARTIE II

Les informations complètes
sur les pays sont disponibles
sous: survey.ituc-csi.org



Exploitation des travailleurs migrants : Quelque 8,3 millions de migrants sont employés légalement en Arabie saoudite. Ils composent de 90 à 95 pour cent de la main-d'œuvre dans le secteur privé. Beaucoup sont victimes de nombreuses exploitations, certains dans des conditions proches de l'esclavage. Dans de nombreux cas, les travailleurs migrants sont abusés par des agences de recrutement qui leur promettent bien plus que ce qu'ils reçoivent en Arabie saoudite.

Le système de *kafala* (parrainage) lie le permis de séjour des travailleurs migrants à la bonne volonté de leurs employeurs. Un migrant ne peut changer d'employeur ni quitter le pays sans l'accord écrit de son premier employeur ou garant. Ce système facilite les abus comme la confiscation du passeport par l'employeur, le travail forcé, la rétention de salaire, etc. Le parrainage et la lenteur des procédures judiciaires engendrent qu'un travailleur migrant en conflit avec son employeur se retrouve dans l'impasse : il ne peut ni continuer à travailler, ni rentrer chez lui. Malgré la confiscation de leur passeport, certains s'enfuient et cherchent secours auprès de leur ambassade. Un média indonésien a rapporté que, du 19 septembre au 24 octobre, le consulat d'Indonésie à Jeddah a délivré 4.550 documents de voyage à des travailleurs qui s'étaient enfuis de chez leur employeur après ne plus avoir été payés ou avoir subi d'autres abus. Il s'agissait principalement de travailleuses domestiques et de chauffeurs.

Malgré l'interdiction des grèves, plusieurs grèves illégales menées pas de travailleurs migrants ont eu lieu, souvent suite à des salaires non payés.

Pas de négociation collective : Les salaires sont fixés par les employeurs, selon la nature du travail et la nationalité du travailleur. Dans les grandes entreprises multinationales, les employés saoudiens et occidentaux sont généralement payés plus que les autres travailleurs.

LES DROITS
NE SONT PAS
GARANTIS
| 5

VIOLATIONS
SYSTÉMATIQUES
DES DROITS
| 4

VIOLATIONS
RÉGULIÈRES
DES DROITS
| 3

VIOLATION
RÉITÉRÉES
DES DROITS
| 2

VIOLATIONS
DES DROITS
SPORADIQUES
| 1



Répression des actions de protestation des enseignants

contractuels : Le 21 mars 2016 à Alger, un sit-in des enseignants contractuels devant le ministère de l'Éducation a été violemment dispersé par les forces de l'ordre. Ils répondaient à l'appel du Comité des enseignants contractuels et vacataires. Ceux-ci n'ont cessé depuis plusieurs années de réclamer leur titularisation alors qu'ils sont parfois en poste depuis 10, voire 15 ans. Les manifestants qui refusaient d'être délogés ont été frappés. Selon Human Rights Watch, deux enseignantes ont été rouées de coups de pied. La CSI, qui a apporté son soutien aux manifestants, a signalé que l'une d'entre elles, Fullah Jalal, avait eu la jambe fracturée. Une trentaine d'enseignants qui avaient trouvé refuge et passé la nuit à la Maison des syndicats ont été interpellés le 22 mars à l'aube et menés au commissariat de Mohammédia. Ils ont été relâchés en fin de journée.

Le mouvement de protestation a fait tâche d'huile. En Kabylie, des centaines d'enseignants contractuels ont rallié Béjaïa, où ils ont entamé le 27 mars une marche vers Alger. Sur la route, beaucoup d'autres les ont ralliés. Après plus de 200 km, ils étaient entre 1000 et 2000 marcheurs. Mais le 4 mars à Boudouaou dans la banlieue d'Alger, les forces de sécurité ont forcé les enseignants à stopper leur marche. Quelques-uns ont alors entamé une grève de la faim.

Ces actions de protestation ont reçu le vif soutien des syndicats d'enseignants les plus actifs.

Plusieurs syndicalistes et militants des droits humains arrêtés à la Maison des syndicats

Le 6 février 2016 vers 10h30, sur décision du wali d'Alger, plusieurs centaines de policiers ont encerclé la Maison des syndicats à Bab Ezouar, à l'est d'Alger, pour empêcher la tenue d'une réunion dont l'objectif était de discuter de la situation sociale, économique et politique du pays. Plusieurs personnes ont été interpellées parmi lesquelles Lofti Allam, président du Syndicat national du transport (SNATT), et des militants des droits humains, Salah Dabouz, président de la Ligue algérienne pour la défense des droits de l'homme (LADHDH), et Hacène Ferhati du Collectif SOS Disparus.

Répression incessante des mouvements sociaux dans

le secteur industriel : Lors d'une grève démarrée fin avril à ArcelorMittal pipes et tubes Algérie (AMPTA), deux respon-

sables syndicaux ont été suspendus puis licenciés pour « incitation à la violence et appel à la poursuite d'un mouvement de grève illégal ». Le refus de la direction de réintégrer Lofti Farah et Abdelghani Atil, respectivement secrétaire général du syndicat (affilié à l'UGTA) et président du comité de participation, a entraîné l'enlèvement du conflit social qui couvait encore fin 2015.

À l'occasion d'une grève entamée le 1^{er} mai à Oran, deux militants syndicaux (UGTA) ont été licenciés par la direction de la Société d'exploitation des tramways d'Algérie (SETRAM) liée au groupe français de la RATP. Le mouvement s'est ensuite étendu à Alger et à Constantine et a entraîné le licenciement d'un troisième syndicaliste dans la capitale. La Ligue algérienne des droits de l'homme (LADHDH) et la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) ont dénoncé des pratiques contraires au droit du travail et à la liberté syndicale.

En juin, six travailleurs en grève de l'Entreprise nationale d'exploitation de l'or (ENOR) à Tamanrasset ont été licenciés.

Durant le premier semestre, les représentants des travailleurs de Peugeot-Algérie ont relevé de nombreuses entraves à l'exercice syndical de la part de la direction. Elle n'a pas donné suite à deux demandes de la section locale de l'UGTA pour l'organisation d'une assemblée générale des travailleurs. Celle-ci a fini par se tenir le 14 mars à l'extérieur de l'entreprise, soit la veille de l'élection d'un « comité de participation » soutenu par la direction. En contradiction avec la législation nationale en matière de droits du travail ou encore des dispositions de l'accord cadre mondial sur la responsabilité sociale du groupe PSA, elle a aussi licencié un des représentants des travailleurs.

En octobre, la direction de l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (ETUSA) a suspendu neuf travailleurs dont quatre syndicalistes (UGTA) lors d'une action de protestation.

Le 1^{er} décembre, lors d'une action de protestation à la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) dans la zone industrielle de Rouiba, les forces anti-émeutes ont réprimé les manifestants, blessant plusieurs d'entre eux et arrêtant durant plusieurs heures douze travailleurs dont un syndicaliste.

Suite à la mise en place à la mi-novembre d'un syndicat (UGTA) à la SNC BAPIVA, l'entreprise en charge du chantier du téléphérique de Tizi-Ouzou, la direction a licencié trois responsables syndicaux.



ARGENTINE

| 3

Répression contre des travailleuses lors de la Journée internationale de la femme : Le 8 mars 2016, une manifestation convoquée par le *Sindicato de Obreros y Empleados de Minoridad y Educación* (Syndicat des ouvriers et des employés de la minorité et de l'éducation), réunissant principalement des surveillantes et des cuisinières de cantines d'école, a été violemment réprimée par la police devant la Direction générale des écoles à La Plata. Le syndicat réclamait une hausse salariale de 10 000 pesos minimum, moyennant la non-exécution de tâches et des manifestations pacifiques.

Répression contre les enseignants à Santiago del Estero : Le 7 mars 2016, les enseignants de Santiago del Estero, affiliés au Cercle de Santiago des enseignants du secondaire et du supérieur (CISADEMS), ont entrepris une marche pour réclamer une hausse de leur salaire de base, le plus bas du pays. Alors que la mobilisation prenait fin, elle a fait l'objet d'une violente répression, se soldant par plusieurs blessés et l'arrestation de deux personnes.

La secrétaire générale du CISADEMS, Ana Blanco, a expliqué qu'une vaste opération avait été menée par la police, tôt dans la journée, pour tenter d'empêcher la marche des enseignants. Plusieurs membres syndicaux qui vivent dans l'intérieur du pays ont été appréhendés et leurs véhicules ont été saisis sur la route par la police pour les empêcher de se rendre à la marche.

Arrestation d'un dirigeant de la CTA Autónoma : Le 26 janvier 2016, Rodolfo Aguiar, secrétaire général de l'*Asociación Trabajadores del Estado* (Association des travailleurs de l'État, ATE) y de la CTA Autónoma de Río Negro, a été détenu en raison de sa participation à une action de protestation contre le licenciement de 12 travailleurs sous-traités de l'université de Comahue à Fisque Menuco (General Roca). La justice fédérale de Río Negro avait déjà poursuivi Rodolfo Aguiar en octobre 2015 pour avoir participé à des barrages sur la route en août et en décembre 2013.

Des travailleurs victimes de répression à La Plata : Le 8 janvier 2016, la CTA Autónoma a dénoncé la répression de la manifestation des travailleurs à la municipalité de La Plata, qui s'est soldée par six travailleurs gravement blessés. La grève

avait été convoquée suite à la décision du maire de licencier 4500 travailleurs et travailleuses.

Répression contre les travailleurs de l'entreprise Cresta Roja

Roja : Le 22 décembre 2015, l'*Asociación Trabajadores del Estado* (ATE) a dénoncé la répression par la gendarmerie nationale contre les travailleurs de l'entreprise avicole Cresta Roja, qui protestaient en vue de réclamer le paiement de leurs salaires et le maintien de leur emploi.

L'ATE a contesté les mesures prises par les membres de la gendarmerie en vertu de l'ordonnance émise par le secrétaire de la sécurité de la nation, Eugenio Burzaco, pour expulser les employés qui bloquaient partiellement l'autoroute menant à l'aéroport d'Ezeiza. Les employés ont été expulsés alors qu'ils étaient déjà parvenus à un accord avec le secrétaire de la sécurité pour permettre la libre circulation des véhicules.



BANGLADESH

| 5

Un syndicat d'une société de téléphones mobiles se

voit refuser sa reconnaissance : Cela fait deux ans que les salariés de la société Grameenphone, détenue par la société norvégienne Telenor, se battent pour obtenir la reconnaissance de leur syndicat. Le *Grameenphone Employees Union* a été créé en juin 2012, lorsque plus de 200 membres du personnel ont perdu leur emploi. Le gouvernement n'a eu de cesse de refuser leur demande d'enregistrement pour des points de détail. Après de longues procédures devant les tribunaux, la Cour d'appel du travail a ordonné l'enregistrement de l'organisation syndicale. Le gouvernement a continué de refuser d'émettre une reconnaissance officielle du syndicat et la société a déposé un recours devant la Haute Cour afin de suspendre la décision de la Cour d'appel, ce qu'elle a obtenu. Les autorités ont alors émis de nouvelles règles élargissant la définition des fonctions de supervision de façon à ce qu'aucun travailleur occupant ce genre de poste ne puisse rejoindre un syndicat. Du reste, conformément aux nouvelles règles, les téléphones mobiles seraient considérés comme un service public essentiel, ce qui permettrait au gouvernement d'intervenir pour limiter ou interdire des grèves et des manifestations.

Des dirigeants syndicaux attaqués et renvoyés pour

avoir exprimé des préoccupations de sécurité : Le 2 avril

2015, la direction de l'usine de vêtements D&D a ordonné à plusieurs travailleurs opposés aux syndicats de s'en prendre physiquement à plusieurs dirigeants syndicaux, y compris le président. L'attaque était menée en représailles d'une plainte soumise par l'organisation le 16 mars en vertu de l'Accord sur la protection anti-incendie et la sécurité des bâtiments au Bangladesh, prétendant que la société n'avait pas entretenu ses pratiques de sécurité de l'immeuble. Une inspection faite le 19 mars dans le cadre de l'accord a confirmé la non-conformité de l'usine.

Le syndicat de l'entreprise, affilié à la *Bangladesh Garment and Industrial Workers' Federation* (BGIWF), a été enregistré en décembre 2014 et a présenté, le 14 janvier 2015, son cahier de revendications pour la négociation collective. Les trois mois qui ont suivi, la direction a constamment muté des dirigeants du syndicat, a menacé les travailleurs de la base d'augmenter les objectifs de production en marque de représailles s'ils parlaient à l'un des dirigeants syndicaux, a mis en place un syndicat fantôme à la solde de la direction de l'usine et a obligé plusieurs membres du personnel à signer une pétition dénonçant les revendications syndicales. Les dirigeants syndicaux ont reçu des appels téléphoniques anonymes les menaçant de violence.

Après les attaques du 2 avril, la direction a exigé que neuf dirigeants syndicaux démissionnent de D&D. Devant leur refus, la direction a appelé la police qui a menacé d'arrêter les personnes qui refusaient de démissionner. La plupart l'ont fait, à l'exception du président, qui a été emmené de force de l'usine et menacé d'être violenté. En vain, la BGMA s'est plainte et a exigé sa réintégration. Il a fallu des mois de pression de la part des acheteurs, pressés par l'accord, pour convaincre la direction de D&D de réintégrer les dirigeants syndicaux, ce qu'elle a finalement fait le 15 décembre

Chevron met dehors les recruteurs syndicaux : En mai 2015, le géant américain du pétrole et du gaz, Chevron, a réagi à la décision de son personnel de créer un syndicat en renvoyant les recruteurs.

Chevron Bangladesh employait 463 personnes, mais seules 37 avaient des contrats permanents, le reste n'ayant que des contrats temporaires, parfois depuis 20 ans. Ceci est contraire à la législation du travail du Bangladesh qui limite l'emploi temporaire à trois mois. Pendant des années, la direction a ignoré les requêtes verbales et écrites des travailleurs qui demandaient des changements à leurs inacceptables conditions d'emploi. Après des années d'intimidation, les travailleurs ont décidé de former un syndicat d'entreprise en suivant la procédure légale. Le nouveau syndicat des travailleurs de Chevron

a sollicité sa reconnaissance officielle auprès des autorités du travail le 14 avril 2015. Sur les 463 salariés, 218 ont adhéré. Le 20 mai, 75 salariés ont introduit des dossiers auprès du tribunal du travail pour réclamer leur droit à un statut de salarié permanent.

La direction a réagi à l'enregistrement du syndicat de manière agressive. Le 26 mai, la direction a fait appel à la police et aux forces de sécurité pour bloquer le bureau syndical. Les travailleurs ont défié la police en manifestant devant le bureau. Le jour qui a suivi, le 27 mai 2015, Chevron a placardé une liste de 17 travailleurs licenciés. Elle comprenait les dirigeants fraîchement élus du nouveau syndicat, dont le président Saiful Islam, le secrétaire général Kamaluddin et le secrétaire responsable du recrutement Hasanur Rahman Manik.

En réponse aux revendications de la *Bangladesh Chemical, Energy and Allied Workers' Federation* (BCEAWF) de réintégrer les travailleurs, de rendre leur contrat permanent et de les autoriser à former un syndicat, Chevron a répondu en disant qu'elle n'était pas responsable du mauvais traitement des travailleurs, expliquant qu'un courtier en main-d'œuvre était leur employeur

Quarante personnes blessées lors de heurts avec la police : Le 5 mai 2015, au moins 40 travailleurs d'une usine de meubles d'Otobi ont été blessés lors d'un affrontement avec la police dans les environs de la capitale. Les travailleurs manifestaient devant leur usine pour exiger le versement de deux mois d'arriérés de salaire. Les différentes demandes de paiement avaient été vaines. Alors que le personnel s'agitait de plus en plus et se serait mis à jeter des projectiles, la police a réagi avec force en tirant des balles en caoutchouc et en lançant des grenades lacrymogènes. Au moins 40 travailleurs se sont rendus dans les hôpitaux locaux pour se faire soigner.



BELARUS

| 5

Suppression des activités des syndicats indépendants :

Le rapporteur spécial des Nations unies sur la situation des droits humains au Belarus, Miklos Haraszi, a constaté une volonté des autorités d'empêcher toute activité des syndicats indépendants. Lors de la présentation de son dernier rapport au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, le 24 juin

2015 à Genève, Haraszti a signalé qu'il y avait toujours une « violation systématique des droits humains, en particulier des droits civils et politiques ». Il a confirmé que les droits du travail n'étaient toujours pas respectés et que les syndicats indépendants étaient éliminés.

Ces points de vue ont été repris au cours d'une réunion sous-régionale des affiliées d'IndustriALL dans la Communauté des États indépendants, qui s'est tenue en Moldavie les 3-4 septembre. Les dirigeants syndicaux du Belarus ont rappelé combien il était urgent pour les syndicats du pays d'obtenir la reconnaissance des droits syndicaux et de la liberté syndicale. Pendant plusieurs années, les syndicats du Belarus n'ont pas été autorisés à organiser de manifestations à l'occasion de la Journée mondiale pour le travail décent du 7 octobre, les autorités de l'État n'ayant pas accédé à leurs demandes. (Toutefois, les syndicats ont été autorisés à célébrer la Journée mondiale pour le travail décent en 2015). Les dirigeants syndicaux ont souligné que la syndicalisation, telle qu'elle existe dans d'autres pays de la région, n'était pas possible au Belarus. Ils ont également abordé le cercle vicieux des contrats de travail de courte durée, qui concerne la majeure partie des travailleurs, ainsi que la récente décision de faire passer le préavis légal de licenciement d'un mois à une semaine, ce qui facilite l'élimination des syndicalistes indépendants.

L'entreprise « Bobruisk Tractor Plant and Components » licencie un gréviste et la vice-présidente du syndicat

SPB : Le 30 juin 2015, la direction de l'entreprise « Bobruisk Tractor Plant and Components » a licencié Sergey Pichugov, un jeune travailleur qualifié. Son contrat a été résilié moyennant un préavis d'un seul jour au lieu du préavis d'un mois exigé par la législation. En mars 2014, il était l'un des membres du syndicat SPB à avoir entamé une grève de la faim sur le lieu de travail, de sorte qu'il y a tout lieu de penser que son licenciement revêtait un caractère discriminatoire en raison de son affiliation au syndicat SPB et de sa participation à l'action de grève. Cette entreprise était déjà connue pour son comportement antisyndical. À peine deux mois après la résiliation du contrat de Sergey Pichugov, la vice-présidente du syndicat SPB dans l'entreprise, Oksana Kernozhitskaya, a subi le même sort, en étant licenciée malgré les tentatives des autorités locales et des parlementaires visant à dissuader l'entreprise. Aucune explication des motifs justifiant le licenciement n'a été fournie par l'entreprise, démontrant clairement une fois de plus que les raisons du licenciement étaient liées à son affiliation à un syndicat indépendant et à sa défense active des droits et des intérêts des travailleurs/euses. Cette nouvelle vague de licenciements antisyndicaux dans l'entreprise faisait suite à celle de 2014.

Les autorités cherchent à imposer des syndicats officiels dans les entreprises privées :

Fin mai 2015 à Minsk, lors du Congrès de la fédération syndicale nationale progouvernementale *Federation of Trade Unions of Belarus* (FTUB), le président Lukashenko a ordonné l'instauration de syndicats (officiels) dans toutes les entreprises d'ici à mi-2016. Début juin, il a signé le décret n°4, qui comportait des amendements au décret n°2 du 26 janvier 1999 réglementant les activités des partis politiques, des syndicats et d'autres associations publiques. Ce décret vise à simplifier la création de syndicats dans toutes les entreprises, quel qu'en soit le propriétaire.

D'après un article publié dans *Belarus Infocus* le 9 juin 2015, « Le rôle principal de la FTUB est de surveiller les employés, d'assurer leur intégration et d'empêcher toute action de protestation des travailleurs. De fait, les syndicats officiels ne réagissent pas face à l'importante détérioration de la situation des travailleurs, notamment les retards de paiement des salaires, le sous-emploi, la diminution des heures de travail et les licenciements collectifs ». La FTUB représente environ 90 pour cent de la population économiquement active du Belarus – soit près de quatre millions de personnes. Cependant, la proportion de travailleurs/euses employés dans le secteur privé a récemment augmenté ; c'est pourquoi les autorités veulent installer des syndicats officiels dans les entreprises privées, afin de disposer d'un plus grand nombre de mécanismes de contrôle du secteur privé et de réprimer toute opposition.



BÉNIN

| 4

Des enseignants se plaignent de harcèlement concernant la protestation salariale :

Le 17 mars, les enseignants représentés par la Fédération des syndicats de l'éducation nationale (FESN) se sont mis en grève pour réclamer le paiement des 25 pour cent d'augmentation du point indiciaire accordés à d'autres agents de la fonction publique, au lieu de la prime d'incitation mensuelle de 10 000 CFA offerte par le gouvernement. Leurs revendications comprenaient également la cessation des menaces contre les enseignants et des transferts injustes en raison de leur participation aux protestations. Durant une grève antérieure qui a pris fin en mai 2014, le syndicat s'était également plaint des menaces contre les dirigeants du syndicat d'enseignants.

Répression d'une marche de protestation et grève d'enseignants :

Le 12 février 2015 au matin, des policiers et des gendarmes dans la ville d'Abomey ont empêché le déroulement d'une marche des syndicats représentants les professeurs de l'enseignement primaire. La marche avait été organisée par le groupement Forum des travailleurs et des peuples pour réclamer, entre autres, le versement des cotisations de sécurité sociale prélevées depuis six ans. Dès le début de la marche, les manifestants se sont retrouvés encerclés par des policiers et des gendarmes en uniforme, qui étaient sur place sous l'injonction du responsable de l'administration locale, le préfet Armand Maurice, affirmant que la marche était jugée illégale. Face à la présence dissuasive de tant d'agents en uniforme, les manifestants ont transformé leur marche en un sit-in.



CAMEROUN

| 4

Mépris d'un employeur chinois envers les revendications des travailleurs sur un grand chantier :

Les 11 et 12 juillet, les forces de l'ordre ont réprimé un mouvement de grève des travailleurs du barrage en construction de Menve'lé. Selon les grévistes, les policiers ont lancé des gaz lacrymo-gènes et tiré à balles réelles sur la foule, dix grévistes auraient été hospitalisés, dont deux femmes et plusieurs arrestations auraient eu lieu. Le 17 juillet, d'autres violences ont été constatées par la presse. Les grévistes soutenus par la Confédération camerounaise du travail (CCT) ont dénoncé les exactions de la part de l'employeur, la société chinoise Sinohydro : harcèlement sexuel, corruption et licenciements abusifs, mauvaises conditions de travail, etc. Selon l'employeur, seule une minorité des 1 448 travailleurs serait à la base du conflit social. Cette épreuve de force a tout de même poussé le ministre du Travail et de la Sécurité sociale à intervenir personnellement pour obtenir un engagement de l'employeur sur l'instauration d'un dialogue social et sur l'amélioration des conditions de travail.

Retards au niveau du transfert des cotisations syndicales :

Selon l'Union des syndicats libres du Cameroun (USLC), des employeurs retardent souvent le transfert des cotisations syndicales, prélevées grâce au système de retenue à la source, privant ainsi les organisations syndicales de fonds. L'organisation explique aussi qu'il y a eu des ingérences et des manipulations de la part d'employeurs lors des élections syndicales, et que cela a notamment été le cas plus récemment pour des

travailleurs des services de santé à Mfoundi et des ouvriers de la construction de sociétés chinoises

Harcèlement antisyndical dans une banque :

L'Union des syndicats libres du Cameroun, USLC, a rapporté que des membres du syndicat des employés du secteur de la finance étaient fréquemment victimes de harcèlement verbal de la part de la direction de la banque multinationale Attijariwafa. Il y a par ailleurs eu plusieurs cas de transfert des représentants syndicaux à d'autres postes sans avoir averti l'inspection du travail. L'ampleur du harcèlement est telle que le syndicat envisage de se retirer des prochaines élections syndicales, prévues en janvier 2016.

L'USLC a aussi fait part d'une discrimination flagrante dans le secteur bancaire en général où les employeurs préfèrent traiter avec un syndicat et ignorer les autres.



CHILI

| 3

Répression de la police à l'encontre de mineurs en grève :

Le 24 juillet 2015, le travailleur Nelson Quichillao López a été tué par balle par les forces spéciales, à proximité de la ville d'El Salvador. Le travailleur Rodrigo Vásquez Salazar a également été grièvement blessé au cours de ces mêmes incidents.

Selon la *Confederación de Trabajadores del Cobre* (Confédération des travailleurs du cuivre - CTC), les forces spéciales se sont rendues sur les lieux en vue de réprimer, de neutraliser et de disperser la mobilisation pacifique des mineurs en grève.

La grève au niveau national avait été lancée suite au refus de Coldeco d'engager la négociation d'un accord-cadre qui visait à obtenir de meilleures conditions de travail pour les travailleurs contractuels et les sous-traitants organisés à la CTC.

Restrictions au principe de négociation libre et volontaire :

En vertu du Code du travail, la négociation collective n'est garantie qu'à l'échelon de l'entreprise. Ce Code prévoit la négociation collective « volontaire » au niveau interentreprises. En effet, l'article 334 bis stipule que l'employeur peut négocier volontairement avec le syndicat interentreprises et, en cas de

refus, les travailleurs de l'entreprise non affiliés à ce syndicat pourront présenter des projets de convention collective.

Le Code du travail n'autorise pas la négociation collective dans les entreprises de l'État dépendantes du ministère de la Défense ni dans celles où les lois l'interdisent, ni non plus dans les entreprises ou institutions publiques ou privées dont plus de 50 pour cent de leur budget a été financé par l'État, durant les deux dernières années. En outre, les fonctionnaires du Congrès national et du pouvoir judiciaire ne jouissent pas non plus du droit de négociation collective, à l'instar des travailleurs/euses d'entreprises ou d'institutions de l'État ou dans les entreprises où l'État y contribue, y participe ou est représenté, pour autant que ces fonctionnaires ou travailleurs soient soumis à un statut spécial en vertu de la loi (Code du travail, article 1, 314).

Le Code du travail stipule que les travailleurs soumis à des contrats d'apprentissage ainsi que ceux engagés exclusivement pour réaliser une tâche déterminée, notamment les travailleurs/euses temporaires, dans l'agriculture, la construction, les ports et les arts et spectacles, ne peuvent engager une négociations collective que si l'employeur donne son accord (Code du travail, article 305.1).



CHINE

| 5

Renvoi arbitraire et arrestations policières : En décembre 2014, des travailleurs de l'usine Shenzhen Artigas Clothing and Leatherware ont mené une grève pour exiger le paiement d'arriérés d'assurance sociale et habitation, et d'indemnités pour des heures supplémentaires lorsque l'entreprise a annoncé sa relocalisation vers un autre site. Plus tard, les travailleurs âgés de plus de 50 ans ont été priés de quitter leur emploi. Ils n'étaient assurés que depuis 2003 et n'auraient pas pu prétendre à une pension de retraite, la loi exigeant 15 années de contribution continue. Le 4 décembre 2014, les travailleurs se sont plaints au bureau du Travail à propos des arriérés au niveau des versements de l'assurance sociale et habitation, et ont exigé une réponse de la part de la direction. N'en ayant reçu aucune, ils ont décidé de faire grève le 10 décembre pour forcer la direction à négocier. Toutefois, avant que les négociations aient pu démarrer entre le personnel et la direction, la police a fait irruption sur le lieu de travail et a arrêté 23 travailleurs, dont des représentants élus. Les

autres salariés n'ont pas pu quitter les lieux et ont été priés de reprendre le travail.

En mai 2015, la direction a tenté de réengager le personnel dans une nouvelle entreprise moyennant un contrat d'emploi différent. Un tiers des travailleurs ont refusé les changements et ont exigé des négociations à ce propos. La direction a refusé et le 9 juin 2015, Wu Weihua, une représentante des travailleurs qui avait refusé des pots-de-vin, a été licenciée et empêchée de rentrer dans l'usine. Lorsqu'elle a essayé d'entrer sur le lieu de travail, la direction a appelé la police qui l'a arrêtée. Les travailleurs qui se sont rendus au poste de police pour demander sa libération ont aussi été arrêtés. Les autorités locales sont intervenues et ont organisé une réunion de négociation entre la direction et les travailleurs le 11 juin 2015. Toutefois, la police était aussi présente et intimidait les salariés qui ont alors refusé de participer à la réunion.

La direction a tenté de diminuer les revendications collectives en tentant de négocier individuellement avec les travailleurs, mais aucun accord n'a été conclu.

Six représentants des travailleurs chez New An Lun Lamp (SZ) ont été renvoyés pour avoir mené une grève et ont été arrêtés par la police :

Dès le début de 2015, New An Lun Lamp a annoncé son intention d'externaliser sa production et de ne payer à ses salariés que le salaire minimum légal. Le 13 avril, tout le personnel a mené une grève. Il a élu 53 représentants et a demandé de pouvoir négocier avec la direction avant le 25 avril. Les travailleurs exigeaient des indemnités pour les heures supplémentaires non rémunérées et des primes, une assurance sociale et habitation, ainsi que des congés payés. Ils protestaient également contre les quotas élevés de production et les punitions injustes, de même que contre les règles sévères de l'usine, notamment les restrictions pour se rendre aux toilettes. La direction a reporté les négociations jusqu'au 28 avril. Lorsque celles-ci ont eu lieu, la direction a publié un avis menaçant de renvoyer toutes les personnes qui ont participé à l'action de grève.

Lorsque les négociations ont échoué, le personnel a fait grève et a organisé un sit-in devant les entrepôts. Le 13 mai, six représentants élus des travailleurs ont été renvoyés pour avoir mené la grève. Le même jour, les forces de l'ordre sont venues à l'usine et ont emmené neuf salariés grévistes, dont trois représentants élus, pour une détention administrative. Les représentants licenciés ont fait appel auprès d'un tribunal intermédiaire à propos de leurs renvoi et arrestation arbitraires.

Des travailleurs de Wuyang Iron and Steel renvoyés pour avoir organisé une grève et une nouvelle élection :

Deux membres du personnel de la société étatique Wuyang Iron and Steel Co. Ltd de la province de Henan, Zhao Xiaoming et Wang Shangyau, ont été licenciés le 13 mars 2015 pour avoir organisé une grève et invité les travailleurs à créer un nouveau syndicat. Les travailleurs ont été menacés par la direction et ont dû signer une lettre dans laquelle ils déclaraient qu'ils n'adhèreraient pas à la nouvelle organisation et qu'ils ne critiqueraient pas la société pour garder leur emploi.

Le 2 février 2016, près de dix mille travailleurs ont arrêté le travail et ont défilé dans les rues pour demander une augmentation salariale. Zhao, Wang et d'autres ont été arrêtés et accusés d'obstruction au trafic et de perturbation de l'ordre public.



COLOMBIE

| 5

Assassinat d'un syndicaliste du secteur de la santé : Le 12 avril 2016, la Central Unitaria de Trabajadores de Colombia (CUT) a dénoncé l'assassinat d'Oswaldo Hernández Gutiérrez, président du Sindicato Nacional de la Salud y Seguridad Social (Sindess), section locale à San Sebastián de Buenavista, département de Magdalena.

Les faits ont été commis durant la nuit du jeudi 7 avril, alors que le syndicaliste s'apprêtait à rentrer chez lui et a été attaqué, recevant plusieurs tirs d'arme à feu à la tête et dans le cou. Gravement blessé, il a été transporté dans une clinique dans la ville de Valledupar, où il a dû subir une intervention chirurgicale, décédant des suites de ses blessures le 10 avril au petit matin.

Le syndicaliste exerçait la fonction de technicien en assainissement à l'ESE Hospital Rafael Paba Manjarrez dans la municipalité de San Sebastián. En tant que dirigeant syndical, il s'était toujours engagé dans la défense des droits et des intérêts des travailleurs et employés du secteur de la santé dans le département de Magdalena.

Violente répression d'une protestation du personnel du pouvoir judiciaire : Le 1^{er} février 2016, quelque 300 membres de l'Escadron mobile antiémeutes (ESMAD) ont violemment attaqué des fonctionnaires de la justice qui protestaient devant les bâtiments des tribunaux civil et de la famille dans le centre de Bogotá.

Les fonctionnaires protestaient contre l'accord 10445 du Conseil supérieur de la magistrature (CSJ), établissant les Centres de service pour les tribunaux civil et de la famille.

Durant l'intervention de l'ESMAD, des coups ont été portés et des attaques ont été lancées avec des armes à impulsion électriques, blessant plusieurs personnes, dont une femme enceinte.

Assassinat d'une syndicaliste de l'ADES : Le 20 novembre 2015, la centrale syndicale colombienne *Central Unitaria de Trabajadores de Colombia* a dénoncé l'assassinat de Marceli Méndez Bertel, présidente de la section à Sincelejo du syndicat des enseignants Asociación de Educadores de Sucre (ADES). Les faits se sont produits le 17 novembre dans l'après-midi, lorsque Marceli rentrait à son domicile dans la municipalité de Sincelejo, où elle a été attaquée par des individus armés, qui l'ont abattue.

Seatech ne respecte pas le droit de grève : Le 30 octobre 2015, l'entreprise de pêche thonière Seatech International a arrêté sa production et fermé son usine à Cartagena durant deux semaines, laissant sans emploi plus de mille personnes, dont la grande majorité étaient des femmes chefs de famille, et les privant de revenus durant cette période.

Face à cette situation et en guise de protestation, un groupe de 125 femmes affiliées à l'*Unión Sindical de Trabajadores de la Industria Alimenticia* (Union syndicale des travailleurs de l'industrie alimentaire - USTRIAL) a décidé de rester dans l'usine de manière pacifique. Trois jours plus tard, à la demande de la direction de l'entreprise, l'escadron mobile antiémeutes a violemment expulsé les travailleuses, au moyen de gaz lacrymogène.

Menaces contre un dirigeant syndical de l'USO : La CSI a pris connaissance, en août 2015, du harcèlement continué et des menaces dont a fait l'objet Héctor Sánchez Gómez, dirigeant syndical, vice-président du Conseil d'action communale de Rubiales (municipalité de Puerto Gaitán, département de Meta) et membre de l'Unión Sindical Obrera (USO).

Selon les informations fournies, le 1^{er} juin 2015 à 17h30, Héctor Sánchez était en visite dans les bureaux du collectif d'avocats « José Alvear Restrepo » (CAJAR) lorsqu'il a reçu un appel d'un membre de la communauté de Santa Helena, zone rurale de Puerto Gaitán, pour le prévenir qu'on lui avait offert neuf millions de pesos pour l'assassiner. Cette même personne a conseillé à Héctor Sánchez de ne pas rentrer dans sa région d'origine en raison du danger qu'il courait.

En outre, en avril et mai 2015, Héctor Sánchez a été suivi et photographié, à plusieurs reprises, pendant son travail en tant que dirigeant syndical par des individus en civil qui ont été reconnus par la communauté comme des agents de la Section d'enquête criminelle de la police nationale (SIJIN).



CORÉE, REPUBLIQUE DE | 5

Un dirigeant de la KCTU arrêté lors d'une vague de répression; de nombreux autres syndicalistes pourraient être poursuivis : En novembre, un mandat d'arrestation a été émis à l'encontre de Han Sang-kyun, le dirigeant de la confédération coréenne des syndicats (KCTU), pour avoir organisé des défilés et des rassemblements pour exiger que justice soit rendue aux victimes de la catastrophe de ferry et pour protester contre la réforme du travail.

La police avait essayé de l'arrêter alors qu'il prononçait un discours peu de temps avant le rassemblement du 14 novembre, mais des membres syndicaux leur avaient barré la route et Han Sang-kyun s'était enfui. Neuf personnes ont été arrêtées et détenues pour avoir empêché l'arrestation, 126 sont poursuivies pour avoir aidé le dirigeant de la KCTU à s'échapper ou pour avoir pris part à des protestations « illégales » et 450 autres personnes ont été prévenues qu'elles risquaient d'être interrogées par la police pour les mêmes raisons.

Deux jours après le rassemblement du 14 novembre, Han Sang-kyun s'est réfugié dans le temple bouddhiste de Jogye, expliquant qu'il devait aux travailleurs du pays de résoudre le problème de la réforme du travail. Il a finalement quitté le temple le 10 décembre après que la police a lancé une opération pour l'en déloger, entrant en conflit avec des responsables du temple. Han-Sang-kyun a décidé qu'il ne voulait pas que les gens du temple soient dérangés. Il a appelé à un autre rassemblement, le 16 décembre, contre les réformes du gouvernement et a déclaré qu'il dénoncerait la répression féroce que les autorités faisaient subir aux travailleurs.

Il a été emmené au poste de police de Namdaemun, à Séoul, dans l'attente de son procès. Lorsque Noriuki Suzuki, de la CSI-Asie/Pacifique, a demandé à le rencontrer, la police a refusé, invoquant des inquiétudes qu'il « détruise des preuves ».

Outre les inculpations d'organisation de rassemblements « illégaux », la police a demandé que le dirigeant de la KCTU soit inculpé de sédition, une première depuis 29 ans.

Des membres d'un syndicat de grutiers en prison :

Cinq dirigeants de la section des grutiers du syndicat de la construction KCWU se sont retrouvés en prison, dans l'attente de leur procès, à la fin de l'année. Kim Myung-uk, président de la section des grutiers de Seoul-Gyeonggi du KCWU, a été arrêté le 27 novembre 2015, accusé de faire du chantage à une société de location de grues (Junkeyung Tower Crane). Les quatre autres personnes sont Jeong Min-ho, vice-président de la section des grutiers ; Lee U-seong, président de la division des grutiers de Busan-Ulsan-South Gyeongsang ; Ko Beom-seok et Hwang Seong-yong, tous deux responsables du recrutement de la division de Seoul-Gyeonggi. Ils tentaient en réalité de conclure une convention collective.

Le gouvernement interdit un rassemblement de masse, arrête des participants et perquisitionne des bureaux syndicaux :

Alors qu'un rassemblement de masse se préparait pour le 14 novembre, le gouvernement a déclaré qu'il était illégal et a sérieusement mis en garde toute personne qui y participerait. Le rassemblement était organisé pour protester contre les réformes controversées du marché du travail, les livres d'histoire rédigés par l'État, la chute du prix du riz et le chômage des jeunes. « Nous poursuivons toutes les personnes qui incitent à des protestations illégales et prennent part à des actes de violence », a déclaré le ministre de la Justice, Kim Hyun-woong.

Alors que le rassemblement débutait, comptant environ 100.000 participants, les autorités ont réagi en utilisant des gaz lacrymogènes et des pompes à eau. Elles ont aussi mis en place un barrage de bus policiers pour empêcher les manifestants de défilier vers le bureau de la présidente, alors que le recours à des bus policiers pour faire barricade avait été considéré comme illégal par la Cour constitutionnelle en 2011. Les forces de l'ordre ont procédé à 51 arrestations et la KCTU a estimé que 500 personnes avaient été blessées par ce qu'elle décrit comme une violence policière excessive. Vingt-neuf personnes ont nécessité des soins à l'hôpital. D'après la police, le rassemblement a mobilisé 22.000 policiers, 700 bus et pompes à eau afin d'interdire l'accès à la place Gwanghwamun aux manifestants.

Le lendemain, le ministre de la Justice a promis que des actions sévères seraient prises contre les manifestants qui ont organisé ce qu'il a qualifié de « rassemblement violent et illégal ».

Le samedi suivant, le 21 novembre, la police métropolitaine de Séoul perquisitionnait douze bureaux de huit syndicats, y compris ceux de la confédération coréenne des syndicats (KCTU), à la recherche de preuves de leur participation au rassemblement. La police a confisqué des documents syndicaux et des experts numériques ont copié des dossiers depuis les ordinateurs.



ÉGYPTE

| 5

Grandes manoeuvres contre les syndicats indépendants : Alors que le rapport 2015 du Comité sur la liberté d'association de l'OIT demandait que « le projet de loi (sur les syndicats) soit adopté à titre prioritaire et à ce qu'il confère une protection juridique claire aux nombreux syndicats indépendants nouvellement créés et garantisse le plein respect des droits relatifs à la liberté syndicale », les attaques contre ces organisations ont redoublé d'intensité depuis lors.

Fin 2015, le *Center for Trade Unions and Workers's Services* (CTUWS) a dénoncé une nouvelle tentative de museler les syndicats indépendants. En effet, dans un document officiel, la Présidence a recommandé à ses ministres d'organiser des réunions mensuelles avec les représentants de l'ETUF en présence des médias pour mettre en exergue la soi-disant volonté du gouvernement de défendre les droits des travailleurs.

Dans la même escalade antisyndicale, une directive gouvernementale du 1^{er} mars 2016 a donné instruction à toutes les instances étatiques de ne plus reconnaître les syndicats indépendants ni de traiter avec eux et d'invalider les sceaux qui apparaissent dans leurs documents. Dans les tribunaux aussi, ces organisations luttent pour leur survie. Un jugement important est attendu en 2016 dans le procès qui oppose un syndicat officiel à un syndicat indépendant dans le secteur des finances.

Enfin, sur le plan politique, lors du remaniement ministériel de mars 2016, le poste de ministre du Travail est revenu à Mohamed Saafan, jusque-là vice-président de l'ETUF et qui n'a jamais fait mystère de son hostilité envers les syndicats indépendants. Avec la désignation d'un cacique de la centrale officielle, c'est une longue tradition qui reprend, après une interruption de cinq années.

Le 8 avril, l'OIT, par la voix de son directeur général Guy Ryder, a exprimé toute son inquiétude concernant les menaces contre les droits humains et syndicaux dans un pays qui a pourtant ratifié les Conventions 87 et 98. Quelques jours plus tôt, une déclaration du Groupe des travailleurs de l'OIT allait déjà dans ce sens. Il dénonçait les « attaques systématiques » menées par le ministère du Travail contre les syndicats indépendants. L'ETUF a réagi en qualifiant ces critiques « d'ingérence sans fondements dans les affaires égyptiennes ».

Assassinat de Giulio Regeni : Le 3 février, le corps supplicié de ce jeune doctorant italien travaillant sur le mouvement syndical indépendant égyptien a été retrouvé dans un fossé d'une banlieue cairote. L'homme avait disparu le 25 janvier, le jour anniversaire de la « révolution égyptienne ». Il venait de publier sur le site Nena News un article intitulé « L'Égypte des grèves à la recherche de l'unité syndicale ». L'indignation a été internationale. Dans une lettre de protestation, la CSI a déclaré qu'« Il est évident qu'avec l'escalade des mesures hostiles à la liberté, et en particulier, à la liberté des syndicats, Giulio était considéré comme une menace pour le gouvernement égyptien ». Fin mars, les autorités ont affirmé avoir abattu cinq malfaiteurs désignés comme les auteurs du crime, mais, pour beaucoup, le mode opératoire du meurtre porte la marque des services de sécurité égyptiens. Selon les organisations de défense des droits humains, les disparitions forcées ont concerné des centaines d'Égyptiens rien que durant les derniers mois de 2015. Dans le meilleur des cas, ils réapparaissent après quelques jours ou semaines, mais beaucoup n'ont pas cette chance et croupissent ou meurent dans des prisons de haute sécurité.

Un militant du syndicat des médecins emprisonné : Le 14 janvier 2016, à l'approche du cinquième anniversaire de la « révolution du 25 janvier », le docteur Taher Mokhtar, membre du Syndicat des médecins égyptiens, et deux de ses amis ont été arrêtés à leur domicile du Caire pour possession de documents jugés séditeux. En réalité, il s'agissait de feuillets dénonçant les conditions de santé dans les prisons, un dossier sur lequel le syndicaliste travaillait activement à la demande de son organisation. Le 2 mars, malgré une campagne internationale, la détention des trois militants a été prolongée pour 45 jours supplémentaires.

À noter que le 12 février, ce syndicat a bravé les interdictions de manifestation en rassemblant plusieurs milliers de médecins devant leur siège pour protester contre les violences policières, en particulier l'attaque de deux médecins dans un hôpital par deux policiers.

Syndicalistes du secteur public menacés et presque bâillonnés : Le 10 août au Caire, plusieurs milliers de travail-

leurs ont défié les autorités et les restrictions très sévères à la liberté de rassemblement en se regroupant devant le Syndicat de la presse, historiquement un haut lieu de la contestation parce que, par définition, il induit que les actions de protestation qui y sont menées seront répercutées dans la presse. Les manifestants, des salariés du secteur public (finances, assurance sociale, chemins de fer, etc.) affiliés à des syndicats indépendants protestaient contre la nouvelle loi sur le service public, en application depuis fin juillet sans que les représentants des travailleurs aient jamais été consultés et qui, comme beaucoup le craignaient, se concrétise souvent par des baisses de revenus. La loi fragilise aussi les six à sept millions de salariés du public par rapport à leur direction. Une manifestation similaire devait se tenir le 17 août mais elle a été interdite. La date du 5 septembre a alors été arrêtée pour manifester de nouveau contre cette loi.

Le contexte qui a prévalu lors de l'action de protestation du 5 septembre en dit long sur la liberté d'expression et de rassemblement en Égypte en 2015. Les organisateurs se sont vu refuser l'autorisation de tenir leur activité place Tahrir ou devant le Syndicat de la presse. Ils ont dû se rabattre sur le parc Fustat, l'un des deux seuls endroits autorisés par le gouverneur du Caire, deux sites relativement isolés, difficiles d'accès et loin de la vue des passants. Plusieurs témoins ont expliqué que des bus remplis de manifestants venant parfois de province ont été bloqués par la police et contraints de rebrousser chemin. Sur le site, les forces de l'ordre ont refusé l'accès aux manifestants présents sous le prétexte que des travaux de maintenance avaient lieu, ce qui a été démenti ensuite. Après une heure de négociation, elles leur ont finalement accordé l'accès par une entrée secondaire. Les jours précédents, d'innombrables tentatives d'intimidation ont ciblé les organisateurs et tous ceux qui envisageaient de participer à cette manifestation. Elles ont émané du gouvernement, de la centrale syndicale officielle et des médias proches du pouvoir.



ESPAGNE

| 3

Acquittement de huit travailleurs d'Airbus : Huit syndicalistes, membres des CC.OO. de *Industria y de Metal, Construcción y Afines de la UGT* (MCA-UGT), ont été jugés sur la base d'accusations de « délits contre les droits des travailleurs » et « attentats et lésions », prétendument commis durant une

grève générale le 29 septembre 2010. Les peines, totalement disproportionnées, qui étaient proposées initialement étaient de huit ans et trois mois de détention pour chacun des accusés, pour avoir participé à un piquet de grève bloquant l'entrée à une usine à Getafe, Madrid. Les huit syndicalistes – Tomás García, Enrique Gil, Rodolfo Malo, José Alcazar, Raúl Fernández, Armando Barco, Jerónimo Martín y Edgar Martín – ont été accusés en vertu de l'article 315.3 du Code pénal espagnol, qui date de l'époque franquiste, permettant d'infliger des peines de prison aux syndicalistes qui participent à des piquets de grève encourageant d'autres travailleurs/euses à lancer ou à poursuivre une grève.

Suite à une intense campagne de protestations par les syndicats espagnols et le mouvement syndical international par solidarité avec les accusés, le Tribunal pénal n° 1 de Getafe a acquitté les huit travailleurs d'Airbus, faute de preuves et sur la base du principe de la présomption d'innocence.

Ce jugement favorable a été prononcé suite à une période de dure répression des activités syndicales. En outre, le cas du jugement dicté à l'encontre de cinq travailleurs de l'entreprise ArcelorMittal, affiliés à la MCA-UGT, condamnés au total à 31 ans d'emprisonnement pour leurs activités syndicales durant une grève générale en 2012, est toujours en cours.

Ryanair poursuit en justice son personnel en Espagne suite à une action de grève : Les travailleurs du service de prise en charge des bagages de Ryanair à l'aéroport de Madrid se sont mis en grève pour protester contre les baisses de salaire et les mauvaises conditions de travail, interrompant le service durant plusieurs jours.

Dans un premier temps, le comité de grève était composé de divers syndicats, à savoir la CTA, l'UGT, les CC.OO. et la CGT. Toutefois, la CTA était la seule organisation à avoir poursuivi l'action dans la mesure où aucun accord n'avait pu être conclu avec l'entreprise. En réponse à cette action de protestation prolongée, Ryanair a poursuivi en justice les grévistes étant donné que, selon un porte-parole de l'entreprise, « les syndicats n'avaient pas assuré les services minimums établis par la loi ». L'entreprise est bien connue dans toute l'Europe pour ses politiques antisyndicales et a déjà été condamnée par plusieurs tribunaux du travail européens, de la France au Danemark.

La FIJ et la FEJ s'opposent aux restrictions des médias dans la loi sur la protection de la sécurité des citoyens : La Fédération internationale des journalistes (FIJ) et son organisation régionale, la Fédération européenne des journalistes (FEJ), ont rejoint leurs organisations affiliées en Espagne – FAPE, FESP, FSC-CC.OO. et ELA-Gizalan – pour rejeter la loi

sur la protection de la sécurité des citoyens, connue également sous le nom de « Ley Mordaza », qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2015.

En vertu de la loi sur la protection de la sécurité des citoyens, « l'utilisation non autorisée d'images ou de données personnelles ou professionnelles » de policiers « qui pourrait mettre en danger la sécurité personnelle ou familiale des agents » constitue une infraction pénale. En outre, le droit des citoyens de se réunir est restreint et les photojournalistes s'exposent à des poursuites s'ils prennent des photos d'agents de police lors d'événements publics.

Des organisations de journalistes en Espagne ont dénoncé les motifs de la loi, notamment l'effort du gouvernement pour interdire les protestations massives contre les coupes budgétaires. Les syndicats craignent que le texte approuvé porte atteinte en particulier aux médias régionaux et aux communicateurs sociaux, sapant ainsi la diversité médiatique et le pluralisme de l'information en Espagne.



FÉDÉRATION DE RUSSIE | 3

Grève au stade pour la Coupe du monde de 2018 à Nijni Novgorod : Les ouvriers du stade pour la Coupe du monde de 2018 à Nijni Novgorod ont fait grève pour dénoncer le travail non payé et l'absence de contrats d'emploi. Leur employeur, une société sous-traitante turque, a reporté toutes les responsabilités sur le principal entrepreneur. Celui-ci a nié les accusations en déclarant que les paiements avaient toujours été faits dans les temps. Alors que les travaux pour la Coupe du monde de 2018 sont en cours, on dénombre déjà deux cas d'arriérés de salaire pour des travailleurs des stades, des accidents mortels lors de la construction du stade de Saint-Petersbourg et un accident lié à la sécurité et à la santé au stade de Volgograd. Tous ces incidents sont à l'origine d'un sentiment de méfiance de la part des travailleurs à l'égard de l'organisation derrière la Coupe du monde. À cet égard, Ambet Yuson, secrétaire général de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB), a déclaré que les syndicats avaient été exclus des préparatifs pour la Coupe du monde et n'avaient aucune possibilité de veiller à la protection des droits au travail (paiements dans les temps, conditions de travail décentes, contrats d'emploi, etc.).

La société minière et de traitement des minerais de Katchkanar ne respecte pas les conventions collectives en ne consultant pas le syndicat comme il se doit :

Par l'intermédiaire de son dirigeant local, Anatoly Pyankov, le Syndicat des mineurs et des métallurgistes de Russie (MMWU) a déclaré que la société minière et de traitement des minerais de Katchkanar (EVRAZ KGOK) n'avait pas respecté les dispositions de la convention collective. Sans tenir compte de ce qui est prescrit par la convention collective, prévoyant l'obligation pour la direction de l'entreprise de consulter les partenaires sociaux lors de phases de restructuration, EVRAZ KGOK a complètement ignoré la présence du syndicat et a décidé unilatéralement de réduire l'effectif et les salaires.

Alors que la production et les bénéfices de l'usine sont en hausse, la direction a invoqué une réduction nécessaire des dépenses qui devait avant tout porter sur le coût du personnel. Environ 150 salariés ont quitté leur emploi moyennant des indemnités négociées individuellement et d'autres sont dû prendre des congés sans solde. Les travailleurs, privés de force collective, n'avaient d'autre possibilité que d'accepter les conditions draconiennes imposées par l'entreprise qui, étant le principal employeur de Katchkanar, ne leur laissait aucune autre option d'emploi dans le secteur minier de la région.

Un dirigeant syndical renvoyé d'une entreprise de construction de ponts :

N. M. Tarasenko, président de l'organisation syndicale du personnel de construction de ponts n° 72 de la société JSC Uralmostostroy de la région de Sverdlovsk, a été licencié le 7 décembre en raison de son activisme syndical. Le syndicat s'est adressé à la justice qui s'est prononcée en faveur du syndicaliste en ordonnant sa réintégration.



FIDJI | 4

La loi de modification des relations de travail approuvée :

Après l'approbation de la nouvelle loi de modification des relations de travail (ERP) en 2016, un acte de représailles a eu lieu à Nadi où un travailleur a été suspendu pour avoir remis des formulaires d'adhésion à un syndicat à ses collègues. La société concernée, Tolls Construction Fiji Ltd, a déclaré que le travailleur, Manueli Yawayawa, avait enfreint la politique de l'entreprise en n'informant pas la direction de son intention de créer un syndicat. Pour le directeur, Luke Mataika, Manueli

Yawayawa était aussi intervenu dans le travail mené dans le cadre du projet Vunabaka sur l'île de Malolo dans le groupe Mamanuca. Selon la société, c'est cette attitude qui a valu à Manuéli Yawayawa d'être expulsé de l'île.

Accord tripartite entre le gouvernement, la Fiji Commerce and Employers Federation et le Fiji Trades Union Congress : À la suite de la mission de l'OIT à Fidji, le gouvernement, la *Fiji Commerce and Employers Federation* et le *Fiji Trades Union Congress* ont signé un accord en vue d'approuver un rapport commun de mise en œuvre à présenter à l'Organisation internationale du Travail. Les accords signés prévoient notamment le rétablissement des prélèvements à la source des cotisations, la réduction de la période de préavis de grève de 28 à 14 jours, une demande à l'OIT de fourniture d'une assistance technique et de son expertise afin de déterminer la liste des services et industries essentiels, la suppression de toutes les références aux unités de négociation dans la loi ERP (modifiée par la loi) et l'autorisation pour les travailleurs de rejoindre ou de former librement un syndicat (y compris une organisation dans l'entreprise).



FRANCE

| 1

Recours illégal à des intérimaires lors d'une grève, un délégué syndical mis à pied : En février 2016, Frédéric Willemain, délégué syndical CGT chez Start People, une société d'intérim, a été mis à pied. Il est sous le coup d'une procédure de licenciement pour faute lourde. Il lui est reproché d'avoir empêché, le 16 décembre 2015, des salariés intérimaires de pénétrer à La Poste de Rivesaltes (Pyrénées-Orientales) et d'avoir agressé le directeur de La Poste, ce que le militant syndical nie farouchement. La CGT l'avait envoyé là pour soutenir des salariés de La Poste en grève et expliquer leurs droits aux intérimaires embauchés illégalement pour les remplacer, ce que l'inspection du travail avait d'ailleurs acté.

Discrimination et répression antisyndicale : Après des années de procédure judiciaire, la justice a condamné en 2015 la Société nationale des chemins de fer (SNCF) et le groupe Air Liquide à de lourdes amendes pour le traitement discriminatoire vis-à-vis de militants syndicalistes, que ce soit en matière de salaire ou d'avancement. L'Agence France Presse (AFP) a aussi été condamnée pour discrimination syndicale envers un

membre du Syndicat national des journalistes (SNJ-CGT), qui a toujours vu sa candidature à des postes à responsabilité être refusée sans explications ni raison objective. Cela confirme une tendance lourde en France : les délégués syndicaux sont moins promus que leurs collègues de travail et sont payés en moyenne 10 pour cent de moins que leurs collègues qu'ils représentent à caractéristiques égales (âge, diplôme, ancienneté, etc.) ; 40 pour cent des délégués syndicaux déclarent aussi que leur mandat a été un frein à leur carrière. Beaucoup de salariés évitent d'ailleurs de se syndiquer par peur des représailles. À noter que la nouvelle loi sur le dialogue social de 2015 a inclus des dispositions pour éviter que les représentants des salariés ne soient « pénalisés dans leur carrière ».

En août, Mediapart, un site d'information en ligne, a révélé qu'un directeur des ressources humaines d'Atos, un géant des services informatiques, avait envoyé des consignes à des managers du groupe dans le cadre de postes à pourvoir, leur demandant de ne pas sélectionner les représentants syndicaux, les personnes de plus de 55 ans ni des personnes moins valides.

Dans son dernier rapport, l'Observatoire de la discrimination et de la répression syndicale recense les autres facettes de la répression syndicale : chantage, intimidations, sanctions disciplinaires, harcèlement et licenciement. Ainsi, pour ne prendre que quelques cas, en septembre, Mac Donald's a été condamné en appel pour avoir licencié en 2014 un délégué de la CGT qui avait participé à une formation syndicale pendant ses heures de service. Sa demande de congé n'avait pas été acceptée. McDonald's l'avait licencié pour un retard de « deux heures et 13 minutes ». Le 22 septembre, Julien Sanchez, le maire de Beaucaire (Gard), un membre du Front national, un parti d'extrême-droite, a été condamné pour avoir en 2014 tenu des propos haineux envers une syndicaliste de la CGT.

Droit de grève bafoué chez Sodexo et ID Logistics : Le 25 novembre 2015, la direction de la cuisine centrale Sodexo de Marseille a mis à pied 23 chauffeurs livreurs en grève pour « abandon de poste » et « faute lourde ». Après deux jours de grève, un accord de fin de grève avait été conclu entre la direction et la majorité des délégués du personnel. Mais ces 23 salariés avaient dénoncé cet accord, estimant les concessions salariales qui leur étaient accordées totalement insuffisantes. Bien qu'il ait été prévenu de la poursuite de la grève par ces 23 travailleurs, le directeur régional de Sodexo n'a pas hésité à les renvoyer. À la mi-décembre, 19 d'entre eux recevaient leur lettre de licenciement, les 4 autres ayant été repris à condition de se désolidariser du mouvement. Devant l'emballement médiatique et l'annonce de nouvelles actions de protestation, la

direction de Sodexo France a, en janvier 2016, négocié directement avec la CGT un accord de fin de conflit et la réintégration de 11 des 19 grévistes.

Le 17 décembre 2015 à la société ID Logistics de Lisses dans l'Essonne, les forces de l'ordre ont cassé un piquet de grève organisé par l'intersyndicale CFDT, CGT, FO et CFTC pour protester contre la détérioration du système de primes. Dans la foulée, l'employeur a engagé une procédure de licenciement contre 35 des grévistes, parmi lesquels les 11 délégués syndicaux.



GÉORGIE

| 3

La discrimination antisyndicale persiste chez RMG Gold :

La discrimination antisyndicale et les cas de harcèlement continuent chez RMG Gold à Kazreti, suite aux tentatives de l'entreprise d'éliminer le syndicat en forçant près d'un millier de personnes à partir, comme précisé dans le Rapport des violations des droits syndicaux de mars 2015.

Le 30 septembre 2015, des représentant(e)s de la confédération syndicale *Georgian Trade Unions Confederation* (GTUC) et des dirigeant(e)s du syndicat de l'industrie *Metallurgy, Mining and Chemical Industry Workers' Trade Union*, se sont rendus à Kazreti pour rencontrer des employé(e)s locaux, enquêter sur les cas signalés de harcèlement permanent et essayer de reconstruire le syndicat. La ville elle-même est pratiquement contrôlée par RMG Gold, étant donné que la majeure partie de la population travaille dans l'entreprise.

Deux travailleurs membres de la GTUC étaient précédemment venus dans cette ville, et des gardes de sécurité de RMG Gold les avaient suivis en prenant des photos. Les habitants avaient peur de leur parler, craignant que l'entreprise ne prenne des mesures de représailles en les licenciant ou en licenciant des membres de leur famille. Lors de leur seconde visite, le 30 septembre, les représentants syndicaux ont approché de nombreux habitants de la ville, qui ont évoqué aussi bien des problèmes de faibles salaires que d'importants risques pour la santé. Le soir même de leur arrivée, un dirigeant de RMG a tenté de les intimider alors qu'ils discutaient avec des travailleurs à un arrêt de bus. Ce dirigeant a par ailleurs nié tout risque pour la santé ou problème de pollution de l'environ-

nement, en affirmant que le type de cyanure utilisé dans les mines d'or n'était pas dangereux.

À leur deuxième jour de visite, les représentants syndicaux se sont heurtés à un grave problème d'ingérence. Une réunion publique avait été organisée pour résoudre les principales difficultés des travailleurs et dissiper les fausses rumeurs lancées par RMG Gold au sujet du syndicat. Une représentante de la direction de RMG Gold, Lia Ajiashvili, a perturbé la réunion avant même qu'elle ne commence, en soufflant bruyamment dans une corne devant la salle de réunion. Ensuite, pendant la réunion, elle criait à chaque fois que les représentants syndicaux essayaient de prendre la parole, ce qui les a empêchés d'animer la réunion. De nombreux participants sont partis. La veille, les travailleurs et les citoyens avaient fait part de leurs griefs contre l'entreprise et de leur intention de se syndiquer pour améliorer leurs conditions de travail, mais face à l'attitude agressive de la représentante de RMG, ils n'ont pas osé exprimer leurs points de vue en public.

Tentative de déstabilisation d'un syndicat indépendant :

L'entreprise ferroviaire Georgian Railway verse des primes aux travailleurs/euses qui adhèrent au syndicat maison soutenu par l'employeur. Par exemple, l'employé Zurab Nasaria a reçu une prime nettement plus élevée que ses collègues en avril 2014. La direction encourage ouvertement les travailleurs à annuler leur adhésion au *Railway Workers New Trade Union* (Nouveau syndicat géorgien des travailleurs des chemins de fer – RWNTUG) et, compte tenu de la pression exercée par la direction, de nombreux employé(e)s ont quitté le syndicat. La direction cherche également à déstabiliser le syndicat en retardant ou en compliquant exagérément le versement des cotisations syndicales.



GUATEMALA

| 5

Licenciements antisyndicaux à Purulhá : Le 17 février 2016, dans la municipalité de Purulhá, département de Baja Verapaz, suite à l'arrivée du nouveau maire Sebastián Castro García, 106 travailleurs ont été licenciés de manière abusive, notamment des membres du syndicat et de son Comité exécutif, sans que soit respectée leur immunité syndicale.

Licenciements antisyndicaux à San Rafael : Le 12 février 2016, dans la municipalité de San Rafael Pie de la Cuesta, département de San Marcos, suite à l'arrivée du nouveau maire Carlos Alfonso Mazariegos Ramírez, 15 travailleurs ont été licenciés de manière abusive, dont la secrétaire de la Protection sociale du syndicat.

Licenciements antisyndicaux dans la raffinerie de sucre Palo Gordo : La raffinerie de sucre Palo Gordo, au Guatemala, a procédé à des licenciements sélectifs de travailleuses et de travailleurs affiliés au syndicat, affaiblissant l'organisation syndicale et la convention collective de travail. Les licenciements ont été effectués comme suit : dix travailleurs ont été licenciés le 28 février 2015, dix autres le 15 octobre 2015, cinq travailleurs le 6 novembre 2015 et, enfin, dix autres travailleurs le 20 novembre 2015. Le nombre de membres du syndicat de l'entreprise *Sindicato de Trabajadores del Ingenio Palo Gordo* est passé de 283 à 203 seulement en novembre 2015. L'entreprise fait campagne pour que les travailleurs et les travailleuses ne s'affilient pas au syndicat et a créé une sous-division pour entraver l'action syndicale.

Assassinat d'un syndicaliste à Jalapa : Le syndicaliste Mynor Rolando Ramos Castillo, affilié au *Sindicato de Trabajadores de la Municipalidad de Jalapa* (SITRAMJ), a été assassiné le 24 septembre 2015. Le travailleur avait été licencié en raison de ses activités syndicales et avait participé aux mobilisations pour obtenir par le maire de la municipalité, Elmer Leónidas Guerra, le respect de la décision du juge du tribunal du travail ordonnant la réintégration des travailleuses et des travailleurs licenciés.



HAÏTI

| 4

Création d'une centrale proche de l'État, de comités d'entreprise dans la zone franche, les syndicats discriminés et combattus : Dans une communication de 2016 de la Confédération des travailleurs des secteurs public et privé (CTSP) à la CSI, l'organisation syndicale a dénoncé la collusion entre le gouvernement et le Front syndical haïtien (FSH). Selon Jean Bonald Golinsky, responsable de la CTSP, les autorités sont à l'origine de la création de ce prétendu Front dans le but d'empêcher les autres syndicats de se faire entendre. Lors de la grève des transporteurs de février 2015, Joseph Montes,

le coordinateur du FSH, a vivement critiqué cette action de protestation menée par une plateforme de syndicats du secteur des transports, soutenant que cette grève avait des motivations politiques. Joseph Montes est aussi directeur de la compagnie étatique de transport Service Plus où il aurait par le passé licencié un grand nombre de travailleurs dont tous les délégués syndicaux. Le responsable de la CTSP a aussi déploré que les neuf membres du comité syndical de l'Office des Postes licenciés en 2012 n'aient pas encore été réintégrés malgré la demande en ce sens de l'Office de la protection du citoyen (OPC), une institution indépendante mais mise en place par l'État. Selon lui, la discrimination antisyndicale est la règle en Haïti, en particulier dans le secteur privé comme à la brasserie BRANA, dans le secteur bancaire et dans les zones franches où des comités d'entreprise ont été créés – souvent par les employeurs – malgré la présence de syndicats.



HONDURAS

| 4

Des employés de Fyffes enlevés après avoir créé un syndicat : Quatorze employés de la plantation de melons SURAGROH, filiale de Fyffes au Honduras, ont été hospitalisées en décembre 2015 après avoir été intoxiquées par les produits chimiques nocifs qu'elles étaient contraintes de manipuler sans protection.

Les travailleurs/euses signalent que l'entreprise ne respecte pas ses obligations légales en ce qui concerne le salaire minimum, le paiement des heures supplémentaires, les jours fériés ou le tarif doublé du dimanche. Les cotisations de sécurité sociale sont déduites du salaire mais ne sont pas transmises aux services du gouvernement, ce qui empêche les employés d'accéder au système de santé ou de recevoir les prestations auxquelles ils ont droit.

En outre, l'entreprise facture illégalement aux travailleurs le transport vers les plantations et, lorsque les employés ont créé une section du syndicat des travailleurs agricoles *Sindicato de Trabajadores/as de la Agroindustria y Similares* (STAS) fin janvier 2016, quatre membres du nouveau bureau exécutif du syndicat ont été enlevés, menacés et mis au secret pendant une journée jusqu'à ce qu'ils renoncent à leur adhésion au syndicat.

Assassinat d'un syndicaliste de l'Université nationale autonome du Honduras :

Héctor Orlando Martínez, président de la section n° 6 du *Sindicato de Trabajadores de la Universidad Nacional Autónoma de Honduras* (SITRAUNAH), au centre universitaire régional du littoral Pacifique (CURLP-UNAH) dans la ville de Choluteca, a été assassiné le 17 juin 2015.

Le crime a été commis alors que le syndicaliste se rendait à son domicile après une journée de travail à l'université. Selon les rapports, il a été attaqué par deux individus en moto, qui ont tiré sur son véhicule, recevant 12 coups de feu. Ces faits auraient eu lieu après qu'une commission d'enquête des droits humains a entrepris une enquête sur une série de plaintes déposées par Héctor Orlando Martínez.

La Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) avait édicté des mesures de précaution le 19 mai 2015 en faveur d'Héctor Orlando Martínez et de sa famille, suite aux menaces et aux actes de harcèlement dont il faisait l'objet en tant que conséquence directe de ses activités comme représentant du SITRAUNAH.



INDE

| 5

Arrestation de 200 éducatrices à la suite d'un mouvement de protestation pour des salaires impayés :

Ce ne sont pas moins de 200 travailleuses de la petite enfance (Anganwadi) qui ont été arrêtées en décembre 2015 pour avoir participé à des manifestations pour presser les autorités de mettre en place l'augmentation salariale dont elles auraient dû bénéficier. Nombre d'entre elles ont fait savoir que leur faible salaire n'avait pas été payé depuis plus de quatre mois. La *Centre of Indian Trade Unions* (CITU), qui a aidé à l'organisation du mouvement de protestation, a condamné ces arrestations en expliquant que ces femmes se battaient pour leurs droits légitimes. Les travailleuses devaient aussi personnellement participer à l'entretien des centres. Le gouvernement a alors accédé à certaines des revendications des travailleuses, notamment un mois de congé maladie payé et l'attribution de fonds pour construire de nouveaux centres.

Des manifestants arrêtés dans un conflit de longue date à propos des salaires :

Le 31 décembre 2015, la police a arrêté des militants syndicaux employés en tant que travailleurs

contractuels en vertu de la *Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act* (MNREGA). Ils protestaient devant le secrétariat du gouvernement de l'état pour faire connaître leur frustration à propos de leurs faibles rémunérations. Ces sept dernières années, ils avaient eu de nombreuses réunions avec le ministre du Développement rural et avec d'autres hauts responsables, mais leur situation ne s'était jamais améliorée. En plus, il y a eu des annonces pour des postes vacants aux salaires supérieurs sans que les travailleurs contractuels qui étaient employés depuis des années ne se voient offrir des contrats réguliers. La police a essayé de faire déménager les manifestants vers le parc pour les enfants, loin du ministère et dans un lieu sans lien avec leur manifestation. Lorsqu'ils ont refusé, ils ont été emmenés au poste de police et détenus jusqu'à l'enregistrement des rapports.

Les réformes du travail du gouvernement commencent à affaiblir les protections du personnel et les droits syndicaux :

En avril 2015, le gouvernement national d'alliance démocratique a proposé d'intégrer trois lois du travail – sur les syndicats (1926), sur les conflits sociaux (1947) et sur l'emploi industriel (1946) – pour n'en faire qu'un seul code des relations professionnelles. Les syndicats ont protesté, estimant qu'ils n'avaient pas été assez impliqués dans la préparation des lois qui pourraient affaiblir les droits syndicaux et la protection de la main-d'œuvre.

Le projet de code modifiait considérablement la façon dont les syndicats peuvent être formés dans les usines et enregistrés auprès du gouvernement. Conformément aux lois existantes, il suffisait que le syndicat compte sept membres pour faire une demande d'enregistrement, quelle que soit la taille de l'établissement. Le projet de code prévoyait qu'il faudrait que le syndicat rassemble au moins 10 pour cent du nombre total de travailleurs ou 100 membres du personnel.

Il modifiait également la définition d'une grève pour inclure « un congé occasionnel à un jour précis de la part de 50 pour cent ou plus du personnel employé dans une industrie ».

La nouvelle loi ne contenait aucune disposition de promotion de la négociation collective, plaçant plutôt l'accent sur l'arbitrage. Plusieurs dispositions de la loi faisaient référence à des agents de négociation reconnus ou certifiés sans prévoir de procédure de reconnaissance de ces agents. De plus, le projet prévoyait que tous les dirigeants d'un syndicat enregistré devraient être effectivement engagés ou employés par les établissements ou l'industrie du syndicat concerné, restreignant la liberté d'une organisation de choisir ses propres responsables.

Une autre disposition permettrait aux sociétés employant plus de 300 personnes de licencier son personnel sans l'autorisation du gouvernement ; ce seuil était précédemment fixé à 100. En Inde, 85 pour cent des entreprises manufacturières emploient moins de 50 travailleurs et environ la moitié de ces travailleurs sont engagés avec des contrats à court terme, ne gagnant que 5 ou 6 USD par jour. Les propositions du gouvernement les priveraient de protections juridiques vitales, rendant leur situation encore plus précaire.

En septembre, les centrales syndicales indiennes, INTUC, AITUC, HMS, CITU, AIUTUC, TUCC, SEWA, AICCTU, UTUC et LPF(1) ont appelé à une grève nationale pour protester contre les propositions de réformes. Des dizaines de millions de personnes y ont pris part. Les syndicats ont présenté un cahier de douze revendications qui comprenaient, outre l'opposition aux changements de la législation du travail, un nouveau salaire minimum, la fin des contrats temporaires pour des emplois permanents pérennes et le versement des mêmes salaires et avantages aux travailleurs contractuels qu'aux travailleurs réguliers pour un même travail, l'application stricte de toutes les lois fondamentales du travail, la couverture de la sécurité sociale pour tous les travailleurs, l'enregistrement obligatoire des syndicats dans les 45 jours suivant la date de présentation de la demande et la ratification immédiate des conventions de l'OIT n°s 87 et 98.

En réaction au mouvement de protestation, le gouvernement a mis en place un comité interministériel et a assuré aux organisations syndicales que les réformes se fonderaient sur des consultations. Aucune réforme n'avait été adoptée à la fin de 2015.

(1) INTUC - *Indian National Trade Union Congress*, AITUC - *All Indian Trade Union Congress*, HMS - *Hind Mazdoor Sabha (Workers' Assembly of India)*, CITU - *Centre of Indian Trade Unions*, AITUC - *All India Trade Union Congress*, TUCC - *Trade Union Coordination Committee*, SEWA - *Self-Employed Women's Association*, AICCTU - *All India Central Council of Trade Unions*, UTUC - *United Trade Union Congress*, LPF - *Labour Progressive Federation*



INDONÉSIE

| 5

Des travailleurs agressés et blessés sont poursuivis :

Vingt-trois travailleurs, dont Muhammad Rusdi, secrétaire général de la confédération des syndicats indonésiens KSPI, un étudiant et deux responsables du Legal Aid Institute de Jakarta (LBH Jakarta), sont considérés comme suspects dans le cadre de la manifestation du 30 octobre 2015. Cette action avait lieu pour s'opposer à la réglementation no 78/2015 du gouvernement relative aux salaires et s'est achevée par des attaques policières des travailleurs. Pourtant agressés et blessés, les manifestants sont aujourd'hui qualifiés de provocateurs par la police métropolitaine de Java et c'est pour cette raison qu'ils sont poursuivis en vertu de l'article 216 du Code pénal (KUHP), prétendument parce qu'ils ont désobéi aux ordres de la police lors du rassemblement. Ces poursuites soulèvent de grandes questions : pourquoi les travailleurs, qui ont subi l'agression, dont le véhicule a été endommagé, sur qui on a tiré des gaz lacrymogènes, qui ont été blessés et arrêtés, sont suspectés alors qu'aucune mesure n'est prise à l'encontre des policiers qui sont responsables de l'attaque ? Le défenseur public de LBH Jakarta, Maruli Tua, estime que l'implication des militants s'inscrit dans une forme de criminalisation de la part de la police qui vient s'ajouter à la longue liste de cas précédents concernant plusieurs dirigeants d'organisations de la société civile et destinés à décourager de recourir à la liberté d'expression.

La société américaine Phillips Seafood, à Lampung, renvoie injustement et met sur pied un syndicat fantôme pour faire barrage au syndicalisme libre :

La société d'origine américaine, Phillips Seafood – qui compte une chaîne de restaurants de produits de la mer sur la côte Est, des points de vente dans les aéroports et des casinos et qui négocie des produits de la mer –, dispose de son plus grand centre de production à Lampung, en Indonésie. En 2015, la société s'est montrée opposée aux syndicats à plus d'une occasion : 205 personnes ont été licenciées par SMS pour pouvoir sous-traiter la plupart des activités à des personnes isolées travaillant à domicile pour la moitié du prix des travailleurs réguliers. Sur les 205 personnes licenciées, seulement 50 ont pu revenir en tant que travailleurs occasionnels engagés sur une base journalière, à la condition de ne pas être membres d'un syndicat.

Pour décourager et empêcher le syndicalisme à l'intérieur de l'entreprise, Phillips Seafood a mis sur pied un faux syndicat,

et a menacé et harcelé les travailleurs pour qu'ils rejoignent l'organisation s'ils voulaient du travail. L'entreprise a alors organisé un « scrutin syndical », en demandant au personnel de choisir entre le vrai syndicat et l'organisation nouvellement créée. Deux responsables locaux du ministère du Travail ont été invités pour donner l'illusion que le processus était officiel. Trompant le personnel en lui faisant croire que la vérification était légale, tout en proférant des menaces à propos de la sécurité de l'emploi, la direction a obligé les travailleurs à voter les 25 et 26 novembre. Un vote final était prévu les 16 et 17 décembre, mais, soutenu par la Fédération des travailleurs de Lampung (FSBL), le personnel a refusé de voter. Le département local du Travail a confirmé que la vérification était illégale, car une société privée ne peut pas mener un scrutin syndical sans contrôle. Le rôle des deux responsables et de celui de Phillips Seafood dans cet arrangement fait l'objet d'une enquête.

Harcèlement et intimidation de responsables syndicaux :

À la suite des arrestations du 30 octobre, lors d'une manifestation à propos du salaire minimum, plusieurs dirigeants syndicaux ont été la cible de harcèlements et d'intimidations. Muhamad Rusdi, secrétaire général de la confédération syndicale indonésienne, *Konfederasi Serikat Pekerja Indonesia* (KSPI), a été convoqué pour être interrogé. Peu de temps après la manifestation, le bureau local du KPBI (*Komite Politik Buruh Indonesia*) du Nord-Jakarta a été occupé par la police, le bureau central de la KSPI et tous les bureaux locaux de la fédération des métallurgistes, *Federasi Serikat Pekerja Metal Indonesia* (FSPMI), ont été gardés par la police et d'autres autorités, et un militant syndical a été battu par la police dans la province de Java oriental. Plusieurs dirigeants syndicaux ont aussi fait savoir que leur voiture personnelle avait été endommagée.

Violences et arrestations lors d'une manifestation à propos du salaire minimum:

Du 24 au 27 novembre, les trois centrales syndicales indonésiennes, KSPI (*Konfederasi Serikat Pekerja Indonesia*), KSPSI (*Konfederasi Serikat Pekerja Seluruh Indonesia*) et KSBSI (*Konfederasi Serikat Buruh Sejahtera Indonesia*) ont organisé une deuxième série de manifestations pacifiques contre la réforme du salaire minimum. Le gouvernement avait déclaré que ces manifestations étaient illégales. Le ministère du Travail, les employeurs et la police ont brandi la menace de sanctions et d'amendes. Alors que la manifestation démarrait, la police a utilisé des gaz lacrymogènes et des pompes à eau. Plusieurs militants syndicaux ont été arrêtés, mais ont ensuite été relâchés par la police.



IRAN

| 5

Victimes de mauvais traitements en prison, un responsable syndical est retrouvé mort : Shahrokh Zamani, membre du Comité fondateur du Syndicat des peintres en bâtiment de Téhéran et du Comité pour l'établissement d'organisations syndicales, a été retrouvé mort le 13 septembre 2015 dans sa cellule de la prison de Gohardasht (Rajai Shahr) à Karaj.

Shahrokh Zamani avait été arrêté en juin 2011 et condamné à 11 ans de prison pour avoir « diffusé de la propagande contre le régime et formé des groupes socialistes » ainsi que « mis en péril la sécurité nationale ». Responsable syndical très actif, il organisait les travailleurs et défendait leurs droits.

C'est le compagnon de cellule de Shahrokh qui l'a retrouvé sans vie un matin, du sang s'écoulant de sa bouche et de son nez. Selon les autorités, sa mort serait due à des causes naturelles. Selon sa fille, M. Zamani était en parfaite santé avant son incarcération, mais il a connu une succession de problèmes médicaux en prison compte tenu des mauvais traitements qui lui étaient infligés. Un an après son incarcération, Shahrokh Zamani avait écrit à des organisations de défense des droits syndicaux et humains, pour dénoncer les tortures physiques et mentales dont il était victime. Il s'était également dit inquiet pour sa vie et celle des autres prisonniers politiques. Il avait mené plusieurs grèves de la faim en signe de protestation. Alors qu'il perdait parfois conscience à cause des mauvais traitements et de la torture, il se voyait refuser tout traitement médical et a dû attendre un an avant de passer un IRM. Toute visite lui était interdite, et il souffrait de savoir sa famille victime de harcèlement incessant de la part du gouvernement.

Nouvelles peines de prison pour des enseignants :

Esmail Abdi, Secrétaire général de l'Association professionnelle iranienne des enseignants (ITTA-Téhéran) a été condamné à six ans de prison par la branche n° 15 du Tribunal révolutionnaire islamique, présidée par le tristement célèbre juge Salavati. Le verdict a été rendu le 22 février 2016, après un procès ouvert le 31 janvier. Esmail Abdi est accusé de « rassemblement et collusion dans l'intention de semer le trouble dans l'ordre public », et de « propagande contre le système ». Mais selon son syndicat, c'est son militantisme syndical que l'on sanctionne, puisqu'il est secrétaire général de l'ITTA (Téhéran), ainsi que son rôle de meneur lors des manifestations des enseignants.

Mahmoud Beheshti Langroodi, porte-parole de l'ITTA, Mohammad Reza Niknejad et Mehdi Bohlooli, tous deux anciens membres de l'ITTA (Téhéran), ont chacun été condamnés le 7 mars 2016 par le tribunal révolutionnaire islamique de Téhéran à une peine de cinq ans de prison pouvant faire l'objet d'un appel. Mahmoud Beheshti Langroodi purgeait déjà une peine de neuf ans, décrétée par le juge Salavati lors d'un procès qui n'aura duré que quelques minutes. Mohammad Reza Niknejad et Mehdi Bohlooli avaient été libérés contre une caution de 300 millions de tomans le 29 septembre 2015, après leur arrestation le 31 août.

Des mineurs arrêtés pour avoir dénoncé des licenciements : Vingt travailleurs de la mine de cuivre Khatoonabad de Kerman ont été arrêtés le 26 janvier 2016 pour s'être rassemblés et avoir manifesté contre le non-versement des salaires et le licenciement de 130 mineurs contractuels, après une série de tests annoncés en septembre 2015. Le 13 février 2016, 23 des personnes arrêtées ont été libérées sous caution.



KENYA

| 4

Des enseignants privés des droits de négociation; des grévistes menacés de licenciement : D'après une décision rendue par la Cour suprême du Kenya en août 2015, les enseignant(e)s du secteur public devaient obtenir une augmentation de salaire de 50 à 60 pour cent, conformément aux revendications du syndicat d'enseignants *Kenya National Union of Teachers* (KNUT) et du syndicat de l'enseignement secondaire *Kenya Union of Post-Primary Education Teachers* (KUPPET). Or, le gouvernement a annoncé qu'il n'avait pas les fonds nécessaires pour financer cette augmentation de salaire et a refusé de payer. Les syndicats, qui se battaient depuis plus de 18 ans pour obtenir une hausse des rémunérations et se heurtaient régulièrement aux promesses non tenues des différents gouvernements, ont décidé d'appeler leurs membres à la grève si les salaires n'étaient pas revus à la hausse à la rentrée scolaire, le 31 août. Les salaires n'ont pas augmenté, ce qui a déclenché la grève, à laquelle ont participé plus de 280.000 enseignants.

Le 4 septembre, un tribunal de Nairobi a déclaré que la grève qui avait officiellement débuté le 1^{er} septembre n'était « pas protégée », ce qui signifiait que tout enseignant qui boycottait

le travail pouvait être exposé à des mesures disciplinaires, sans pour autant aller jusqu'à déclarer la grève illégale.

Le 14 septembre, un ultimatum a été lancé aux enseignants en grève pour leur ordonner de reprendre le travail au plus tard le vendredi, faute de quoi ils risquaient le licenciement. Le système national de l'enseignement qui les emploie, la *Teachers Service Commission* (TSC), a précisé que les grévistes ne seraient pas rémunérés les jours de grève. Les enseignants n'ont pas été licenciés, mais 245.000 d'entre eux sur 288.060 n'ont pas reçu de salaire en septembre. La TSC n'a payé que 42.973 personnes, essentiellement les chefs d'établissement, leurs adjoints et chefs de départements, qui ne sont pas autorisés à se syndiquer et qui étaient présents dans les écoles pendant la grève.

Enfin, le 25 septembre, le juge Nelson Abuodha, du tribunal des relations d'emploi et de travail, a enjoint les syndicats d'enseignants de suspendre la grève pendant 90 jours, pour laisser la place à la conciliation et à l'arbitrage au cours de cette période, à l'issue de laquelle chaque partie serait libre de déclarer un conflit de travail en cas d'échec de la conciliation. Le juge n'a pas déclaré la grève illégale. Les enseignants ont repris le travail début octobre.

En novembre, une cour d'appel kenyane a rejeté l'augmentation de salaire de 60 pour cent précédemment accordée aux enseignants du pays par un tribunal du travail. La cour d'appel a déclaré que le tribunal des relations d'emploi et de travail n'était pas compétent pour statuer en la matière. La confédération syndicale *Central Organisation of Trade Unions* (COTU) a saisi l'OIT en novembre, expliquant que « Le gouvernement kenyan a ouvertement dit qu'il ne paierait pas, qu'il ne donnerait pas suite et qu'il ne négocierait jamais avec le *Kenya National Union of Teachers* et le *Kenya Union of Post Primary Education Teachers* ».

Début janvier 2016, la TSC n'avait toujours pas entamé les négociations sur les salaires et n'avait pas déduit les cotisations syndicales des mois d'octobre, de novembre et de décembre, ce qui a considérablement réduit les fonds du syndicat.

Licenciement de dockers en grève : Le 4 juillet 2015, le plus grand port d'Afrique de l'Est, situé dans la ville kenyane de Mombasa, a licencié 28 travailleurs de manière expéditive parce qu'ils avaient organisé une grève qui avait paralysé le fonctionnement du port pendant deux jours. Plus de 2000 travailleurs se sont mis en grève le 1^{er} et le 2 juillet pour protester contre la hausse des déductions du régime national d'assurance de santé, le *National Hospital Insurance Fund* (NHIF), sans augmenter les salaires. La direction du port a aussitôt

menacé les employés de licenciement et a annoncé que leurs postes étaient vacants. Le 3 juillet, le gouvernement a obtenu une ordonnance du tribunal pour faire obstacle à la grève.

Le samedi 4 juillet, au moins dix personnes ont été blessées lors d'un mouvement de panique dans une faculté située à proximité, dont le port est propriétaire et gestionnaire, tandis que plusieurs milliers de candidats postulaient pour remplacer les travailleurs en grève.

Le ministre des Transports par intérim, James Macharia, est ensuite revenu sur les licenciements mais malgré cette décision, la direction du port – *Kenya Ports Authority* (KPA) – a maintenu les licenciements et, le dimanche 5 juillet, les agents de sécurité du port et la police ont expulsé par la force les 28 employés licenciés qui vivaient dans les logements de fonction de la KPA, notamment des délégués syndicaux et des membres du conseil exécutif du syndicat *Dock Workers' Union* (DWU).

Le lendemain, le tribunal des relations d'emploi et de travail de Mombasa a ordonné à la KPA d'autoriser les 28 travailleurs licenciés à regagner leur logement de fonction en attendant leur comparution. Le juge James Rika a déclaré que les travailleurs avaient été expulsés illégalement de leur logement au motif qu'ils avaient participé à une grève d'ampleur nationale au sujet des déductions opérées dans le système de santé.

Licenciement de personnels de santé en grève : Les autorités du comté de Busia ont licencié plus de 1000 travailleurs/euses de la santé le 23 novembre alors qu'ils étaient en grève depuis une semaine. Le syndicat des infirmiers/ères *Kenya National Union of Nurses* (KNUN) et le syndicat des généralistes, pharmaciens et dentistes *Kenya Medical Practitioners, Pharmacists and Dentists Union* (KMPPDU) ont lancé l'appel à la grève suite à l'échec des négociations avec les responsables du comté. Les personnels de santé protestaient contre le retard de paiement des salaires, le manque de promotions et la pénurie de médicaments.

Après avoir envoyé les lettres de licenciement, les autorités du comté ont adressé un recours au tribunal pour que la grève soit déclarée illégale.

Au final, la grève s'est terminée avec la signature d'un accord en sept points le 3 décembre, et tous les grévistes ont été autorisés à reprendre le travail avec la promesse qu'ils ne subiraient pas de représailles pour avoir participé à la grève.



LIBAN

| 4

Le syndicat des travailleurs domestiques pas reconnu par le ministère du Travail :

Le 29 décembre 2014, six travailleurs libanais ont déposé une demande au ministère du Travail pour créer un syndicat de travailleurs/euses domestiques, qui sont actuellement exclus de la protection prévue dans le Code du travail libanais. Le syndicat proposé concernerait les employé(e)s domestiques et les aides à domicile pour les personnes âgées et handicapées, les personnes qui proposent des services de nettoyage chez les particuliers et dans les bureaux, et d'autres catégories similaires de travailleurs.

Le 25 janvier 2015, avec le soutien de l'Organisation internationale du travail (OIT), la Confédération syndicale internationale (CSI), et la Fédération nationale des syndicats des ouvriers et des employés au Liban (FENASOL), environ 350 travailleurs domestiques de diverses nationalités se sont réunis à l'occasion du congrès fondateur du syndicat. Mais les membres du syndicat ont dit que le ministère n'avait pas répondu à leur demande, et les médias ont signalé que le ministre du Travail Sejaan Azzi avait déclaré que le syndicat était illégal.

Le Code du travail du Liban de 1946 ne s'applique pas aux employé(e)s domestiques, aussi bien libanais que migrants, ce qui les prive des protections accordées aux autres travailleurs. D'après les estimations, les familles libanaises emploient 250.000 travailleurs domestiques migrants, originaires pour la plupart du Sri Lanka, d'Éthiopie, des Philippines et du Népal. L'article 92 du Code du travail exclut explicitement tous les travailleurs étrangers du droit d'élire des représentant(e)s syndicaux ou d'être eux-mêmes élus.

En conséquence, des milliers de travailleurs n'ont pas accès au droit de liberté syndicale et de négociation collective, et les protections légales pour les travailleurs migrants et certains travailleurs libanais sont insuffisantes, ce qui les rend vulnérables aux pratiques abusives et à l'exploitation.

Les plaintes les plus fréquentes signalées par les ambassades des pays d'origine de la main-d'œuvre et par les groupes non gouvernementaux portent sur les mauvais traitements de la part des recruteurs, le non-paiement ou le paiement tardif des salaires, le confinement forcé sur le lieu de travail, le refus d'accorder du temps libre, le travail forcé, les agressions physiques et verbales. En dépit des annonces publiques répétées

des autorités libanaises, qui promettent qu'elles vont améliorer les conditions des employé(e)s domestiques migrants, les réformes sont insignifiantes.



MADAGASCAR

| 3

Licenciement de deux dirigeants syndicaux chez un sous-traitant de Rio Tinto

Le 5 novembre, au terme d'une grève de trois semaines, plus de 100 agents de sécurité de Rio Tinto ont obtenu gain de cause dans le conflit qui les opposait à leur employeur Pro'Tech Security. Ils réclamaient notamment la réintégration de deux de leurs représentants, par ailleurs dirigeants de la Confédération générale des syndicats des travailleurs de Madagascar (FISEMA). Eugène Chrétien, secrétaire général de la FISEMA, a souligné le pouvoir de la solidarité. Il a aussi rendu hommage à la direction de Pro'Tech Security pour sa correction dans l'écoute et la négociation. IndustriALL qui a soutenu son affiliée a souligné l'urgence de faire campagne au niveau mondial contre le recours excessif à des sous-traitants par Rio Tinto et les mauvais traitements qui en découlent.

Mépris du géant canadien Sherrit vis-à-vis de ses travailleurs et de leurs représentants

Le 3 juin, le groupe minier Sherrit International, qui emploie 3 000 salariés directs et 6 000 autres via des sous-traitants, a mis à pied pour six mois 900 travailleurs de son site d'extraction d'Ambatovy (nickel et cobalt). Quinze délégués syndicaux étaient concernés malgré la protection que leur fonction devait leur conférer. Cette décision a été prise subitement et sans consultation du comité d'entreprise. Beaucoup des travailleurs mis en chômage technique sans salaire ont appris la nouvelle le 5 juin au matin quand ils ont été refoulés à l'entrée de la mine. Désespérée, une salariée licenciée a préféré se suicider. Outre la chute du cours du nickel, la direction a invoqué une grève de deux semaines plus tôt dans l'année, qui aurait également contribué à réduire les bénéfices. Avec l'assistance d'IndustriALL Global Union, les syndicats ont aussitôt démonté ces prétextes. Les résultats financiers pour 2014 et le premier trimestre 2015 avaient été jugés excellents. Sherry venait aussi quelques mois plus tôt de faire don d'un million de dollars au ministère de la Défense, un geste considéré par IndustriALL comme peu éthique. Les syndicats affiliés à IndustriALL (FESATI, FSTEM, SVS et SEKRIMA) ont vu dans ce dégraissage massif une manière pour Sherrit d'écraser les syndicats avec la

complicité du gouvernement, d'autant que le groupe minier a ensuite refusé de donner les preuves que ces départs étaient financièrement justifiés. L'employeur a été soupçonné d'avoir infiltré les syndicats avec pour conséquence des luttes internes, la désunion et un climat de suspicion qui ont affaibli les syndicats, une stratégie qui a induit aussi tensions, peurs et ressentiments chez les travailleurs et la population locale. En décembre, IndustriALL a condamné « la totale arrogance » du groupe minier qui a refusé une médiation avec les dirigeants syndicaux à l'invitation des autorités et qui a suspendu le comité d'entreprise. On notera aussi que Sherry n'a jamais cessé d'embaucher des salariés expatriés, des migrants et des travailleurs contractuels locaux et le groupe a annoncé fin de l'année que 10 pour cent seulement des salariés mis à pied en juin pouvaient reprendre le travail.

Entrave au droit de grève à la Compagnie d'eau et d'électricité

Le 18 septembre dans la capitale, les autorités ont arrêté et emprisonné Oliva Andrianalimanana, président de l'Union des syndicats autonomes de Madagascar (USAM) affiliée à la CSI et président de l'Intersyndicale de la Compagnie nationale d'eau et d'électricité (JIRAMA). Une partie des 5 800 salariés de la JIRAMA étaient en grève depuis le 10 août. Ils ont reçu le soutien de la CSI-Afrique et d'IndustriALL Global Union.

Le dirigeant syndical a été accusé de faux et d'usage de faux dans une affaire ancienne plutôt ténue et sans rapport avec le conflit social. Pour les grévistes, les syndicats et beaucoup d'observateurs coutumiers du fait, ce détournement d'un vieux dossier permettait surtout aux autorités de faire taire le dirigeant syndical et de casser la grève. La direction de la JIRAMA a par ailleurs interdit les manifestations à l'intérieur des sites de la compagnie sous prétexte d'un engin explosif artisanal qui aurait été trouvé dans son siège d'Ambohijato Avaratra quelques semaines plus tôt. Le 23 septembre, écimée, l'Intersyndicale a dû se résoudre à mettre fin à la grève. Le 11 novembre, Oliva Andrianalimanana et un autre gréviste impliqué dans le même dossier ont été condamnés à 14 mois de prison avec sursis. Ils ont aussi été licenciés.

Criminalisation d'une action syndicale, arrestation et licenciement de quatre militants

La grogne sociale à Air Madagascar concernant notamment la mauvaise gestion de la compagnie, les discriminations salariales (nationaux/étrangers) ou le reliquat de congés non accordés s'est amplifiée début juin quand l'employeur a entamé une procédure disciplinaire contre des militants syndicaux coupables d'avoir exposé publiquement leurs griefs. Réunis en intersyndicale, les syndicats ont entamé, le 15 juin, une grève conformément au Code du travail. Plutôt que d'écouter les doléances syndicales, la

direction a réagi en déclarant la grève illicite et en demandant la réquisition du personnel, ce qui n'a fait qu'entraîner un durcissement du mouvement de grève. Le 27 juin, sept grévistes ont été convoqués à la police économique suite à une plainte du ministère du Tourisme pour « sabotage économique, déstabilisation de l'État et association de malfaiteurs ». Briellement maintenu en détention pendant que la police procédait à une perquisition à son domicile, Rado Rabarilala, le syndicaliste à la tête du mouvement, a ensuite appris son licenciement, tout comme trois autres représentants du personnel. Un déblocage est enfin survenu suite à la démission du directeur et à la nomination d'un nouveau conseil d'administration par le gouvernement. Le 17 juillet, la grève a été levée avec des engagements de réintégration des quatre militants licenciés. Mais fin 2015, ce n'était toujours pas le cas.



MALAISIE

| 4

Une société sylvicole continue de refuser de reconnaître un syndicat :

Le 14 mai 2015, Sabah Forest Industries (SFI) a déposé une révision judiciaire pour demander l'annulation d'un arrêté ministériel sur la possibilité de son personnel à décider au scrutin secret s'il voulait être représenté par le *Sabah Timber Industry Employees Union* (STIEU). Le personnel de SFI se bat depuis 24 ans pour obtenir la reconnaissance syndicale, mais il a été systématiquement contrecarré par les manœuvres juridiques de la société. Les deux précédentes tentatives de reconnaissance, en 2003, pour le *Sabah Forest Industries Employees Union* aujourd'hui disparu, et en 2010, pour le STIEU, se sont soldées par un échec, la direction de SFI parvenant à demander des révisions judiciaires. Pourtant, en 2010, les résultats du scrutin secret qui a suivi la demande de reconnaissance ont révélé que 85,9 pour cent du personnel de SFI soutenait le STIEU.

Le besoin d'une présence syndicale et de sa protection pour le personnel s'est fait tristement ressentir le 12 juillet 2015, lorsque Yiki Janing, âgé de 51 ans, est décédé dans le département de la production de copeaux de l'usine SFI à Sipitang alors qu'il actionnait une machine. La SFI a été accusée de ne pas avoir installé de barrière sur la machine, négligence à l'origine de la mort de M. Yaning. En décembre 2015, la société a été officiellement accusée d'avoir failli à garantir la sécurité, la santé et le bien-être des travailleurs.

À la fin de 2015, STIEU n'avait toujours pas obtenu de reconnaissance. Entretemps, le syndicat a fait savoir que SFI tentait de remettre sur pied un ancien syndicat maison et incitait certains employés à déposer plainte contre des dirigeants du STIEU auprès du département des Activités syndicales, pour tenter de diviser les membres et de harceler les dirigeants.

Dans le même temps, l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) a déposé d'autres plaintes et la société fait l'objet d'une enquête de la part du *Forest Stewardship Council* (FSC) et du conseiller-médiateur pour l'application des directives (CAO) de la Banque mondiale pour ses pratiques antisyndicales et son manque de respect des conventions de l'OIT n°s 87 et 98 comme l'exigent ses systèmes de certification et les normes de performance.

Suspensions de tactiques antisyndicales chez Malaysian Airlines :

En juin 2015, Malaysian Airlines Systems Berhad (MAS Bhd) a transféré ses avoirs et ses activités de compagnie aérienne vers une nouvelle entité légale distincte, Malaysian Airlines Berhad (MAB). Les 20.000 salariés de MAS Bhd ont perdu leur emploi et seulement 14.000 ont été repris par MAB, la nouvelle société qui a pris le contrôle de Malaysian Airlines, laissant donc 6.000 personnes sans emploi. Dans le même temps, les syndicats présents chez MAS Bhd ont de fait cessé d'exister, faisant de MAB une entreprise sans syndicats. MAS et MAB sont toutes les deux des sociétés détenues par le gouvernement.

Dans un courrier daté du 11 septembre 2015, le *National Union of Flight Attendants Malaysia* (NUFAM) a dûment demandé la reconnaissance de la part du nouvel employeur, mais MAB n'a pas répondu dans le délai de 21 jours prévu par la loi pour soit reconnaître l'organisation, soit préciser les motifs du refus de reconnaissance.

Le NUFAM a alors informé le directeur général des Relations professionnelles de la situation le 6 octobre 2015, à nouveau comme le prévoit la loi, afin que les autorités prennent les mesures nécessaires ou adressent les demandes nécessaires pour garantir « [...] les compétences du syndicat à représenter tout le personnel ou une catégorie de travailleurs [...] » chez MAB. Quarante jours après la demande, le directeur général des Relations professionnelles n'avait pas répondu au NUFAM qui redoutait que la compagnie aérienne, détenue par le gouvernement, n'adopte le même comportement antisyndical que des entreprises privées. En effet, par le passé, des sociétés avaient déjà créé de nouvelles entités juridiques et transféré leurs avoirs et activités de la société existante vers la nouvelle entité, portant ainsi un coup de grâce aux syndicats existants et obligeant le personnel à reprendre dès le début toutes les

démarches pour créer, enregistrer et faire reconnaître ses syndicats au sein de la nouvelle entité. Cette stratégie a également permis de se débarrasser des dirigeants et militants syndicaux qui s'opposaient à l'exploitation.

Les propositions de changement législatif affaibliront les syndicats :

Le secrétaire général du *Malaysian Trades Union Congress* (MTUC), N. Gopal Kishnam, a mis en garde contre les changements législatifs proposés dans le cadre du « 11^e Plan pour la Malaisie » présenté en juin 2015 et qui réduiraient les possibilités des travailleurs de négocier collectivement avec leurs employeurs.

Le texte du 11^e Plan pour la Malaisie précise que des modifications seront apportées à la Loi sur l'emploi de 1955, ainsi qu'à celles relatives aux syndicats de 1959 et aux relations professionnelles de 1967, et qu'elles « corrigeront la rigidité des actuelles procédures de renvoi » et « augmenteront la flexibilité au niveau des heures de travail et d'enregistrement des adhérents syndicaux ».

Le ministère des Ressources humaines, chargé de modifier les lois, n'a pas encore annoncé en quoi consisteront précisément les changements, mais la Fédération des employeurs malaisiens a présenté des propositions sur les éléments qu'ils devraient contenir.

Le MTUC s'est dit préoccupé par plusieurs des propositions de la Fédération, notamment celles relatives à la reclassification des licenciements. Dans le cas des programmes dits de séparation volontaire (VSS), par exemple, les travailleurs devront choisir entre deux options peu enthousiasmantes. Gopal a pris l'exemple de travailleurs d'une usine confrontés à un choix : soit ils signent pour un nouveau contrat de travail dans lequel ils ne seront plus membres syndicaux, soit ils acceptent le VSS. « Rester au sein de la société est encore pire, car il n'y aura plus de syndicat pour protéger les intérêts du personnel et sa sécurité ne sera plus couverte par une convention collective. »

Le MTUC craint que les entreprises recourent de plus en plus à des VSS coercitifs et à des programmes mutuels de séparation (MSS) pour se débarrasser de travailleurs ou pour faire baisser les salaires. « Contrairement aux plans de licenciement, avec des procédures de VSS et de MSS, vous n'avez pas à communiquer vos raisons ni à vous justifier auprès du ministère. Au final, avec ces pratiques, de plus en plus de travailleurs sont obligés d'abandonner leur droit de se syndiquer », conclut Gopal. « C'est du harcèlement antisyndical. »



MALI

| 4

Harcèlement de deux dirigeants syndicaux :

Deux dirigeants syndicaux, le docteur Loseni Bengali, membre du Syndicat national de la santé, de l'action sociale et de la promotion de la femme (le SNS-AS-PF affilié à l'UNTUM) et secrétaire général de la section syndicale de l'hôpital Gabriel Touré, et Youssef Fofana, ex-secrétaire général du Syndicat de la police nationale (SNP affilié à la CSTM), sont demeurés toute l'année 2015 dans la ligne de mire de leur administration. Le premier avait été muté en 2013, une décision arbitraire selon son syndicat qui a mené plusieurs grèves durant l'année notamment pour obtenir sa réaffectation à son ancien poste. Le second, injustement suspendu en 2013 à cause de ses activités syndicales, a fait l'objet d'un harcèlement permanent. Il a finalement été licencié.

Dans le secteur des mines, d'anciens grévistes attendent toujours justice :

Les lenteurs excessives de la justice malienne dans des dossiers de violation des droits syndicaux parfois vieux de plusieurs années ont contribué à envenimer les relations entre les organisations syndicales et les autorités qui, au nom de la séparation des pouvoirs, ont beau jeu de se dédouaner en répétant à l'envi que les procédures judiciaires doivent suivre leur cours. Le secteur minier est le plus concerné. Les syndicats ont dénoncé une nouvelle fois les compagnies minières, les agences de recrutement, la Direction nationale de la géologie et des mines ou encore la Chambre des mines pour la non-réintégration de travailleurs arbitrairement licenciés dont beaucoup de militants syndicaux et le non-paiement de ce qui leur est dû.

Parfois, les jugements ont bien été prononcés, mais les employeurs ne les ont pas appliqués et cela, en toute impunité. Par exemple, Analabs-Morila, qui avait été condamné en 1999 à payer une majoration salariale, ne l'a toujours pas fait, pas plus que n'a été respecté l'accord signé entre les représentants du personnel et la société sur les heures supplémentaires.

La violation des droits syndicaux des travailleurs de la société minière LTA-Mali en grève en 2011 a déjà été documentée par la CSI. L'administration de Kayes avait validé le licenciement de 27 syndicalistes pour exercice abusif du droit de grève et volonté manifeste de nuire à l'entreprise. Le soutien apporté aux grévistes par la Fédération nationale des mines et de l'énergie (FENAME) n'avait pas permis d'empêcher que 30

autres grévistes soient licenciés. Le 25 octobre 2015, ces 57 travailleurs qui attendaient toujours justice ont commencé un sit-in dans la cour de la Confédération syndicale des travailleurs du Mali (CSTM). Fin de l'année, le sit-in se poursuivait.



MAROC

| 3

Dialogue social foulé au pied dans le secteur de l'énergie :

Concernant le processus de privatisation de l'Office national de l'électricité et de l'eau potable (ONEE), le gouvernement a, à plusieurs reprises, témoigné son mépris pour le dialogue social. Environ 9 000 travailleurs de la Fédération nationale des travailleurs de l'énergie (FNTE affiliée à l'UMT) ont mené une grève nationale pour dénoncer la manière avec laquelle les autorités ont foulé au pied un accord-cadre péniblement obtenu au bout de négociations marathons avec la FNTE. IndustriALL a soutenu son affilié marocain et s'est dit « très préoccupé de l'escalade et de l'absence de dialogue social et de négociations avec les représentants des salariés ».

Une victoire syndicale dans les call centers : Après des années de luttes, de brimades et de licenciements (voir notamment l'article de 2014 sur Total Call), quelques dizaines de syndicalistes dont beaucoup de femmes sont parvenus à se faire élire lors des élections professionnelles de juin dans le secteur des call centers. Pour l'Union marocaine du travail qui a mené campagne, cela a été une grande victoire. Onze entreprises ont été syndiquées et près de 20 000 travailleurs sur les 70 000 que compte le secteur sont désormais couverts par la négociation collective. Mais par définition, dans ces unités d'offshoring, la précarité reste de mise. Le 11 juin, les salariés des sous-traitants de SFR, l'opérateur français de téléphonie, se sont mis en grève pour protester contre les rumeurs de délocalisation de la hotline marocaine de SFR vers Madagascar.

Deux nouveaux syndicats durement réprimés en août :

Dans deux entreprises au moins, la mise en place de syndicats UMT a suscité des réactions très hostiles de la part des employeurs. En août, à Maghreb Steel près de Casablanca, la direction a réprimé une grève en suspendant 13 grévistes. En août toujours, à Med Paper près de Tanger, après avoir licencié les dirigeants du nouveau syndicat, l'employeur n'a pas fait dans le détail et a licencié tous les travailleurs ayant participé à une grève organisée en soutien à leurs représen-

tants syndicaux. Une délégation d'*Union Network International* (UNI) de passage au Maroc a pu témoigner des souffrances des travailleurs licenciés de Med Paper. En décembre, la grève a repris chez Maghreb Steel, la direction a fait appel aux forces de l'ordre pour évacuer les grévistes qui occupaient l'usine. Dans les deux cas exposés ici, les employeurs ont justifié les sanctions par les menaces qu'auraient exercé les grévistes envers les autres travailleurs, ainsi que par les dégâts et sabotages à l'outil de travail. Dans un communiqué, la direction de Maghreb Steel a annoncé son intention de punir « ces actes criminels », parlant aussi de « manipulation externe ».

À noter aussi, en juillet, l'Organisation démocratique du travail (ODT) a rapporté un cas de répression envers un syndicat affilié à Honda-Seat à Rabat. Son secrétaire général a été licencié et deux autres dirigeants ont été inquiétés.



MAURITANIE

| 4

Répression d'une grève de dockers : Début avril 2016 à Nouakchott, les forces de l'ordre ont réprimé un rassemblement et une marche de dockers en grève. Deux responsables syndicaux dont le secrétaire de la section locale de la CGTM, Seyedna Ould Mohamed, ont été arrêtés et placés en garde à vue. Les dockers du Port autonome de Nouakchott ont entamé une grève le 4 avril. Ils ont aussi fustigé les tentatives de la direction du port d'imposer comme interlocuteur un syndicat qu'ils ne soutiennent pas et qui s'est opposé à la grève.

Le militantisme anti-esclavagiste sévèrement réprimé :

Le 27 janvier 2016, les autorités locales de Dar Naim ont interdit la tenue d'un meeting organisé par la Confédération libre des travailleurs de Mauritanie (CLTM) avec le soutien de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID). Elles ont justifié cette décision par le caractère « politique » de ce meeting, alors que la réunion devait juste marquer le lancement d'une campagne de sensibilisation sur l'esclavage. Le pays reste fortement confronté à ce fléau, tant dans ses formes traditionnelles que modernes. En 2015, les centrales syndicales ont reçu chaque jour des plaintes de femmes mauritaniennes qui revenaient d'Arabie saoudite où elles avaient clairement été victimes de traite des êtres humains. Ces syndicats ont aussi alerté la CSI et d'autres organisations syndicales internationales que des centaines de

Mauritaniennes continuaient à travailler sous la contrainte en Arabie saoudite. Une forte mobilisation syndicale a ainsi été lancée. Bien que la Mauritanie ait continué à renforcer son arsenal juridique destiné à lutter contre l'esclavage – elle est notamment l'un des premiers pays à avoir ratifié le Protocole de l'OIT de 2014 contre le travail forcé –, en pratique, les exploiters sont rarement inquiétés. En revanche, trois militants anti-esclavagistes notoires ont été arrêtés en novembre 2014 et condamnés en 2015 à deux ans de prison ferme.

Négociations en rade à la SNIM, répression policière à une assemblée du personnel :

Le 6 novembre à Zouérate, les autorités locales ont tenté d'empêcher une assemblée générale des travailleurs de la SNIM. Lorsque ceux-ci ont commencé à rallier le local où allait se tenir la réunion, les forces de l'ordre se sont interposées. Selon la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM), ce barrage sécuritaire n'a pas pu empêcher les travailleurs d'accéder au local syndical. En revanche, les policiers ont poursuivi leurs provocations en utilisant des bombes lacrymogènes dans la salle où se tenait l'assemblée. Début 2015, la SNIM avait connu la plus longue grève de son histoire. Elle avait pris fin le 3 avril avec l'engagement de la direction d'entamer des négociations sociales sur les revendications du personnel, mais début novembre, elle n'avait toujours pas tenu cette promesse. L'assemblée générale avait été organisée pour permettre aux délégués du personnel de faire un compte rendu de leurs démarches infructueuses et de décider des actions à mener.



MEXIQUE

| 4

3.500 travailleurs mexicains en grève contre Arcelor Mittal :

L'affilié d'IndustriALL Global Union, le Syndicat mexicain des Mineurs et des Métallurgistes, aussi appelé « Los Mineros », a lancé une grève contre Arcelor Mittal à l'usine de Lázaro Cárdenas, Michoacán, dans l'ouest du Mexique.

IndustriALL assure de son total soutien les quelque 3.500 travailleurs qui ont entamé cette grève le 4 mars en réponse aux licenciements et violations de leur convention collective de la part de l'entreprise.

Les travailleurs avaient programmé le début de leur grève pour le 4 mars à midi. Cependant, une heure avant son déclenche-

ment, le Conseil fédéral de Conciliation et d'Arbitrage (JFCA) les a informés qu'il avait estimé cette grève inacceptable. Cela ouvrait la possibilité pour le JFCA de déclarer la grève nulle et non-avenue.

Jorge Almeida, Secrétaire régional d'IndustriALL, a écrit au Président du Mexique, M. Enrique Peña Nieto, le jour même pour lui demander d'intervenir immédiatement pour garantir le respect du droit des travailleurs à faire grève et de condamner fermement les violations de la convention collective de la part d'Arcelor Mittal México Hierro.

« L'OIT précise que le droit de grève est l'un des moyens légitimes fondamentaux ouvert aux travailleurs et à leurs organisations pour pouvoir défendre et promouvoir leurs intérêts économiques et sociaux, » écrit Jorge Almeida.

Les travailleurs ont organisé une marche dans l'artère principale de la ville en direction des bureaux d'Arcelor Mittal pour dénoncer les plus de 300 licenciements abusifs perpétrés depuis 2015 et les violations de la convention collective. Ils maintiennent toujours un piquet devant les bureaux de l'entreprise.

Le Département du Travail et de la Sécurité sociale, par le biais du JFCA, a décrit la manifestation comme « l'occupation des locaux d'Arcelor Mittal par les travailleurs » et a exhorté Los Mineros à donner la priorité au dialogue. Dans un communiqué officiel, l'entreprise a décrit la manifestation comme un « blocage illégal » et a déclaré être ouverte à des pourparlers avec le syndicat, en relation directe avec les autorités, au sujet de la reprise des activités.

Le syndicat a publié une déclaration dans laquelle il indique qu'il a tenté à plusieurs reprises une conciliation mais qu'il avait opté pour la grève parce que l'entreprise n'avait pas répondu de manière satisfaisante :

« La grève n'est pas le conflit, elle fait partie d'une procédure pour trouver une solution au conflit. S'il n'en était pas ainsi, les travailleurs n'auraient aucune possibilité de se défendre contre la négligence de l'entreprise à se conformer à la convention collective officielle, » a-t-il expliqué.

Le syndicat a écrit au gouvernement pour lui demander d'assurer le respect du droit national et universel à faire grève, de dénoncer les représailles contre les grévistes et de favoriser la conciliation et le dialogue de sorte à trouver une solution au conflit. Il attend toujours une réponse.

Des travailleurs privés de liberté syndicale à Juárez :

En novembre 2015, à Juárez, ville située à la frontière du Texas avec El Paso, des travailleurs des maquiladoras dans plusieurs usines ont lancé une série de protestations qui se sont poursuivies au début de la nouvelle année. Juárez compte 330 maquiladoras employant quelque 225 000 travailleurs, environ 13 pour cent de la main-d'œuvre de l'industrie des maquiladoras. Seules 17 des plus grandes entreprises détenues par des sociétés des États-Unis, du Japon et d'Europe emploient 69 000 travailleurs.

Les travailleurs chez Foxconn, Lexmark, ADC/Commscope et Eaton réclamaient des hausses salariales, une amélioration des conditions de travail et la liberté syndicale. Les travailleurs ont distribué des brochures, ont manifesté dans les rues, ont organisé des piquets de grève devant les parcs industriels et ont participé à des grèves de la faim. Le salaire de base des travailleurs s'élevait généralement à environ 50 USD par semaine, auquel venaient s'ajouter des primes d'un montant de 40 USD dans une ville dont le coût de la vie est élevé.

Les actes de protestation en décembre concernaient Lexmark, une entreprise multinationale qui fabrique des cartouches d'imprimante et verse aux travailleurs un salaire de 70,10 MXN ou 4,03 USD par jour. Les travailleurs réclamaient une hausse du salaire, qui passerait à 120 MXN ou à 7,00 USD par jour. Le 8 décembre, quelque 700 employés ont procédé à un arrêt de travail pour présenter cette revendication, tout en insistant sur le versement de la prime de vacances annuelle, requise en vertu de la loi mexicaine, qui avait été retenue par l'entreprise.

Le 28 décembre, le Conseil local de conciliation et d'arbitrage (JLCA) a rejeté la demande des travailleurs de créer et d'enregistrer un syndicat local. Au début de l'année, les travailleurs chez Lexmark et à d'autres lieux de travail ont poursuivi leur sit-in, tout en cherchant à s'organiser et à obtenir la reconnaissance des syndicats indépendants.

Violente attaque de la police contre des éducateurs :

La gendarmerie nationale et l'armée mexicaine ont attaqué violemment les travailleurs/euses de l'éducation, les enseignants en formation et les citoyens qui participaient, le 8 décembre 2015, à une manifestation contre l'évaluation punitive de l'école normale du Chiapas, laquelle était effectuée dans la municipalité d'Ocozacoautla, dans l'État du Chiapas. Outre plusieurs militants blessés et détenus, l'attaque policière a entraîné la mort du professeur David Gemayel Ruiz Estudillo, membre de la section 40 (d'État) du *Sindicato Nacional de Trabajadores de la Educación* (Syndicat national des travailleurs de l'éducation - SNTE).



MONTÉNÉGRÓ

| 3

L'Union des syndicats libres du Monténégro appelle à un soutien international contre la loi sur la faillite qui autorise des limitations des droits des travailleurs :

L'Union des syndicats libres du Monténégro a attiré l'attention sur la loi monténégrine sur la faillite, car, conformément à la loi, lorsqu'une procédure d'administration judiciaire est entamée, les salariés peuvent subir d'importantes limitations de leurs droits individuels et collectifs. La question a pris une ampleur indéniable ces cinq dernières années étant donné qu'en si peu de temps, 2.363 sociétés monténégrines ont entamé des procédures de faillite.

Le personnel de ces entreprises a subi un affaiblissement de ses droits malgré leur reconnaissance explicite dans la loi et dans d'autres réglementations. Les salariés de sociétés en faillite semblent n'avoir d'autres choix que de supporter des conditions discriminatoires par rapport aux autres salariés du Monténégro. Plus spécifiquement, en ce qui concerne les droits individuels, ces salariés ne bénéficient pas des droits à des congés annuels, à des congés payés en cas d'incapacité temporaire de travailler, aux heures supplémentaires rémunérées, à bénéficier de la sécurité et la santé au travail, à travailler 40 heures par semaine et à disposer de jours de congé le week-end. Du reste, ils subissent des discriminations au niveau du salaire puisque, conformément à la loi sur la faillite, les administrateurs peuvent les rémunérer le salaire minimum pour un emploi à plein temps et n'ont donc pas à appliquer les dispositions des conventions collectives et des lois sur les rémunérations en vigueur dans le secteur. Outre des limitations des droits individuels, en cas de faillite, l'entreprise peut aussi limiter les droits collectifs : un syndicat ne peut pas organiser ni agir dans de telles sociétés et les travailleurs ne bénéficient d'aucune liberté syndicale.

Affrontements avec la police lors d'une grève de travailleurs d'une mine en faillite :

Les travailleurs de la société minière en faillite Bauxite Mines, à Niksic ont protesté pour leurs salaires impayés. Les salariés, épuisés par trois offres infructueuses, ont manifesté leur désaccord envers la décision de la direction de rejeter une offre de 4,4 millions d'euros de la part de la société locale Neksan, considérée comme insuffisante pour le rachat de l'entreprise. Pour réagir à cette énième interruption de la procédure de vente qui aurait permis au personnel de percevoir enfin ses rémunérations, environ 200

salariés ont décidé de manifester dans les rues et de se diriger vers Niksic. Des policiers ont fait irruption dans la manifestation et l'ont stoppée, mais des mineurs sont parvenus à bloquer les rues. Par l'intermédiaire de leur dirigeant syndical, Borisav Bojanovic, ils ont annoncé qu'ils lèveraient les barrages si la réunion avec le gouvernement portait ses fruits et si le tribunal de commerce, qui a déclaré la faillite de la mine en 2013, acceptait la vente de la société.

Des salariés d'un chantier naval en grève pour des

salaires impayés : Le 30 juin 2015, 126 des 392 travailleurs employés sur le chantier naval Adriatic Shipyard Bijela ont été renvoyés dans la foulée d'une décision du tribunal de commerce d'entamer la procédure de faillite de la société à la suite de quatre échecs de reprise. Le personnel a réagi en faisant grève pour exiger une compensation pour les cinq années sans services et le versement des salaires dus de mars à juin. Une réunion a été organisée entre des représentants du chantier naval et le gouvernement. Les travailleurs ont prévenu que si la réunion ne portait pas ses fruits, ils radicaliseraient leur mouvement de protestation en empêchant les navires de quitter le chantier ou d'y entrer. Cette grève n'est qu'une d'une série entamée par les travailleurs monténégrins en 2015 contre les salaires impayés et l'affaiblissement des droits découlant de procédures de faillite. D'autres arrêts de travail sont survenus notamment chez Metalac, au sein de l'administration locale de Kolasin et dans la société Podgorica Tobacco.



NÉPAL

| 3

La Cour suprême restreint les activités syndicales à la négociation collective :

Le vendredi 10 avril 2015, la Cour suprême du Népal a interdit aux syndicats de participer aux activités politiques et a jugé que les syndicats devaient limiter leurs activités à la négociation collective.

Le jugement de la Cour concernant le rôle et les activités des syndicats répondait à une requête introduite par l'avocat Arjun Kumar Aryal, le 8 avril 2015, demandant que tous les syndicats affiliés à des partis politiques soient déclarés illégaux et qu'un seul syndicat faisant autorité soit mis sur pied. Arjun Kumar Aryal prétendait que les activités politiques des syndicats ternissaient l'image des autorités publiques.

La Constitution provisoire de 2007 du Népal permet aux fonctionnaires et aux travailleurs industriels de former des syndicats pour protéger leurs droits collectifs. La loi sur la fonction publique de 1993 autorise également les fonctionnaires à former des syndicats.



NOUVELLE-ZÉLANDE

| 2

Barrières législatives à la promotion de la négociation

collective : Les modifications apportées à la loi de 2000 relative aux relations de travail, entrées en vigueur en 2015, ont mis en place plusieurs barrières à la négociation collective, dont le droit des employeurs de déroger à la négociation en vue de conclure des conventions collectives multiemployeurs une fois l'avis d'ouverture envoyé (voir 44A-44C de la loi de 2000 relative aux relations de travail). Les employeurs ne doivent fournir aucune raison à cela. Dans les faits, cela bloque la capacité des syndicats de négocier à un niveau supérieur à celui de l'entreprise.

Exclusion des travailleurs de l'industrie du film du droit de négocier collectivement :

Les modifications à la loi sur l'emploi adoptées à la suite du conflit entre Actors Equity et l'industrie du film, soutenue par le géant Warner Brothers, retirent au personnel de l'industrie du film le droit de remettre en question leur statut d'emploi. De ce fait, les travailleurs du film sont désormais considérés comme des entrepreneurs et ne disposent plus des droits de négociation collective : ils n'ont pas le droit de mener des actions collectives pour obtenir une convention collective ou d'avoir accès à différents mécanismes destinés à aider les parties à parvenir à un accord. Individuellement, les entrepreneurs ne bénéficient pas de protections contre les licenciements abusifs et injustifiés, ni de conditions minimales statutaires (comme des salaires minimums), ni de différentes protections incluses dans les contrats de travail comme la bonne foi et la loyauté.

Refus de négocier : Une chaîne nationale de quincaillerie, Bunnings, a unilatéralement modifié les heures de travail et a introduit l'obligation de tours de garde, sans garantie d'horaires fixes. Ces changements ne se justifiaient pas étant donné les bénéfices records de la société. De plus, les modifications ont été adoptées sans tenir compte du débat législatif en cours au parlement en vue d'interdire les contrats sans horaires.

La société a refusé de négocier les changements avec les syndicats.

L'AFFCO a adopté plusieurs modifications peu favorables à ses conditions d'emploi (dont l'absence d'obligation pour la société de réengager des travailleurs après des licenciements saisonniers, des réductions salariales, etc.) et a même refusé de rencontrer les organisations syndicales ou a proposé de nouvelles dispositions inacceptables avec aucune intention apparente de conclure le moindre accord.

Dans son plan pour Rangiuru, Talley's a refusé de négocier les licenciements prévus malgré l'obligation établie dans la convention collective et en dépit de plusieurs demandes de discussion de la part du syndicat. De ce fait, environ 100 salariés ont été renvoyés, tous des membres syndicaux bénéficiant pourtant de plus de sûreté que d'autres travailleurs ayant beaucoup moins d'ancienneté.

La société Fresh Max, un fournisseur d'aliments frais, avait toujours refusé de négocier une convention collective pour protéger son personnel alors que de graves infractions des droits fondamentaux s'y déroulaient, comme du harcèlement sexuel et des agressions, ainsi que du travail des enfants. L'affaire a finalement été résolue lorsque le syndicat FIRST s'est rendu chez Countdown, la société mère de Fresh Max, et a exigé qu'elle fasse pression en s'appuyant sur les obligations et les politiques éthiques de Countdown vis-à-vis de sa chaîne d'approvisionnement.

Il y a aussi eu des cas de refus de négocier s'apparentant à de la discrimination antisyndicale. L'employeur du secteur de l'éducation privée, invité à négocier par l'organisation syndicale qui couvre les enseignants du secteur privé, a menacé son personnel de réduire immédiatement les salaires si le syndicat insistait pour négocier. Les travailleurs menacés ont alors quitté le syndicat et les négociations ont échoué.



PAKISTAN

| 5

Des opérateurs de métiers à tisser mécaniques se voient refuser le droit de négocier : Deux mois et demi après la signature d'un accord assurant à des opérateurs de métiers à tisser mécaniques de Faisalabad le début de négociations sur

les salaires et les droits du personnel, aucune réunion n'avait encore eu lieu. Le 18 septembre 2015, le Labour Qaumi Movement (LQM) avait prévu une longue marche pour mettre en évidence leurs revendications et l'avait annulée lorsqu'il avait reçu l'assurance que leurs préoccupations seraient prises en considération. En décembre, la direction de l'usine n'avait toujours pas consenti à la moindre réunion. Les seules sanctions que les autorités du district ont imposées à l'entreprise étaient de petites amendes.

Travailleurs emprisonnés pour avoir contesté des licenciements illégaux chez Philip Morris : Le 6 janvier 2016, 35 travailleurs ont été arrêtés dans la ville de Mardan pour avoir pacifiquement protesté contre le renvoi soudain de 141 salariés dans une filiale pakistanaise du géant du tabac, Philip Morris International. Le personnel a été informé des licenciements massifs le 21 novembre 2015, à son arrivée au travail.

Avec le soutien du syndicat local, dont le président, Abrar Ullah, figurait parmi les personnes arrêtées, les travailleurs ont organisé une série de protestations continues devant les portes de l'usine après le refus de la direction de discuter des licenciements et alors qu'elle faisait pression sur le personnel pour qu'il accepte les renvois illégaux. Pour accroître encore la pression, la police a été appelée à la porte de l'usine lorsque la manifestation a débuté.

Le 6 janvier, les travailleurs se sont réunis avec leurs responsables syndicaux pour présenter un cahier de revendications à la direction. La police est arrivée et a arrêté 35 manifestants en vertu de la Loi sur le maintien de l'ordre qui autorise une détention pouvant aller jusqu'à 90 jours sans accusation.

En marque de solidarité, une délégation de la *Pakistan Food Workers Federation* (PFWF) a manifesté devant le poste de police à la suite de ces arrestations massives. Les travailleurs arrêtés ont alors été transférés à la prison de Bannu, à 250 kilomètres de Mardan, tristement connue pour héberger des militants talibans.

Grâce à une action urgente coordonnée par l'UITA et des associations de travailleurs de l'alimentation, les 35 personnes ont été relâchées le 10 janvier.

Des représentants des travailleurs licenciés pour avoir exigé des droits : Au cours de la dernière semaine de novembre 2015, 88 salariés de la Denim Clothing Company (DCC) – une usine qui fabrique des vêtements pour des marques internationales comme H&M et Primark – ont été renvoyés pour avoir exigé leurs droits.

Le personnel ne disposait d'aucune sécurité sociale, assurance ou installations médicales, et était faiblement rémunéré sans connaître la date du versement des salaires. Il a donc décidé de présenter ses préoccupations à la direction. Le 26 novembre, les travailleurs ont organisé une réunion au cours de laquelle ils ont donc désigné cinq représentants pour mener les discussions avec la direction. À midi, l'équipe s'est dirigée vers la direction, mais n'a jamais repris le travail. Les membres de l'équipe avaient été renvoyés sur-le-champ.

En marque de solidarité, 83 collègues se sont adressés à la direction pour exiger la réintégration de leurs cinq représentants et ont, eux aussi, été immédiatement licenciés.



PARAGUAY

| 4

Actions antisyndicales à la DINAC : Une grève convoquée, en juin 2015, par l'organisation syndicale de la Direction nationale d'aéronautique civile (DINAC) a donné lieu à des mesures de représailles de la part du gouvernement paraguayen et des autorités de l'institution aéroportuaire.

Le président de la DINAC, Luis Aguirre, a ordonné le licenciement de trois dirigeants syndicaux, qui bénéficiaient de l'immunité syndicale, ainsi que le transfert de plus de 20 fonctionnaires pour avoir participé à la grève.

En outre, l'un des dirigeants syndicaux, Justo Alfonso, a été inculpé d'« obstruction du trafic aérien » et dix autres travailleurs ont été accusés d'« atteinte à l'ordre public ».

Enfin, une juge du tribunal du travail a déclaré illégale la grève, violant la procédure régulière et autorisant la présentation de preuves au-delà de ce que prévoyait la requête. La décision était entachée d'irrégularités, raison pour laquelle la défense des travailleurs a demandé qu'elle soit déclarée nulle.

Des chauffeurs licenciés pour avoir formé un syndicat :

En juin 2015, l'entreprise de transports La Limpeña SRL Línea 49 a licencié 51 chauffeurs pour avoir formé un syndicat afin d'améliorer les conditions de travail pour tous les travailleurs/euses. Quelques jours plus tard, les conducteurs licenciés se sont crucifiés avec des clous et ont entamé une grève de la

faim devant les ateliers de l'entreprise en vue d'attirer l'attention sur leurs revendications syndicales.

Persécution antisyndicale chez Citibank : En juillet 2015, la Confédération syndicale des travailleurs et des travailleuses des Amériques (CSA) a dénoncé les abus commis par la banque Citibank à l'encontre de M. Oscar Ricardo Paredes Dürlling, ancien fonctionnaire de la succursale de Citibank N.A. au Paraguay et ancien membre du Comité exécutif du syndicat des employés de Citibank Paraguay.

Selon la CSA, Citibank s'est efforcée, pendant plusieurs années, de tenter d'obtenir, par divers moyens illicites et anticonstitutionnels, la démission de Paredes Dürlling. Par conséquent, après 34 années de service, le syndicaliste ne perçoit plus de salaire ni de pension, contraint d'engager des poursuites devant le tribunal du travail afin de faire valoir ses droits.



PÉROU

| 3

Camposol refuse de respecter la convention collective :

Camposol, la plus grande entreprise agricole d'exportation au Pérou, engage la grande majorité de sa main-d'œuvre de plus de 13 000 travailleurs sur la base de diverses formes de contrats temporaires. La direction de l'entreprise exerce régulièrement des représailles contre les travailleurs qui s'affilient à un syndicat ou déposent des plaintes, en les obligeant à prendre des « congés temporaires » ou en refusant de renouveler leur contrat à court terme. En 2013, l'entreprise a refusé de respecter une convention collective en vigueur et a même engagé des poursuites inconsidérées contre les dirigeants syndicaux pour avoir exercé leur droit de grève.

Tactiques antisyndicales par l'entreprise Agrícola Virú :

Agrícola Virú, l'une des plus grandes entreprises agricoles d'exportation au Pérou, emploie plus de 8 000 travailleurs, principalement sur la base de contrats temporaires et saisonniers. Selon un rapport récent, l'entreprise a eu recours à une vaste gamme de tactiques antisyndicales en vue de priver les travailleurs de leur liberté syndicale, notamment le harcèlement de membres et de dirigeants syndicaux menacés de suspension et de licenciement. En 2013, l'entreprise a porté plainte pour diffamation contre un dirigeant syndical pour être

intervenu dans un programme de radio locale sur les piètres conditions de travail dans le secteur agricole.

Un mort durant une grève dans la mine de fer de Nazca :

Un travailleur a perdu la vie et 200 autres auraient été blessés lorsque la police a tiré des coups de feu contre les mineurs en grève qui bloquaient une autoroute près de la mine de fer de Shougang Hierro Peru à Marcona, province de Nazca, dans la région côtière d'Ica, Pérou, le 25 mai. Un autre travailleur au moins a été blessé par balle. Les vidéos diffusées dans les médias au Pérou montrent que les travailleurs criaient « ne tirez pas, ne tirez pas » aux forces de la police nationale. La grève avait été convoquée par la fédération syndicale FNTMMSP pour protester contre le licenciement de plus de 80 travailleurs par le sous-traitant Coopsol. Les grévistes appuyaient également les revendications de la communauté concernant une réduction des tarifs de l'électricité et un projet d'eau potable. Les 963 travailleurs à la mine ont participé à la grève et l'entreprise n'a pas engagé de travailleurs sous contrat pour les remplacer alors qu'elle poursuivait les pourparlers avec la FNTMMSP. Le 18 mai, la FNTMMSP a convoqué une grève nationale pour protester contre les décrets du gouvernement permettant un plus grand recours aux sous-traitants dans le secteur minier. La FNTMMSP a suspendu la grève nationale le 27 mai. Le complexe de Marcona, la plus grande mine de fer du Pérou, est détenu par le plus grand producteur de fer de la Chine, le groupe Shougang. La mine avait également été paralysée par des grèves en 2009 et en 2007.

Attaque contre des travailleurs péruviens en grève :

Plusieurs milliers de travailleurs de l'entreprise d'asperges et d'artichauts Sociedad Agrícola Virú (SAV), établie dans le nord du Pérou, ont cessé de travailler, le 22 avril 2015, pour protester contre ce qu'ils considéraient comme une fraude par leur employeur.

Pour la troisième année consécutive, l'entreprise a déclaré une perte financière aux autorités fiscales, mais le syndicat a considéré que ce n'était qu'une manipulation des comptes pour éviter de partager les bénéfices avec les travailleurs.

Au moins deux travailleurs ont été blessés lorsque la police antiémeute, à laquelle l'entreprise a fait appel, a dispersé les grévistes en leur tirant des balles en caoutchouc.

Le secrétaire général du syndicat SITESAV, Genaro Quispe Ventura, a indiqué que les deux travailleurs blessés étaient soignés à la clinique locale. Il a déploré que l'entreprise ait réagi par la répression au lieu du dialogue. La police a nié avoir ouvert le feu sur les travailleurs qui protestaient, prétendant qu'elle n'avait agi qu'en légitime défense.



PHILIPPINES

| 5

Des membres du syndicat licenciés lors d'une fusion :

Le 30 décembre, 11 coursiers et concierges ont été licenciés par la Planters Development Bank, qui a récemment fusionné avec la China Bank Savings Inc., lors de négociations pour une nouvelle convention collective. Leur syndicat, *Planters Development Bank Employees Association* (PDBEA), a tenté d'obtenir la garantie du maintien en place pour les salariés, dont la plupart sont des responsables syndicaux. L'*Ecumenical Institute for Labour Education and Research, Inc.* (EILER) pense que ces renvois étaient destinés à saper le processus de négociation collective et à affaiblir le syndicat. L'objectif était visiblement de remplacer les personnes renvoyées par des travailleurs contractuels.

Une société bananière interfère dans le choix du syndicat et bloque la négociation collective :

L'Association of Democratic Labour Organisation (ADLO), une fédération de la centrale nationale *Kilusang Mayo Uno* (KMU), a été confrontée à ce qu'elle a décrit comme une « campagne de dénigrement » de la KMU dans la société bananière japonaise Sumifru. L'association a été créée en octobre 2014 pour représenter le personnel de l'entrepôt frigorifique au Port AJMR Sumifru, à Davao City. La campagne semblait être une tentative pour stopper la négociation collective et incluait des appels aux membres du syndicat, leur ordonnant d'arrêter de soutenir le syndicat.

Sumifru favorisait le syndicat jaune, *Southern Philippines Federation of Labour* (SPFL), qui n'a pas reçu la faveur des travailleurs et dont ils se sont désaffiliés le 6 août. Un mois plus tard, ils se sont officiellement affiliés à ALDO-KMU auprès de qui ils avaient cherché des conseils et un soutien pendant les trois dernières années.

Le 14 septembre 2015, le syndicat a présenté sa proposition de convention collective à Sumifru. Conformément à la loi, l'employeur doit présenter une contre-proposition dans les dix jours, mais Sumifru n'en a rien fait jusqu'au 9 octobre lorsqu'il a remis en cause le droit d'ADLO-KMU de représenter les travailleurs au cours des négociations.

Il était évident que la direction n'avait aucune intention de négocier et finalement, le 16 octobre, la main-d'œuvre a organisé un piquet pour protester et exiger que la société présente sa contre-proposition et commence à négocier.

Le syndicat s'inquiétait aussi que Sumifru avait commencé à engager de nouvelles personnes, en surnombre par rapport au nombre nécessaire pour les activités. Cela présageait de leur remplacement sur le lieu de travail, compte tenu du passé d'infractions aux droits et de comportements antisyndicaux de Sumifru.

Carlo Olalo, porte-parole de KMU Southern Mindanao, a expliqué que la société était connue depuis longtemps pour harceler les syndicats et violer les droits de la main-d'œuvre. À la fin du mois, aucun progrès n'avait été enregistré, ce qui a engendré d'autres protestations.

Répression violente de travailleurs grévistes d'une

distillerie : Des travailleurs d'une distillerie en grève ont subi une forte répression alors qu'ils montaient un piquet. Le 18 mai 2015, des travailleurs temporaires de la distillerie Tanduay, organisés sous le nom de Tanggulan, Ugnayan, Daluyan ng Lakas ng Anakpawis ng Tanduay Distillers Inc. (TUDLA), ont entamé une grève pour protester pour avoir été licenciés alors qu'ils avaient tenté de s'organiser (voir article précédent). Ils ont décidé de faire un piquet de grève devant l'immeuble de Tanduay, aux portes du complexe d'Asia Brewery.

Le premier jour, la direction a tenté par deux fois de disperser les travailleurs en recourant à des canons à eau. Ils avaient aussi dû essuyer des attaques de la part de policiers et de gardes de sécurité de la société qui ont frappé les grévistes avec des matraques et leur ont jeté des pierres et des bouteilles. Le lendemain, des gardes de sécurité ont jeté des bouteilles et des pierres sur le piquet de grève, blessant des grévistes. La zone s'est recouverte d'éclats de verre et au moins 50 grévistes ont été blessés.

Les travailleurs grévistes demandaient des contrats permanents. Le 22 juin, le bureau régional du ministère du Travail et de l'Emploi (DoLE) a émis un ordre obligeant Tanduay de régulariser les travailleurs temporaires grévistes. La société a contre-attaqué en faisant appel. Le 25 août, le bureau national du DoLE a émis une décision dans laquelle il confirmait l'ordre de son bureau régional.

La société n'a pas respecté l'ordre et le 22 septembre, TUDLA a organisé une autre grève et une manifestation de protestation. La direction a une fois encore répondu par la violence : lorsque les manifestants grévistes sont arrivés à la brasserie, ils ont été accueillis par des pierres que leur jetaient les gardes de sécurité de la société pendant qu'un camion de pompier d'Asia Brewery les canardait d'eau. Il semblerait également qu'un véhicule de police à l'arrière du cortège ait tenté d'écraser des manifestants. Une vidéo publiée par l'*Ecumenical Institute*

for Labour Education and Research, Inc. (EILER) montre la voiture de police arrivant à la porte de la société à toute vitesse et s'approchant dangereusement des manifestants. L'un des policiers a également tiré deux coups de feu en marque d'avertissement.



ROYAUME-UNI

| 3

Des syndicalistes intentent des poursuites devant la haute Cour contre des sociétés de construction pour l'établissement illégal de listes noires :

Des décennies de controverses entre des travailleurs de la construction et des sociétés qui les avaient placés sur une liste noire a finalement été portée devant la haute Cour. Sept cents personnes, représentées par les organisations GMB, Ucat et Unite, ont entamé des poursuites pour obtenir une indemnisation de la part de huit grandes sociétés de construction. Ce n'est que l'année dernière que ces sociétés ont reconnu qu'elles établissaient des listes noires alors que le recours à de telles listes dans le secteur de la construction avait été dévoilé en 2009. C'est à cette époque que les bureaux de la *The Consulting Association* (TCA) avaient été perquisitionnés par des agents du commissaire à l'information. Ils avaient recopié les dossiers personnels de plus de 3.000 travailleurs, militants et syndicalistes refusés parce que considérés comme des « semeurs de trouble ». Il s'agissait de personnes actives au sein des syndicats ou de campagnes politiques, ou encore de personnes qui soulevaient des questions de sécurité et de santé sur les chantiers.

Les huit grandes sociétés avaient adressé une lettre d'excuses à la haute Cour de Londres pour leur participation à ces pratiques de listes noires. En février de cette année, les entreprises de construction ont reçu l'ordre de payer des millions de livres sterling en indemnisations à 71 travailleurs qui figuraient sur ces listes illégales.

Projet de loi : En mars 2016, le projet de loi sur les syndicats présenté au Parlement ajoute d'autres obligations à la procédure confuse que les syndicalistes doivent suivre avant de mener une action de grève. Ses principales dispositions prévoient : de nouveaux seuils pour les scrutins (au moins 50 pour cent de participation pour toutes les grèves et, dans les services publics importants, au moins 40 pour cent des membres ayant le droit de voter doivent être favorables à la

grève [clauses 2 et 3]) ; une obligation à fournir des préavis détaillés pour les grèves (clause 4) ; une période plus courte pendant laquelle des grèves peuvent être menées (clause 8) ; des contraintes supplémentaires pour les piquets, exigeant qu'un responsable soit présent à tous les piquets (clause 9) ; de nouvelles règles limitant la participation des membres à des fonds politiques (clauses 10 et 11) ; des restrictions sur le temps syndical – le temps que les responsables syndicaux consacrent à leurs tâches syndicales – dans le secteur public (clauses 12 et 13) ; une interdiction des déductions des cotisations syndicales directement du salaire dans le secteur public (clause 14). Il prévoit aussi des changements connexes, dans d'autres réglementations, permettant aux employeurs de recourir à des travailleurs temporaires pour remplacer le personnel gréviste. En dépit d'une farouche opposition de la part des syndicats et de différents acteurs de la scène politique (de députés conservateurs à des membres du parlement du parti travailliste) et de critiques émises par la Commission d'experts du BIT, les autorités n'ont apporté que des modifications mineures au projet.

La banque Lloyds supprime la reconnaissance du syndicat le plus important de son personnel :

La banque Lloyds a supprimé la reconnaissance du syndicat le plus important de son personnel, le *Lloyds Trade Union*. L'organisation syndicale, créée il y a plus d'un siècle, représente plus de 25.000 membres du personnel de la plus grande banque de Grande-Bretagne. La décision d'exclure le syndicat des négociations officielles sur les conditions salariales et de travail dans la banque fait suite à l'opposition énergique du LTU aux changements apportés au régime de retraite de Lloyds, à sa demande d'organisation d'un scrutin industriel et à l'obtention de millions de livres pour 10.000 membres féminines du personnel à la suite d'une longue bataille juridique. Selon Mark Brown, secrétaire général du LTU, « nous sommes une épine dans le pied de Lloyds qui nous le fait payer, mais nous ne cesserons pas » ; il a qualifié la décision de la banque de représailles pour des activités syndicales.

pour les frais judiciaires et sur les tarifs du barreau, ainsi que par le manque de possibilités offertes aux travailleurs d'être représenté par une autre personne qu'un avocat (comme un représentant syndical). En outre, les procédures judiciaires, surtout quand elles ont trait au travail, sont particulièrement longues. En première instance, il faut compter environ quatre ans, mais dans bon nombre de cas, les procédures peuvent durer jusqu'à huit ans. En cas d'appel, il faut compter environ sept ans. NEZAVISNOST a déjà demandé au gouvernement d'établir des procédures et des tribunaux séparés pour les cas liés au travail pour accélérer l'accès à la justice, mais n'a pour le moment pas été entendu. De plus, le manque d'indépendance du pouvoir judiciaire et ses liens avec le gouvernement soulèvent beaucoup d'inquiétudes.

Négociations de mauvaise foi : Il est fréquent que le gouvernement négocie de mauvaise foi, au niveau national ou au niveau des entreprises (en tant qu'employeur). Tel a été le cas de négociations menées au sein de l'Institut de géodésie de la république à la suite d'une action de grève. Le gouvernement a formé un groupe de travail pour rédiger un programme de réforme pour l'institut qui devait déterminer le nombre optimal d'emplois pour cette institution. La rédaction du programme devait avoir lieu dans un délai convenu. Le gouvernement a diffusé dans la presse des informations relatives à l'accord et à la résolution du conflit. Pourtant, dans la pratique et contrairement à ce que les autorités ont indiqué, le groupe de travail a été incapable de remplir sa mission, car ses membres gouvernementaux ont refusé de planifier une réunion et d'envisager le travail en fonction du calendrier établi. D'autres cas de manipulation de l'opinion publique au travers des médias contrôlés par l'État ont eu lieu lors du différend à propos du projet de loi sur le système salarial dans les services publics que les syndicats jugent inacceptable. Deux représentants de confédérations syndicales ont émis un préavis de grève. Contrairement aux faits, plusieurs ministres et le premier ministre ont annoncé dans les médias que le gouvernement avait accepté toutes les revendications syndicales. Cette information a généré énormément de confusion au sein du public et des militants syndicaux pendant que le gouvernement poursuivait son processus législatif.

Il est aussi fréquent que les négociations se prolongent sans raison au niveau sectoriel ou des entreprises, ce qui mène à l'impossibilité de conclure un accord. Tel a été le cas lors des négociations relatives à la convention collective sectorielle pour les travailleurs de la maternelle à Belgrade où la ville de Belgrade est l'employeur, et lors de négociations pour l'accord sectoriel pour les salariés de l'école maternelle et d'institutions d'enseignement supérieur de la république de Serbie.



SERBIE

| 4

Absence de recours judiciaire : L'accès à une protection judiciaire en cas d'infraction des droits au travail est limité par la haute Cour et par les coûts légaux imposés par les lois

Ingérence dans l'organisation syndicale du secteur militaire :

Même si la loi prévoit le droit d'organiser dans le secteur militaire, il est très difficile dans la pratique pour les syndicats d'exercer ce droit. Les décrets relatifs au droit syndical dans l'armée prévoient que les activités syndicales aient lieu au niveau d'une brigade et que les problèmes soient résolus au niveau du commandement de la brigade. Les syndicats qui disposent d'une structure différente, incompatible avec l'organisation de l'armée, comme NEZAVISNOST, rencontrent de sérieux problèmes dans leurs activités de syndicalisation. Il n'est possible de rendre visite à certaines unités qu'avec l'autorisation des supérieurs et lorsque le commandement estime que l'organisation n'interférera pas avec les affaires militaires. Ces critères discrétionnaires sont souvent utilisés à mauvais escient par le commandement. Lors de la campagne d'organisation qui a eu lieu devant le ministère de la Défense, ce dernier est directement intervenu et a interdit la diffusion des dépliants syndicaux, estimant qu'ils révélaient des informations classifiées (par exemple, des informations relatives à la situation matérielle des employés de l'armée de Serbie).



SWAZILAND

| 5

Des dirigeants syndicaux arrêtés après un défilé pour exiger la publication du rapport sur les salaires :

Mcolisi Ngcamphalala, membre de la *Swaziland National Association of Teachers* (SNAT) et Mbongwa Dlamini, président de la section régionale de Manzini de la SNAT, ont été arrêtés le 4 février à la suite d'un défilé de fonctionnaires, la veille, pour donner une pétition au bureau du Premier ministre. Environ 300 fonctionnaires ont participé à la marche pour exiger la publication retardée du rapport de révision des salaires de la fonction publique, achevé en octobre 2015.

Des piquets ont été organisés tous les mercredis pour dénoncer le secret entourant le rapport. Au Swaziland, les fonctionnaires n'ont pas le droit d'organiser des manifestations de protestation et se sont donc contentés d'événements plus souples et à petite échelle, comme des piquets, pour souligner leurs revendications. Finalement, ils ont décidé de se rendre au bureau du premier ministre pour lui donner la pétition.

Des policiers de l'unité des crimes graves, connue sous le nom d'escadron antiterroriste, ont perquisitionné les domiciles

de Mcolisi Ngcamphalala et de Mbongwa Dlamini le 4 février 2016. Tous deux sont accusés d'avoir enfreint la loi sur l'ordre public en obstruant les rues menant aux bureaux du cabinet et ont été détenus avant d'être libérés moyennant une caution de 1.000 lilangenis (60 dollars USD) chacun en attendant leur procès.

Des fonctionnaires de la *Swaziland National Association of Teachers* (SNAT), du *Swaziland Democratic Nurses Union* (SWADNU), de la *National Association of Public Servants and Allied Workers* (NAPSAW) et de la *Swaziland National Association of Government Accounting Personnel* (SNAGAP) ont encore fait une tentative pour remettre leur pétition lors de l'ouverture officielle du Parlement le 12 février, mais ils en ont été empêchés par la police.

La police empêche des représentants syndicaux des services publics d'assister à une audience :

Le 24 novembre, le gouvernement a présenté une demande urgente à la haute Cour pour empêcher les associations du secteur public (PSA), composées de la *Swaziland National Association of Teachers* (SNAT), de la *Swaziland National Association of Civil Servants* (SNACS), de la *Swaziland Nurses Association* (SNA) et de la *Swaziland National Association of Government Accounting Personnel* (SNAGAP), de pénétrer dans les locaux du ministère. La PSA avait prévu de se rendre au ministère des Services publics pour exiger la publication d'un rapport de révision des salaires. Le ministère a fait cette requête urgente, car il estimait que la visite prévue était une forme d'action de protestation.

Toutefois, lorsque les représentants des quatre organisations, tous cités dans l'affaire, sont arrivés à la haute Cour pour prendre connaissance de la décision, la police les a empêchés de rentrer. Le juge a émis une décision provisoire en faveur du gouvernement, empêchant les syndicats du secteur public de mener à bien leur action de protestation.

L'action de la PSA s'appuyait sur une frustration générée par des retards répétés. Un consultant a été prié de mener un examen des salaires des fonctionnaires au début du mois de septembre dans la foulée d'engagements pris par l'équipe de négociation du gouvernement lors du forum commun de négociation avec la PSA. Bien que prêt et en dépit d'une promesse de publier le rapport le 25 octobre, le gouvernement a estimé que les syndicats n'avaient pas à le consulter parce qu'il n'avait pas été présenté au cabinet. Les organisations syndicales estimaient que le gouvernement méprisait complètement les syndicats et le processus de négociation.

Techniquement, les syndicats du secteur public ne sont pas autorisés à rejoindre des conseils de négociation ou des

conseils de conciliation et de médiation, et sont donc obligés de s'appeler « associations ». Les agents de la fonction publique ne sont pas autorisés à mener des activités syndicales à temps plein et n'ont souvent pas le droit de voyager à l'étranger pour participer à des activités syndicales internationales.



SUISSE

| 2

La Suisse ne modifie pas sa législation du travail pour éviter les renvois antisyndicaux :

La législation suisse ne prévoit pas de réintégration en cas de licenciement discriminatoire de syndicalistes et le seul recours légal prévu est l'indemnisation. En cas de renvoi injuste et discriminatoire, la loi suisse prévoit jusqu'à six mois de salaire d'indemnisation, même si la moyenne varie d'un à trois mois. En fin de compte, l'indemnisation due conformément à la loi suisse est si faible que les entreprises estiment souvent qu'elle vaut la peine d'être payée pour se débarrasser d'individus gênants et n'a donc aucun effet dissuasif sur les licenciements discriminatoires. C'est la raison pour laquelle l'Union syndicale suisse s'est plainte auprès du gouvernement et lui a demandé de modifier la loi. En janvier 2011, en réponse à la requête syndicale, le gouvernement suisse a rédigé un projet de loi en vue d'une révision partielle du Code des obligations, augmentant de six à douze mois l'amende maximale en cas de fin de contrat antisyndicale. Toutefois, en réaction à des attaques de la part d'employeurs, le gouvernement a suspendu le projet de loi et les travailleurs suisses sont coincés depuis plus de dix ans dans cette situation d'absence de protection contre des renvois antisyndicaux.



THAÏLANDE

| 4

Une compagnie aérienne tente de se débarrasser d'un syndicat en le poursuivant pour dommages et intérêts :

Le 10 août 2015, quatre dirigeants syndicaux du syndicat thaïlandais TG de Thai Airways International ont été priés de payer plus de neuf millions de dollars US en dommages et

intérêts à Thai Airways dans une affaire liée à des protestations pacifiques menées en 2013 qui avaient débouché sur une convention collective

La convention collective a été signée par le syndicat et la direction en janvier 2013 à la suite d'un mouvement de protestation de deux jours motivé par les salaires et la sécurité de l'emploi. L'accord conclu prévoyait une revalorisation des salaires et des avantages non seulement pour les employés, mais également pour les cadres – dont le président faisant fonction de l'époque. Pourtant, un an plus tard, en janvier 2014, Thai Airways est allée en justice pour réclamer 9.281.349 USD de dommages et intérêts à quatre des responsables syndicaux signataires de la convention collective et le tribunal s'est prononcé en faveur de la compagnie aérienne en août 2015.

En janvier 2016, le syndicat thaïlandais TG, conjointement à la Confédération des travailleurs des entreprises de l'État (SERC) et à la Fédération internationale des ouvriers du transport (ITF) ont déposé plainte auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT) concernant l'inaction du gouvernement thaïlandais en matière de protection des droits des travailleurs. Plus précisément, la plainte fait valoir que la liberté syndicale n'a pas été garantie par la loi.

Une nouvelle législation invoquée pour réprimer une manifestation pacifique et intimider des dirigeants :

Le 6 janvier 2016, trois unités de policiers, soutenues par des militaires, ont été chargées de disperser une manifestation à laquelle participaient 500 travailleurs lock-outés par l'équipementier automobile japonais en pièces détachées, Sanko Gosei, devant le ministère du Travail. Le gouvernement thaïlandais a invoqué de nouveaux pouvoirs en vertu de la Loi 2015 sur les réunions publiques qui prévoit une peine pouvant aller jusqu'à dix ans d'emprisonnement pour avoir causé des troubles ou une interruption des services publics.

Plus de 600 travailleurs et travailleuses de Sanko Gosei, tous membres du syndicat, ont été lock-outés le 20 décembre 2015, après l'échec des négociations sur une nouvelle convention collective et sur des primes. L'entreprise affirme que c'était non rentable. Pourtant, dans le même temps, du personnel occasionnel a été engagé pour remplacer les salariés lock-outés. Le syndicat des travailleurs de Sanko Gosei accuse l'entreprise de se servir du conflit pour se débarrasser de l'organisation et remplacer le personnel permanent par des sous-traitants.

Après la dispersion de la manifestation, deux dirigeants syndicaux, Chalee Loysoong, vice-président du Comité thaïlandais de solidarité syndicale (TLSC) et Amorndech Srimuang, président

du syndicat des travailleurs de Gosei Sanko, ont été interrogés par les autorités. Pendant ce temps, leurs téléphones et pièces d'identité leur ont été temporairement confisqués et ils ont été escortés à tout moment, même pour se rendre aux toilettes. Les dirigeants syndicaux avaient pris part dans la journée à des négociations de médiation avec Sanko Gosei et le ministère du Travail, tandis que le rassemblement avait lieu devant le bâtiment.

Les intimidations se sont poursuivies le lendemain lorsque Wilaiwan Saetia, présidente du TLSC, a été suivie de l'usine jusqu'à sa maison par quatre ou cinq militaires en uniforme et en civil. Yongyut Mentapao, vice-président du TLSC, a aussi fait savoir qu'il avait été suivi par des militaires et des policiers d'unités non identifiées.

La semaine suivante, le mercredi 13 janvier 2016, vers 8 heures du matin, cinq militaires ont rendu visite à Wilaiwan Saetia au bureau syndical de Om Noi/Om Yai dans la province de Samut Sakhon. Après la discussion, qui a duré jusqu'à 23 heures, les militaires ont fait valoir leur pouvoir en vertu de la section 44 de la Constitution intérimaire qui leur octroie le pouvoir absolu pour maintenir la sécurité et ont fait savoir à la dirigeante du TLSC qu'elle devait désormais informer l'armée avant de prendre politiquement position.

L'organisation impossible tant dans la loi que dans la pratique :

La loi thaïlandaise ne reconnaît pas les droits syndicaux de la majorité des 39 millions de travailleuses et de travailleurs du pays. Les restrictions imposées à l'organisation font qu'il est très difficile pour des travailleurs temporaires d'adhérer à un syndicat alors que la moitié des salariés de la main-d'œuvre industrielle thaïlandaise est employée à temps partiel. Le recours à un des contrats temporaires est fréquent et limite fortement la syndicalisation, tandis que la loi interdit aux travailleurs migrants – qui forment environ 10 pour cent de la main-d'œuvre – de s'organiser ou d'occuper un poste à responsabilités au sein d'un syndicat. Cette situation et une série d'infractions aux droits au travail ont poussé la Fédération syndicale internationale IndustriALL à déposer plainte auprès de l'Organisation internationale du Travail (OIT) le 7 octobre 2015, Journée mondiale pour le travail décent, motivée par des violations de la liberté syndicale et du droit de syndicalisation. IndustriALL souligne que la législation thaïlandaise ne garantit pas les droits à la liberté syndicale et à la négociation collective, des droits fondamentaux, à environ 75 pour cent de sa population active, soit quelque 39 millions de travailleurs. C'est ainsi que la Thaïlande affiche le plus faible taux de syndicalisation de toute l'Asie du Sud-est, avec 1,5 pour cent.

La plainte reprend 18 cas d'infractions aux droits syndicaux fondamentaux, y compris des travailleurs licenciés simplement parce qu'ils adhéraient à une organisation syndicale. Dans l'un de ces cas, une entreprise a congédié et remplacé 60 pour cent de ses effectifs par des travailleurs migrants pour empêcher la formation d'un syndicat. Il est aussi difficile pour les salariés de demander des réparations. Même lorsque les tribunaux déclarent les licenciements illégaux, les autorités ne font pratiquement rien pour faire exécuter la décision judiciaire. On permet aux entreprises de continuer à exclure et à intimider les dirigeants syndicaux impunément.



TUNISIE

| 4

Le Nobel de la paix sur fond de grave crise sociale et économique :

Le 9 octobre, le prix Nobel de la paix a été décerné au « quartet » de Tunis, établi à l'initiative de l'UGTT et qui regroupe aussi l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH) et l'Ordre national des avocats de Tunisie. Ces quatre organisations ont été récompensées pour avoir négocié la transition démocratique du pays et l'adoption d'une Constitution fondée sur les droits humains fondamentaux en évitant les affrontements sanglants dont ont été victimes d'autres pays durant le Printemps arabe. Le pays se trouvait dans l'impasse en 2013 quand ces quatre organisations ont lancé ce fameux « dialogue national ».

Mais rien n'est gagné. Un rapport de 2015 sur le dialogue social tunisien commandité par la Fondation Friedrich Ebert Stiftung a fait l'inventaire des obstacles à surmonter pour permettre de le réformer en profondeur et a conclu en soulignant l'importance de l'éducation et de la formation adaptée au système productif actuel ainsi que d'une meilleure gouvernance des institutions publiques et privées.

Le pays est secoué par une crise économique majeure. Le tourisme, un des piliers de l'économie, est totalement sinistré du fait du terrorisme. Depuis la Révolution, le pouvoir d'achat aurait baissé de 40 pour cent en quatre ans et le nombre de pauvres aurait augmenté de 30 pour cent. La hausse des salaires est réclamée par les syndicats, les mouvements sociaux et les grèves se sont multipliées. Quelques jours après l'attribution du prix Nobel, une réunion importante pour la

reprise du dialogue social a été annulée du fait de l'absence de l'UTICA. L'UGTT a été l'objet de violentes attaques dans les médias. Elle a répliqué en soulignant l'importance d'unir les efforts nationaux, chacun selon sa capacité, tout en refusant que les salariés supportent seuls le poids des répercussions de la crise.

La presse précarisée et menacée : Outre les menaces sur la liberté de la presse, le Syndicat national des journalistes tunisiens (SNJT) a eu fort à faire pour défendre ses membres face à leurs employeurs. De très nombreux journalistes ont été arbitrairement licenciés en 2015. Selon le SNJT, les journalistes travaillent dans une grande précarité, sans compter la répression et les dangers qu'ils encourent. Près de trois quarts des journalistes de la presse écrite ne sont pas concernés par les conventions collectives et n'ont pas de contrat de travail clair.

Un décret antiterroriste liberticide : Après l'attentat de Sousse, le 4 juillet, le président tunisien a décrété l'état d'urgence pour un mois. Les organisations des droits humains ainsi que l'UGTT ont exprimé leurs craintes que ce décret ne restreigne la liberté d'expression, de réunion et d'association ainsi que les droits syndicaux ; l'exécutif pouvant interdire toute grève ou manifestation considérée comme menaçant l'ordre public et interdire toute réunion de nature à provoquer ou entretenir le désordre. Fin juillet, l'état d'urgence était prolongé pour deux mois. Entretemps, le Parlement a adopté une nouvelle loi antiterroriste, critiquée par la société civile parce qu'elle pourrait conduire à des dérives liberticides.

Dans ce contexte sécuritaire, à Tunis le 1^{er} septembre, les forces de l'ordre ont réprimé des manifestants, notamment devant le siège de l'UGTT. Ils ont été violemment dispersés. Certains ont été frappés, d'autres arrêtés, comme Lasaad Yakoubi, secrétaire général de l'Union des écoles secondaires ou Nejib Sellami de l'UGTT. Ils ont été relâchés après avoir été détenus pendant une heure dans un poste de police. Les manifestants protestaient contre le projet de loi sur la réconciliation dans le domaine économique et financier, une loi d'amnistie qui permettrait à des hommes d'affaires ayant tiré profit du système de Ben Ali. La loi a été notamment dénoncée par l'UGTT. Les violences policières les plus graves ont eu lieu à Sfax le 6 septembre. L'état d'urgence a été levé le 2 octobre avant d'être réinstauré le 24 novembre après un nouvel attentat ayant causé la mort de 12 membres de la garde présidentielle à Tunis. À Tunis et dans les environs, la mesure a été assortie d'un couvre-feu de 21 à 5 heures du matin.



L'usine Hugo Boss continue de harceler le syndicat du textile : Début mars 2015, le syndicat turc des travailleurs du textile, du tricot et de l'habillement (TEKSIF) a signalé que la direction de l'usine Hugo Boss d'Izmir continuait de licencier des membres et des partisans du syndicat. Les atteintes à l'encontre du syndicat ont commencé peu après le début de la syndicalisation des travailleurs/euses, trois ans plus tôt.

Des procédures judiciaires extrêmement longues ont révélé que 20 sympathisants syndicaux avaient été licenciés illégalement entre 2011 et 2014. Début 2015, huit autres cas étaient encore en instance. La Haute Cour d'appel a confirmé que ces travailleurs avaient été licenciés par Hugo Boss en raison de leur adhésion au syndicat et a ordonné leur réintégration mais, au lieu de cela, la direction a préféré leur verser une indemnité.

Les licenciements ont continué. La direction a mis à pied trois autres partisans du syndicat en février 2015. À aucun moment, la direction du site d'Izmir n'a accepté les propositions du TEKSIF de recourir au dialogue social pour régler les problèmes, et la direction internationale n'est jamais intervenue non plus. IndustriALL, la fédération syndicale internationale à laquelle le TEKSIF est affilié, a contacté le directeur général d'Hugo Boss en août 2014 pour solliciter son intervention et ainsi mettre un terme aux violations et engager un dialogue social constructif à l'usine, mais le directeur a menacé d'intenter une action en justice et de décliner toute responsabilité dans l'affaire.

Menaces et mise à pied de travailleurs du cuir nouvellement syndiqués : Le fabricant de sacs à main SF Leather, qui fournit essentiellement la marque de luxe Mulberry, a licencié 14 employé(e)s qui avaient adhéré au syndicat Deriteks en mars 2015. Deriteks venait de commencer à organiser les travailleurs de l'usine, située dans la zone franche de la mer Égée, à Izmir.

SF Leather a ensuite intenté une action en justice contre les employés et Deriteks, affirmant que ses « intérêts commerciaux » avaient souffert des tactiques de syndicalisation de Deriteks et des manifestations des travailleurs qui réclamaient la réintégration de leurs collègues renvoyés. Par ailleurs, l'entreprise a demandé à un tribunal local de confisquer la pancarte qui appelait Mulberry à respecter les droits des travailleurs, et d'ordonner le silence au sujet des manifestations

syndicales sur les sites Internet turcs. Entre-temps, l'entreprise a continué à faire pression sur les travailleurs et à les intimider pour les empêcher d'adhérer au syndicat.

Suite aux pressions exercées par le syndicat, avec le soutien de la fédération syndicale internationale IndustriALL, SF Leather a annoncé la réintégration des employés mis à pied, mais à la seule condition qu'ils renoncent à leur adhésion au syndicat. Deriteks ayant refusé cette condition, SF Leather a lancé une campagne de dénigrement contre le syndicat en invoquant de fausses allégations.

Un accord a finalement été conclu entre le syndicat et la direction le 14 octobre, aux termes duquel les employés licenciés ne seraient pas réintégrés, mais SF Leather acceptait de leur verser des indemnités et d'autoriser le syndicat à organiser les travailleurs à l'usine; en outre, les deux parties ont décidé d'abandonner leur action en justice (le syndicat avait également saisi le tribunal au sujet des violations des droits des ouvriers de l'usine).

Gaz lacrymogène et arrestations à l'encontre des manifestants du 1^{er} mai : La police turque a utilisé des canons à eau et des gaz lacrymogènes contre plusieurs centaines de personnes qui manifestaient à l'occasion de la fête du travail au moment où le cortège s'est dirigé vers la place Taksim, au centre d'Istanbul.

Cette place revêt une importance symbolique pour la gauche turque, où plus d'une trentaine de personnes avaient été tuées en 1977 lorsque des nationalistes présumés avaient ouvert le feu sur des participant(e)s aux manifestations du 1^{er} mai, et elle était devenue le site traditionnel des célébrations de la fête du travail. Or, le gouverneur d'Istanbul avait annoncé que la place Taksim serait fermée le 1^{er} mai pour des raisons de sécurité.

La police d'Istanbul a décidé de déployer près de 10.000 agents pour faire respecter l'interdiction, d'annuler tous les congés et de faire venir des policiers d'autres villes. La police a également veillé à ce que les canons à eau soient prêts à être utilisés. Toutes les routes menant à la place Taksim étaient fermées, ainsi que les liaisons avec les transports publics autour de la place.

Le Comité d'organisation du 1^{er} mai, composé de la Confédération des syndicats progressistes (DISK), de la Confédération des salariés des services publics (KESK), du syndicat des cabinets turcs d'ingénieurs et d'architectes (TMMOB) et du syndicat des médecins de Turquie (TTB), a protesté contre la décision de barrer le passage à la place Taksim et a exhorté les autorités à lever l'interdiction, en vain. Le Comité a appelé les membres

syndicaux et le grand public à se rendre aux rassemblements du 1^{er} mai au centre de la ville.

Les rassemblements se sont transformés en manifestation, et les autorités ont fait usage des canons à eau et de gaz lacrymogène. L'association contemporaine des avocats (ÇHD) a signalé que 479 personnes étaient détenues et que 20 autres avaient été arrêtées et accusées, pour certaines, d'infraction à la loi sur les réunions et les manifestations et, pour d'autres, de « propagande pour une organisation terroriste ». Les avocats, qui se sont ensuite rendus au tribunal pour aider les manifestants arrêtés ont été frappés par la police anti-émeute, et 16 d'entre eux ont été blessés.

Attentat à la bombe pendant un défilé pacifique

organisé par les syndicats et les OSC : Une centaine de personnes ont été tuées et plusieurs centaines blessées dans deux attentats suicide contre un rassemblement organisé le 10 octobre 2015 à Ankara, à l'appel de plusieurs syndicats et organisations de la société civile.

Le grand rassemblement sous le mot d'ordre « Travail, Paix et Démocratie » était organisé par quatre organisations, la DISK (Confédération des syndicats progressistes), la KESK (Confédération des salariés des services publics), le TMMOB (syndicat des cabinets turcs d'ingénieurs et d'architectes) et le TTB (syndicat des médecins de Turquie).

Les deux bombes, apparemment actionnées par des kamikazes, ont explosé à très peu de temps d'intervalle alors que les participant(e)s chantaient et dansaient en tenant des banderoles pour demander la fin des violences entre les militants kurdes séparatistes du PKK et le gouvernement turc. Les manifestants appelaient également au respect des droits des chômeurs et des personnes pauvres.

Après les attentats, alors que les survivants portaient secours aux blessés, les forces de sécurité ont bloqué l'accès aux services médicaux qui venaient s'occuper des victimes et ont utilisé des gaz lacrymogènes pour disperser la manifestation pacifique.

Les autorités sont de nouveau intervenues de manière brutale lors d'une manifestation planifiée trois jours plus tard. La KESK, la DISK, le TTB et le TMMOB avaient en effet prévu un défilé le 13 octobre pour protester contre les attentats et rendre hommage aux victimes du massacre. Mais la permission ne leur a pas été accordée, parce que le défilé devait passer par des « lieux souvent fréquentés par les citoyens » et en raison du « caractère sensible de la période actuelle ».

Le 13 octobre au matin, la police aurait brutalisé les personnes qui se dirigeaient vers l'itinéraire prévu pour la manifestation et aurait refusé de laisser les gens monter à bord du ferry Kadıköy-Eminönü qui relie la côte asiatique et la côte européenne de la ville, au motif que le défilé était illégal. Des policiers en civil ont été filmés en train de mettre violemment à terre les passagers du ferry pour les arrêter. Dans d'autres endroits, l'intervention de la police anti-émeute et l'utilisation de canons à eaux visaient à dissuader les personnes de participer à la manifestation.

Des rassemblements de protestation contre le massacre ont été organisés dans d'autres villes du pays. La police a utilisé des gaz lacrymogènes contre un groupe d'une trentaine d'avocats et 150 autres personnes qui étaient venues les soutenir devant le palais de justice du district d'Alanya, à Antalya.



UKRAINE

| 5

Les droits de négociation collective gravement fragilisés par un nouveau projet de loi :

Un projet de loi sur « les conventions collectives issues de négociations » diminue considérablement la portée des conventions collectives conclues sur la base de négociations. L'organisme commun représentatif a envoyé à la Confédération des syndicats libres d'Ukraine (KVPVU), pour approbation, un exemplaire du projet de loi émis par le ministère de la Politique sociale. La KVPVU n'a pas été consultée pendant la préparation du projet de loi.

Si cette loi est adoptée, les conventions collectives nationales et territoriales pourront être supprimées, ce qui pourrait affaiblir la protection des travailleurs. Le projet de loi stipule également que les conventions collectives ne sont pas des mesures obligatoires, permettant ainsi à l'employeur de réduire les obligations et les garanties. En outre, le texte donne à l'employeur le droit de suspendre la mise en œuvre d'une convention collective pour une durée non précisée, et ne prévoit pas de mesures exigeant que qui que ce soit rende des comptes en cas de violation d'une convention collective.

Par ailleurs, certains passages du projet de loi fragilisent les lois existantes. Par exemple, dans la section 7 de l'article 65 du Code ukrainien de l'industrie, il est prévu de remplacer

l'expression « doit conclure la convention collective » par « peut conclure ».

Agression du dirigeant syndical des mineurs : Anatoliy Mukhamedzhanov, le dirigeant du syndicat primaire de la mine de Novovolynska, a été frappé dans le bureau du directeur de la mine, le 3 février 2016. Le syndicat indépendant des travailleurs des mines de charbon d'Ukraine (NPGU) considère que cette agression avait pour objectif d'intimider le dirigeant du syndicat des mineurs indépendants, suite aux protestations contre les projets de fermeture et de privatisation de la mine.

Des mineurs de Donetsk mis à pied risquent d'être accusés de trahison suite à une grève :

Des travailleurs de la mine de Makiyivka, contrôlée par des militants soutenus par le Kremlin, risquent d'être jugés pour « trahison » après avoir participé à une grève le 13 janvier 2016 pour protester contre le non-paiement de leur salaire. D'après un journal local, les « autorités » de l'autoproclamée « république populaire de Donetsk » avaient identifié les responsables de ce qu'elles qualifiaient de « sabotage » et menaient une enquête criminelle.

Certains mineurs ont reçu une partie de leur salaire, mais il a été signalé sur les réseaux sociaux que 132 grévistes avaient été mis à pied. Dans un incident du même type à la mine de Chaikino, les mineurs qui se sont mis en grève le 29 décembre 2015 ont également obtenu une partie de leur salaire, mais bon nombre d'entre eux auraient été licenciés. Selon les réseaux sociaux, une ordonnance enjoint les directeurs des autres mines de ne pas embaucher les mineurs qui ont participé à la grève.

Le site Internet officiel de l'administration municipale indiquait le 23 janvier 2016 que le « ministère de l'énergie de la République de Donetsk » avait déclaré : « C'est la guerre, donc tout sabotage est inacceptable et ne peut être perçu que comme une trahison ». Le ministère a reconnu qu'il y avait des problèmes avec les arriérés de salaire mais il a affirmé qu'ils étaient passagers.



ZAMBIE

| 5

Un juriste syndicaliste renvoyé pour avoir exigé des

droits auprès du président zambien : Le 13 janvier 2016, la *Judicial Service Commission* a renvoyé le président du *Judiciary and Allied Workers Union of Zambia Copperbelt*, Paul Chilosha. Il avait déclaré que les agents du service judiciaire comptaient se faire entendre en 2016 et que le président Edgar Lungu n'aurait pas la tâche aisée s'il refusait d'augmenter les salaires de façon raisonnable. À la suite de ces déclarations, Chilosha a reçu une lettre mettant un terme à son emploi de la part de la commission, au nom du président Lungu.

Six agents des postes zambiennes arrêtés alors qu'ils

protestaient : La police a arrêté six travailleurs des postes zambiennes, ZAMPOST, lors d'une manifestation dans leur bureau de poste de Lusaka. Des policiers du poste central de Lusaka ont emmené dans des fourgons les agents qui protestaient contre des réductions unilatérales de salaire et des diminutions des dispositions en cas de départ. Pour la police, le mouvement était « illégal » et telle était aussi la position du directeur de la zone de Lusaka de ZAMPOST, Henry Zimba, qui a estimé que l'action des policiers était légitime puisque le « bureau de poste est un espace public et personne n'est autorisé à y manifester ».

L'hôtel Livingstone's Fairmount n'autorise pas les

syndicats : Le secrétaire général du *Zambia Congress of Trade Unions* (ZCTU), Cosmas Mukuka, s'est adressé aux participants à la conférence quadriennale de la *Zambia Union of Nurses Organisation* (ZUNO) organisée à l'hôtel New Fairmount. Dans son discours, il a attiré l'attention sur le fait qu'aucune autre réunion syndicale ne pourrait être organisée dans ce genre d'hôtel, car la direction n'autorise pas son personnel à adhérer à l'organisation syndicale de son choix et a renvoyé tous les travailleurs, sauf un, qui s'intéressaient aux syndicats. Mukuka a invité la direction de ZUNO à discuter avec la direction de l'hôtel pour la sensibiliser au syndicalisme libre sur le lieu de travail.



ZIMBABWE

| 5

La Cour interdit à un dirigeant d'un syndicat agricole

d'accéder à une ferme : Un juge de la Haute cour a interdit à Raymond Sixpence, dirigeant du *Zimbabwe Horticulture Agro-industries and General Agricultural Workers' Union* (Zhagawu), d'organiser des réunions à Tavistock Estates à Beatrice. Cette décision a été prise après que le propriétaire de l'exploitation, Christopher Hawgood, a poursuivi Sixpence devant les tribunaux parce qu'il se serait immiscé dans les activités de la ferme et l'aurait accusé de sous-payer son personnel.

Le juge Maxwell Takuva a pris sa décision à la fin du mois de février 2016 et a interdit à Sixpence de se rendre à Tavistock ou d'y « organiser des réunions inutiles sans l'autorisation de la police ou de Tavistock ». Des documents révèlent que Zhagawu et Tavistock s'opposent à propos du bien-être du personnel et que le syndicat prétend que le fermier blanc refuse que ces ouvriers adhèrent à un syndicat, une accusation rejetée par le propriétaire.

Passage à tabac de manifestants qui réclamaient leurs

salaires : Le 4 janvier, la police a bloqué un défilé dans les rues du centre de Harare d'une poignée de manifestants qui réclamaient le paiement immédiat de salaires dus à des agents de la fonction publique.

Encadrés par le *Rural Teachers Union of Zimbabwe* (RTUZ), les manifestants qui portaient des affiches sont parvenus à échapper à l'attention de la police au terminal de bus bondé de Harare et se sont dirigés vers les nouveaux immeubles du gouvernement. Ils entendaient en effet présenter leurs revendications aux ministères des Finances et des Services publics. Mais, un groupe de policiers antiémeutes les ont bloqués alors qu'ils s'approchaient des immeubles législatifs : le secrétaire général du RTUZ, Obert Masaraura et les militants, Robson Chere et Pride Mkono, ont été battus par des policiers et emmenés au poste central de la police de Harare d'où ils ont pu repartir sans inculpation. Rutendo Kawadza, un militant de la Zimbabwe Activists Alliance (ZAA), qui avait rejoint la marche, a dû être hospitalisé à cause des blessures infligées au moment de l'incident.

La Cour suprême autorise la punition sélective d'em-

ploqués : En janvier 2016, une décision de la Cour suprême a autorisé la punition sélective d'employés. Cela implique

que l'employeur peut arbitrairement décider qui blâmer si un groupe de salariés commet une infraction. Il est clair qu'une telle décision permet la punition sélective ou le renvoi discriminant de dirigeants syndicaux dans une entreprise, des actes de représailles destinés à décourager les activités syndicales au sein de la société.

PARTIE I

1. Pour plus de détails sur la méthodologie, voir : (http://survey.ituc-csi.org/IMG/pdf/methodological_framework.pdf)
2. La liste des indicateurs est adaptée à partir de Sari et Kucera, ILO Working Paper 99, 2011 (http://natlex.ilo.ch/wcmsp5/groups/public/---dgreports/---integration/documents/publication/wcms_150702.pdf)
3. Synthèse des décisions et principes du comité de la liberté syndicale du Conseil d'administration de l'OIT, 2006 (http://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/@ed_norm/@normes/documents/publication/wcms_090632.pdf)
4. Étude d'ensemble de l'OIT sur la liberté syndicale et la négociation collective, 1994 (<http://www.ilo.org/public/libdoc/ilo/P/09661/09661pourcent281994-81-4Bpourcent29.pdf>)

CSI Confédération syndicale internationale

Bd Roi Albert II, 5, bte 1 – 1210 Bruxelles, Belgique
Tél.: +32 2 224 02 11 – Fax: +32 2 224 02 97
Courriel: info@ituc-csi.org - www.ituc-csi.org

EDITRICE RESPONSABLE: Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI